

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer  
38, rue Saint Sabin  
75011 Paris  
tel/fax : 01 48 06 48 86  
diffusion@eclm.fr  
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,  
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.  
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

n° 99

**EMERGENCE ASIATIQUE :  
UN MODELE PLANETAIRE ?**

Etude de cas sur plusieurs  
pays d'Asie et d'Afrique

Pierre Judet

*Avec la collaboration de Frédéric Prat*

Décembre 1997



## **Emergence asiatique : un modèle planétaire ?**

**Pierre Judet**

**Introduction**

**Sommaire détaillé**

<b>Chapitre I : Nouvelles réalités mondiales .....</b>	<b>2</b>
<b>Chapitre II : Actualités de l'Etat .....</b>	<b>16</b>
<b>Chapitre III : Asie : développement, comparaisons, modèles .....</b>	<b>34</b>
<b>Chapitre IV : Démocratisation, valeurs, cultures .....</b>	<b>66</b>
<b>Chapitre V : Histoires de développement .....</b>	<b>99</b>

Dossier coordonné par Frédéric PRAT (GEYSER)



## INTRODUCTION

Il est coutume d'entendre ces derniers temps : « le XXIème siècle sera asiatique », En effet, face au formidable développement des pays que l'on a nommé « les dragons asiatiques », face aussi à la profonde crise économique qu'ont traversé (et que traversent encore...) les « pays développés », face enfin au mal développement des pays du – mal nommé – «Tiers-Monde», il est tentant de vouloir prendre pour modèle des pays qui, en l'espace d'une vingtaine d'années, ont bouleversé la donne économique mondiale avec des croissances soutenues de l'ordre de 10 % l'an (et souvent plus !), et qui aujourd'hui rivalisent avec les plus grands.

Mais qu'en est-il exactement ? Y a-t-il une « recette miracle » qui s'appliquerait à tous les pays, ou au moins à ceux en voie de développement ? Quel a été le rôle de l'Etat dans ces pays ? Quel poids imputer, dans ce mode de développement, aux valeurs culturelles liées à l'Asie ? Et n'y a-t-il pas d'autres pays, hors du continent asiatique, qui sont en passe de réussir un tel décollage économique ?

C'est pour tenter de répondre à ces interrogations que la FPH a sollicité un spécialiste des questions asiatiques, Pierre Judet, spécialiste en économie industrielle, a voyagé et séjourné dans plusieurs pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, et a également dirigé une vingtaine de thèses d'étudiants originaires de cette région. Sous forme de fiches synthétiques, il nous livre ses propres réflexions, mais aussi celles des nombreux auteurs, occidentaux et asiatiques, qui ont écrit sur le sujet.

Le monde bouge... mais pas seulement en Asie ! Le poids démographique dans le monde de demain est un facteur primordial pour envisager la planète à venir : ce n'est donc pas par hasard que le premier chapitre, consacré aux « nouvelles réalités mondiales » s'ouvre sur la dimension démographique (fiche 1). Dans une planète finie, limitée en ressources bien qu'il faille relativiser les positions les plus alarmistes, (fiche 2), comment s'opère le rééquilibrage des puissances économiques (fiche 3) ? Comment l'Occident a-t-il pu ignorer si longtemps le déplacement du centre de gravité économique vers l'Asie (fiches 5 à 9) ?

Le néolibéralisme, le désengagement de l'Etat, le libre échangeisme..., sont devenus en quelques années la religion, la « pensée unique » de tous les organismes financiers internationaux (Banque Mondiale, FMI...). Ces règles sont proposées, imposées bien souvent, comme des recettes de développement à des pays qui coulent déjà sous le poids de la dette. L'Etat, comme le prétendent certains, est-il voué à une mort annoncée ? C'est aller un peu vite en besogne et même la Banque mondiale commence à changer son discours (fiche 12) ! L'ensemble du second chapitre est donc consacré aux nouveaux rôles que pourrait assumer l'Etat (fiches 13 à 18), avec un coup de projecteur sur l'Asie. Comment en effet passer sous silence les nombreuses interventions de l'Etat chez les dragons asiatiques ? (fiches 19 à 25).

Pour bien comprendre ce « miracle asiatique », les chapitres III et IV s'attachent à en analyser les principales composantes : comment se fait le développement asiatique, quelle est la spécificité chinoise, quelles sont les menaces de crise et quelles sont les réponses (Chapitre III) ? Et comment interviennent les composantes culturelles dans ce développement (Chapitre IV) ?

Quoiqu'on dise la Banque Mondiale (fiche 27), les « forces du marché » en Asie sont sérieusement contrôlées par les Etats (fiche 28). Les investissements directs étrangers sont certes autorisés, mais pas à n'importe quelles conditions (notamment en Chine : fiches 30 et 31). Après une période de liens privilégiés avec l'Occident, le Japon s'ouvre lui aussi au reste de l'Asie (33 à 36), le volume de ses exportations y devenant même supérieur à celui des exportations vers les Etats Unis. Et la consolidation de ces économies asiatiques semble bien durable, même si elles sont passagèrement confrontées à quelques inquiétudes (délocalisation en Corée, saturation du marché de l'électronique..., fiches 42 à 46)<sup>1</sup>. En effet, ces pays ont tous misé sur la « mobilisation de leurs potentiels », et en premier lieu de leurs ressources humaines (fiches 47 à 53). Ceci est vrai aussi pour l'agriculture où la vulgarisation agricole, dans un contexte de petites exploitations paysannes, a été l'un des piliers du développement (fiche 55). Alors, si l'Afrique « cesse de considérer la modernisation comme un processus allant du haut vers le bas » (fiche 54), les exemples maliens et guinéens de prise en main du développement par les paysans eux-mêmes (fiche 56) pourront peut-être se multiplier...

Le développement économique asiatique s'est bien souvent accompagné d'une ouverture démocratique des régimes en place. Dès lors, le débat sur la démocratisation (est-elle un préalable ou succède-t-elle au développement économique ?) est relancé (fiches 57 à 73). L'Occident doit-il utiliser l'arme des Droits de l'Homme pour établir des relations commerciales avec l'Asie (fiches 71 à 73) ? Le développement économique est-il au contraire porteur de pluralisme et de démocratie, de changements (voire de crise) de valeurs (fiches 74 à 78) ? Mais si les différences culturelles entre l'Occident et l'Orient sont réelles et profondes (fiches 80 et 81), pourra-t-on jamais « transférer le succès asiatique » (fiche 83) ?

Dans le dernier chapitre, quelques « histoires de développement » répondent en partie à cette question. Si le mal développement est encore monnaie courante en Afrique (fiche 85 sur Madagascar, ou 86 sur l'Algérie), de nombreux exemples, issus surtout du Maghreb (et notamment de la Tunisie) prouvent qu'il existe des dynamiques locales très fortes, capables de réaliser une transition d'un secteur artisanal informel à une puissante industrialisation (fiches 87 à 94). Le Maghreb et l'Amérique latine suivront-ils demain la voie de l'internationalisation des entreprises asiatiques (fiches 97 à 103) ?

Frédéric PRAT (GEYSER)

---

<sup>1</sup> A l'autonomie 97, il semble cependant que se profile une crise financière plus sévère, qui touche particulièrement plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est. Le récent krach de la bourse de HongKong (octobre 97) est là pour nous rappeler que les « bulles financières » restent encore parfois bien fragiles...

## SOMMAIRE DETAILLE

<b>Chapitre I : Nouvelles réalités mondiales</b> .....	<b>1</b>
Nouvelles perspectives démographiques .....	2
Les limites de la planète : mythes de la nature et de la population .....	3
Nord-Sud, Sud-Sud : quelques repères sur les évolutions récentes. Démographie, commerce .....	4
Les lents et les rapides .....	6
La myopie européenne à propos de l'Asie.....	7
Le progrès, une idée morte ? .....	8
Le nouveau poids économique de l'Asie .....	9
Une nouvelle configuration du monde. Le poids de l'Asie .....	10
L'ère du Pacifique est-elle arrivée ? .....	12
Amérique latine et Asie de l'Est : des relations commerciales en développement.....	13
Pourquoi vont-ils tous Outre-Manche ? .....	14
<b>Chapitre II : Actualités de l'Etat</b> .....	<b>16</b>
Le rôle de l'Etat de nouveau à la mode en 1997 .....	16
Libéralisme social et réforme de l'Etat. Le Mexique dans l'ère du capitalisme post-moderne.....	17
Où va l'Etat ? La souveraineté économique et politique en question .....	18
Il faut aimer l'Etat .....	19
L'avenir des Etats nations .....	20
L'actualité de l'Etat-nation .....	21
Le local, le global et le national .....	22
Développement de l'Asie et rôle de l'Etat .....	23
Le rôle de l'Etat dans le développement : une réaction latino-américaine .....	25
Interventions de l'Etat dans le développement économique coréen.....	27
Les Japonais savaient « gérer l'ouverture » dès le XVIème siècle .....	28
Le modèle japonais : perspectives d'avenir .....	29
Au Japon, qui gouverne ? La montée de l'Etat développeur .....	30
A propos de l'articulation administration/industrie au Japon .....	31
Amérique latine : mondialisation, démocratie et ajustement structurel .....	32
<b>Chapitre III : Asie : développement, comparaisons, modèles</b> .....	<b>34</b>
Le miracle asiatique : croissance économique et politique publique .....	34
La montée en puissance de l'Asie : dimensions financières et monétaires .....	36
Le chemin du développement latino-américain est-il le même que celui des petits dragons ? .....	37
Investissements directs en Chine .....	38
Chine : l'évolution vers une économie de marché est en route .....	39
Le tigre à la porte. L'OCDE a accepté le principe de l'entrée en 96 dans le clubs des pays industrialisés de la Corée du Sud .....	40
La culture populaire japonaise fait son entrée en Asie.....	41
Au Japon : le retour aux arts asiatiques .....	42
L'émergence d'un « néo-asianisme » révèle la quête d'identité du Japon .....	43
Le Japon regarde du côté de l'Asie .....	44
Les Japonais tiennent au riz japonais .....	45
Asie : émergence d'une classe moyenne et consommation de masse .....	46
Le Japon est de retour (1996).....	47
Les petits hauts fourneaux chinois .....	48
Une Chine qui s'affirme dans un monde interdépendant .....	49
1985 : la Corée du Sud redécouvre le chômage .....	50
En Corée, l'inquiétude suscitée par la délocalisation .....	51
Des tigres de papier .....	52
En Chine, l'industrie textile a des problèmes .....	53
Philippines 1968 – 1996 : « People Power » (Le peuple au pouvoir !). .....	54
Le rôle de l'éducation et de la formation dans le monde économique asiatique (1). Le cas de la Corée. ....	55
Le rôle de l'éducation et de la formation dans le monde économique asiatique. (2).	
Le cas de la Corée (suite).....	56
Ressources humaines et compétitivité de la Corée du sud .....	57
Les succès asiatiques et la mobilisation des potentiels .....	58
Souple Japon, France rigide .....	59

En Asie, pas de crise de la productivité .....	60
Croissance et programmes scolaires intensifs .....	61
L'Afrique et les leçons des succès asiatiques .....	62
Agricultures en transformation rapide .....	63
Les paysans africains s'éveillent .....	64
<b>Chapitre IV : Démocratisation, valeurs, culture.....</b>	<b>66</b>
De quoi est fait un miracle économique ? .....	66
Valeurs propres à l'Asie confucéenne.....	67
Développement et démocratie. Bureaucratie et modernisation des sociétés : similarités et différences dans les pays d'Asie. ....	68
« Déconstruire » le modèle économique de l'Asie de l'Est .....	69
Faire avancer la démocratie ne constitue pas la clé de la prospérité .....	70
L'Asie monte en puissance (1); elle apprend à dire « non » à l'Occident .....	71
L'Asie monte en puissance (2); elle apprend à dire non à l'Occident.(suite).....	73
La démocratie en Thaïlande : l'herbe semble verte mais les racines pourrissent .....	74
Société civile et libéralisation politique à Taïwan .....	75
A Taïwan, la démocratie est en marche .....	77
A la base de la démocratisation, le cas de la Corée du Sud .....	78
Sur le sentier du pluralisme. La démocratie en Chine à la fin du règne de Deng Tsiao Ping .....	79
Certains Chinois ne sont pas d'accord sur les déclarations des Etats-Unis sur les droits de l'homme limités. ....	80
Chine : la prospérité permet-elle de créer une société plus libre ? .....	81
Le principal problème de la Chine : un autre régime .....	82
Dissidence et démocratie en Chine .....	83
Les droits de l'Homme : une machine de guerre occidentale en Asie ? .La Chine , Les pays de l'ASEAN et les nations occidentales.....	84
Le bouddhisme est en crise .....	85
Les Chrétiens et la recherche asiatique de l'harmonie .....	86
Valeurs asiatiques .....	87
Le coût du développement : nouvelles mesures à Singapour .....	88
La famille et ses valeurs en péril en Asie du sud-est.....	89
Préalables structurels et culturels de la démocratie : quelques observations .....	91
Occident et Japon. ....	92
Une comparaison entre les modèles philosophiques chinois et occidentaux .....	93
Le Japon ancien et moderne .....	94
Le succès asiatique est-il transférable ? .....	95
Le rayonnement du Japon à Madagascar .....	97
<b>Chapitre V : Histoires de développement.....</b>	<b>99</b>
Madagascar, des potentiels inutilisés .....	99
Une histoire triste : la fin de CAPMA à Alger .....	100
Echec scolaire et emploi .....	101
Sfax en Tunisie : histoires à succès. ....	102
De la réparation automobile à la fabrication de moulins à fougou. ....	103
Algérie : de la steppe à l'industrie. L'éducation, facteur de promotion individuelle.....	104
Tunisie, Algérie, de Djerba à Ghardaia : puissance des dynamismes locaux.....	105
La maîtrise de techniques complexes ... ..	106
Teboulba ou la transformation d'une petite ville tunisienne .....	107
Les entrepreneurs du développement à Sfax (Tunisie) .....	108
Tunisie. A Sfax une tannerie : de l'artisanat traditionnel à l'industrie moderne. ....	109
Les Bresciani : une sidérurgie qui prospère et qui innove .....	110
Bésil, sortie de crise : une révolution silencieuse dans l'industrie brésilienne annonce l'accélération de la croissance du pays. ....	111
Un groupe thaïlandais en Chine .....	112
Maurice, micro-Etat, s'industrialise et se développe. ....	113
Samsung prépare son internationalisation.....	114
La nouvelle donne économique chez NIKE : un monde sans frontières .....	115
Unicord : prise de risque à l'international. ....	116
Bijoux et pierres précieuses en Thaïlande. ....	117
Les orchidées : une « niche » peut en cacher une autre .....	118

## **Chapitre I : Nouvelles réalités mondiales**

## **Nouvelles perspectives démographiques**

### ***Le nombre d'habitants de la terre pourrait bien plafonner à 8 milliards avant de décliner lentement au siècle prochain***

Selon le démographe Jean-Claude Chesnais, l'explosion démographique n'aura probablement pas lieu. Le nombre d'habitants de la terre pourrait bien plafonner à 8 milliards avant de décliner lentement au siècle prochain, alors qu'on annonçait, il y a quelques années, un doublement de la population au cours des prochaines décennies. La théorie de Malthus, selon laquelle la croissance de la population devrait suivre une croissance exponentielle et l'alimentation une croissance arithmétique n'a pratiquement jamais été vérifiée.

Dans l'ensemble des pays en développement, le taux de croissance de la population est nettement inférieur aujourd'hui à ce qu'il était dans les années 1960-70. Les zones où la fécondité est encore en hausse ne concernent plus qu'environ 8 % de la population (Afrique noire) au lieu de 71 % en 1965. Personne ne s'attendait à cette chute brutale, y compris au Bangladesh, en Iran, en Syrie, en Algérie. Par ailleurs, le seuil de renouvellement simple de la population (2,1 enfants par femme en âge de procréer) n'est plus atteint et la natalité ne cesse de baisser. C'est le cas de l'Europe, de l'ancien bloc communiste, de l'Amérique du nord, des pays asiatiques en croissance rapide ; Japon, Taïwan, Malaisie, Corée, Chine. L'indice synthétique de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme) est tombé de 2,77 en 1950-55 à 1,70 en 1990-95 dans les pays développés. En Allemagne et dans certaines régions d'Italie du Nord, cet indice est tombé à 0,8.

En Corée, au cours des années 1950, le nombre d'enfants par femme était de 5,6 et la population totale de 25 millions. De multiples mesures (plus de 100) ont favorisé le déclin de la population allant des réductions d'impôts limitées aux deux premiers enfants, à des facilités de logement pour les familles d'un ou deux enfants... Tant et si bien que le nombre moyen d'enfants par femme est tombé à 1,58 et atteindra 1,26 en 2000, ce qui va se traduire par un vieillissement de la population, une pression croissante sur la sécurité sociale, une pénurie de main d'œuvre, etc.

Cette rapidité des retournements n'empêchera pas toutefois les tensions de se manifester, par exemple entre les deux rives de la Méditerranée. La population du Nord de la Méditerranée devrait en effet passer de 187 millions en 1990 à 195 millions (+4 %) en 2025 alors que le Sud de la Méditerranée passerait de 179 millions à 334 millions (+87 %) au cours de la même période.

En conséquence, l'opposition entre l'Occident et la sphère arabo-musulmane pourrait être aiguisée par une telle divergence démographique.

Selon Pierre Lellouche : l'Occident riche, en plein déclin démographique pourrait se trouver confronté à un monde arabo-musulman surpeuplé et miséreux, prêt à une revanche historique. (cité par Chesnais).

*Les vieux schémas malthusiens ont encore la vie dure. Leur révision est urgente pour comprendre les évolutions mondiales en cours, sachant que les retournements peuvent être rapides.*

JUDET, P. IREPD. 1996/11/18.

ASIE ; COREE. / CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ; NATALITE ; CONFLIT ; DEVELOPPEMENT ; NOUVEL ORDRE MONDIAL ; DEMOGRAPHIE.

Sources : CHESNAIS, J.C.

« Le crépuscule de l'Occident » Pluriel. 1996.

Le Monde du 31 octobre 1996 et « South Korea Birth dearth », Far Eastern Economic Review du 21 décembre 1995.

Consultable à : IREPD

Fiche N° : 1

**Les limites de la planète : mythes de la nature et de la population**  
***Les prévisions démographiques alarmistes, sous couverts de raisons environnementales, sont souvent de caractère idéologique.***

Hervé Le Bras entreprend dans cet ouvrage de démontrer le caractère erroné du néo-malthusianisme qui est actuellement développé aussi bien par le mouvement PUGWASH, par l'appel d'Heidelberg (68 prix Nobel) que par le Commandant COUSTEAU, selon lequel 700 millions d'habitants correspondraient à la population optimum de la planète.

Dans cette perspective, la croissance démographique serait pathologique. Or, on constate :

- que les grandes récessions continentales résultent beaucoup moins de la surpopulation ou de l'épuisement des ressources que des chocs politiques (Angola, Cambodge...);
- que la densité de la population n'a aucun effet sur l'espérance de vie ;
- que la croissance économique est plus élevée lorsque la densité de la population dépasse 100 habitants par km<sup>2</sup> ;

L'ouvrage discute également les affirmations qui ont été présentées comme des certitudes :

- sur la réalité et les conséquences du « trou de l'ozone » ;
- sur la réalité et les conséquences de l'effet de serre : « de toute façon, le changement climatique ne sera ni le plus grand ni le plus rapide des chambardements actuels et futurs » ; « on ne voit pas pourquoi il serait plus dur de reconvertir l'agriculture que l'industrie extractive... ».

Plus généralement, le Bras montre le caractère idéologique de prévisions démographiques. En 1925, les prévisions traduisaient la poussée de l'impérialisme européen aspirant à peupler de blancs un monde indigène stagnant ; actuellement, elles traduisent au contraire la grande peur de l'invasion des pauvres du Tiers Monde. Cela traduit la peur d'une influence grandissante de pays autres que l'Europe et l'Amérique du Nord, « Cette peur s'exprime sous la forme allégorique d'une atteinte à la santé de la planète alors qu'il s'agit d'une atteinte au privilège des riches et d'une arrivée de nouveaux convives non pas affamés, mais solidement nantis, à ce fameux banquet ».

Alors que la coupure entre pays développés et sous développés va « se brouiller », les classements figés constituent l'un des plus gros obstacles à la compréhension de la situation mondiale des ressources et de la population (p. 303).

*Ouvrage sérieux et utile pour démystifier un certain nombre de peurs qui font des ravages dans les cerveaux contemporains.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

/ MONDIALISATION ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; DEMOGRAPHIE ; ECOLOGIE ; CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ; REPRESENTATION DE L'ENNEMI ; REPRESENTATION DU MONDE ; SYSTEME DE VALEURS ; MONDIALISATION ; NOUVEL ORDRE MONDIAL ; ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES.

Sources : LE BRAS, Hervé.

« Les limites de la planète ; mythes de la nature et de la population » Flammarion. 1994.

Consultable à : IREPD. BP 47. 36040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 2

## **Nord-Sud, Sud-Sud : quelques repères sur les évolutions récentes** **Démographie, commerce international, investissements, PIB.**

### **1 – Repères démographiques.**

La transition démographique achevée en Europe et au Japon est aujourd'hui bien entamée en Asie de l'Est et du Sud-Est (indice de fécondité proche de 2 en Corée du Sud ; proche de 3 ou inférieur à 3 en Thaïlande et en Indonésie). Cette transition est également en cours en Amérique Latine et même au Maghreb où l'indice de fécondité a baissé non seulement en Tunisie et au Maroc mais aussi en Algérie (de plus de 7 à 4,7 en quelques années).

### **2 – Taux de croissance.**

Selon Mr. Camdessus, directeur du FMI, ce sont les pays en voie de développement qui tirent la croissance mondiale.

– En 1993 : +3,2 % de croissance annuelle pour le PIB mondial, dont +1,1 % dans les pays industrialisés, -10 % dans l'ex URSS et +6 % pour les PVD (dont 8,7 % pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est).

- Entre 1980 et 1991, les champions de la croissance industrielle sont les suivants (% par an) :

Corée	12,4
Indonésie	12,3
Chine	11,1
Malaisie	9,6
Thaïlande	4,4
Arabie Saoudite	8,1
Pakistan	7,8
Turquie	7,2

Singapour	7,0
Inde	6,7
Sri Lanka	6,3
Tunisie	6,2
Japon	5,6
Italie	2,9
Allemagne	1,9

### **3 – Le commerce international**

3.1. – A la différence de ce qui s'est passé dans les années 1920-1930, ce sont les échanges internationaux qui tirent le PIB mondial depuis la deuxième guerre mondiale.

Evolution comparée des échanges et du PIB mondial : pour un indice 100 en 1979, le PIB mondial est à l'indice 130,7 en 1991 et les échanges mondiaux à l'indice 158,1 à la même date.

3.2. – Ce sont les produits manufacturés qui tirent les échanges au détriment des matières premières et des produits alimentaires.

Evolution de la structure du commerce mondial (%) de 1980 à 1991 (premier chiffre : 1960. Second : 1991).

. Produits Alimentaires	9,4	7,8
. Matières premières	26,7	12,6
. Demi-produits	15,0	15,9
. Machines et matériels de transport	22,1	29,8
. Biens de consommation	9,1	13,1
. Services commerciaux	17,5	20,8
TOTAL	100,0	100,0

3.3. – Enfin, les échanges entre pays du Sud croissent plus vite que les échanges entre Nord et Sud.

### **4 – Les investissements étrangers directs.**

Ils ont crû très rapidement depuis le milieu des années 1980. Leur croissance a été, entre 1982 et 1992, 2 fois plus forte que celle des échanges et 3 fois plus forte que celle du PIB mondial.

Les investissements directs en direction des pays en voie de développement sont passés de 9,2 milliards de US \$ en 1986, à 24,0 milliards de US \$ en 1990 et à 38,0 de US \$ en 1992, de préférence vers l'Amérique Latine et surtout l'Asie.

Depuis 1990, les investissements directs vers la Chine se multiplient. Ils proviennent d'abord de Hong Kong (75 % ?), de Taïwan ainsi que des pays du Sud-Est asiatique où prospère une diaspora chinoise.

## **5 – Les nouvelles méthodes de calcul du PIB...**

A partir des parités de pouvoir d'achat, et non simplement à partir de l'équivalence des monnaies nationales avec le dollar US, se dessine une nouvelle configuration du monde, où la disproportion s'estompe entre le Nord et le Sud.

Par exemple, le revenu moyen par tête passe selon ce type de calcul :

- de 3000 à 6000 US \$ pour Maurice,
- de 1500 à 3000 US \$ pour la Tunisie,
- de 400 à près de 2000 US \$ pour la Chine.

Le PIB chinois dépassant alors le PIB du Japon ! (plus de 2000 milliards de US \$).

*Ce qu'écrivait Keynes dès 1933 est en train de se réaliser : « La plupart des processus de production de masse peuvent être réalisés dans tous les pays et sous tous les climats avec presque autant d'efficacité »....*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/01.

MONDE ; ASIE ; EUROPE ; AMERIQUE LATINE ; AFRIQUE. / MONDIALISATION ; DEMOGRAPHIE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; COMMERCE INTERNATIONAL ; ECHANGE COMMERCIAL ; MARCHÉ DE PRODUITS INDUSTRIELS ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; FLUX DE CAPITAUX ; NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISES ; REPARTITION DU REVENU ; NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL.

Sources : JUDET, Pierre.

Consultable à :  
IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 3

## **Les lents et les rapides**

***Aucun effort de développement ne portera ses fruits si le pays concerné ne s'inscrit pas dans l'économie mondiale à rythme rapide ainsi que dans les réseaux de télécommunication et d'information qui la sous-tendent.***

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'agriculture était le seul secteur productif puis on est passé à l'industrie. On a glorifié successivement l'économie primaire puis le prolétariat. Aujourd'hui, « l'arrogance des vieilles industries, sidérurgie, chantiers navals, industrie automobile, industrie textile, est en train de s'affaïsser : ni les recettes keynésiennes. ni les thérapeutiques monétaristes ne fonctionnent ; il faut repenser le problème du chômage... ».

Les chercheurs scientifiques d'aujourd'hui se demandent comment les systèmes se comportent en état de turbulence ; comment un ordre finit par se dégager de situations chaotiques, comment des systèmes en développement sautent à des degrés de développement supérieurs. Le bond qui nous projette à un plus haut niveau de diversité, de vitesse, de complexité exige que soit accompli un bond correspondant vers des formes d'intégration plus élevées et sophistiquées. Car il ne s'agit plus seulement de terre, de capital et de travail mais d'intégration-mobilisation à un niveau plus élevé.

Il faut préférer l'interconnexion à l'isolement, l'intégration à la séparation, la simultanéité en temps réel aux étapes séquentielles, ce sont là les impératifs sur lesquels se fonde le nouveau paradigme de la production. Aujourd'hui, le pouvoir se déplace depuis les lents vers les rapides (rapidité avec laquelle l'information parcourt le système économique). Plus le temps devient précieux, moins les facteurs traditionnels de production ont de l'importance.

Dans ce contexte, la main d'œuvre à bon marché tend à devenir « chère » ; elle ne suffit plus en tout cas à assurer le marché. Le clivage est entre économies rapides et économies lentes. Le déphasage entre rapides et lents devient une des clés d'explication...

Aucun effort ne portera ses fruits si le pays concerné ne devient pas partie prenante à l'économie mondiale à rythme rapide ainsi qu'aux réseaux de télécommunication et à l'information qui la sous-tendent.

Toutefois, les pays lents ont la possibilité de sauter l'étape de développement d'une lourde infrastructure et de passer d'un bond des communications de la première à celle de la troisième vague sans avoir à investir les sommes considérables requises pour l'élaboration des réseaux et systèmes de la deuxième vague.

Dorénavant en tout cas, le fossé est d'ordre informatique et électronique ; c'est moins un fossé Nord/Sud qu'un déphasage entre rapides et lents où réside la clé du développement économique.

*L'opposition entre rapides et lents est un point de vue original. On peut se demander toutefois si la « rapidité » ne prend pas racine dans de longues maturations.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

/ MONDIALISATION ; ANALYSE DE SYSTEME ; SYSTEMES ECONOMIQUES ; SYSTEME INTEGRE DE PRODUCTION ; COUT DE PRODUCTION ; CIRCULATION DE L'INFORMATION ; FLUX D'INFORMATION ; ENTREPRISE EN RESEAU ; RESEAU D'INFORMATION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

Sources : TOFFLER, Alain.

« Les nouveaux pouvoirs » Fayard. 1996.

Consultable à :  
IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 4

## La myopie européenne à propos de l'Asie.

La myopie des prévisions a été générale, chaque fois qu'il s'est agi d'identifier les croissances économiques en émergence. A propos de la République de Corée d'abord. A la fin des années 1950, après la guerre de Corée, on pouvait lire dans les journaux américains qu'il n'y avait rien à attendre de Coréens qui n'étaient même pas capables d'entretenir correctement les véhicules qu'on leur donnait...

A propos de la Tunisie ensuite où en 1955, date de l'autonomie interne, on pouvait lire en conclusion d'un ouvrage testament, « La Tunisie est un pays surindustrialisé. Il est temps qu'elle revienne à sa vocation agricole ». Or, la population manufacturière de la Tunisie de 1955 comptait 30.000 personnes, soit quinze fois moins que la Tunisie de 1990.

A propos du Japon de 1959, la myopie devient rétrospectivement cécité. Le Japon était en effet classé à cette date dans la catégorie des pays dits sous-développés. Selon Lacoste, « l'exiguïté des ressources ne permet pas de faire face à l'accroissement de la population, en raison de son exiguïté insulaire, de son relief montagneux, de la médiocrité relative des richesses du sous-sol et des perspectives assez limitées de développement économique, le Japon apparaît comme un pays où l'on ne peut guère s'attendre à des progrès considérables de la production ».

On se demande aujourd'hui comment de telles affirmations ont pu être formulées en 1959 alors que, dès 1951/52, l'économie japonaise était entrée dans une phase longue de croissance rapide et que la fin des années 1950 marquait le lancement du projet de train à grande vitesse inauguré en 1964, alors que Tokyo organisait les Jeux Olympiques et que se diffusaient à vive allure les produits de l'électronique.

La croissance japonaise a été si rapide qu'il a bien fallu sortir de la catégorie des sous-développés un pays qui, dans la foulée des Jeux Olympiques de Tokyo était admis à l'OCDE. On a pourtant assisté depuis cette date à un combat d'arrière-garde mené pied à pied avec une sorte d'acharnement.

La Bande des Quatre ?.. Les tous nouveaux pays industriels ?.. On a cherché la parade en prétendant qu'on était en présence « d'un phénomène d'industrialisation dans le sous-développement ». Ou encore, on a prétendu qu'il s'agissait d'exceptions (coréenne et taïwanaise) qui confirmaient la règle, à savoir l'impossibilité d'échapper au sous-développement autrement que par une franche rupture avec le marché mondial capitaliste.

De toute façon, selon I. Sacha (1987) « Il n'y a pas de place dans l'économie mondiale pour de nouveaux Japon, ni même pour une nouvelle "Bande des Quatre"... pour ne rien dire de la vulnérabilité à laquelle s'exposent des pays fortement dépendants de l'accès aux marchés des pays industrialisés. Il est irresponsable de projeter les performances passées de NPI et de pays de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) dans l'avenir et, plus encore, de les présenter comme un modèle à suivre par d'autres pays en développement ».

Etranges tentatives pour colmater les brèches, comme s'il s'agissait de se protéger contre une vague de fond menaçant d'emporter un précieux édifice de certitudes fragiles.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/01.

ASIE ; EUROPE ; COREE ; TUNISIE ; JAPON ; ASEAN. / MONDIALISATION ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; PROSPECTIVE ; PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ; ACCES AUX MARCHES ; MARCHÉ MONDIAL ; REPRESENTATION DU MONDE.

Sources JUDET, Pierre.  
1994.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 5

## **Le progrès, une idée morte ?**

### ***Les Occidentaux, dont les Français, ont du mal à admettre que le « poids du monde » est en train de basculer en faveur de l'Asie de l'Est et du Sud-Est.***

Un certain nombre de personnalités ont répondu dans le journal « Le Monde » au cours de l'été 1996 à la question suivante : « Le progrès est-elle une idée morte ? ».

Les réponses traduisent en général un pessimisme plus ou moins tempéré :

« L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour : dans cet interrègne surgissent les monstres ». Gramsci cité par A. Lipietz (Le Monde 24.08.96).

« L'idée d'un avenir souhaitable n'est donc pas irréprésentable, qu'il soit incertain est autre chose ». A. Bergounnioux (Le Monde 29.08.96).

« Le progrès n'est fondé sur rien sinon sur notre refus de la barbarie et sur l'histoire de la rébellion de certains hommes contre elle ». Max Gallo (Le Monde du 28.08.96).

Le texte de J. Attali est un des plus ouverts (Le Monde du 20.08.96) « Quand une civilisation s'interroge sur le sens de l'Histoire, c'est qu'elle est proche du déclin. A la fin du second siècle à Rome, à la fin du XIXe siècle en Grande Bretagne, comme aujourd'hui dans tout l'Occident, l'idée de progrès a été ou est remise en cause ; des dizaines de textes paraissent avec un titre commençant par "La fin de ...". Tout se passe comme si l'empire dominant gavé de réussite et de pouvoir espérait discréditer les valeurs auxquelles il n'a plus accès et entraîner le monde neuf, qui s'apprête à prendre le relais dans son propre naufrage. Un débat comme celui-là n'aurait pas sa place dans un journal chinois ou indien ou même africain : ces peuples ont trop de bienfaits évidents à attendre du progrès pour le mettre en doute, même s'ils en discutent, à juste titre, la distribution et la conduite.

L'humanité toute entière a tout à gagner au décollage économique de l'Asie. Après une période d'ajustement, la croissance du Sud sera le moteur de celle du Nord. La réussite des autres n'est pas nécessairement le signe annonciateur de notre défaite ».

En écho à ces propos, ceux de Bergounnioux qui note que « La crise économique actuelle n'est pas mondiale ». Ainsi que ceux de Bruno Latour (Le Monde du 29.08.96) selon lequel : « La fin de l'idée de progrès n'est que l'effet lointain sur les Européens de cet immense soulèvement de l'Asie qui clôt bien sûr la parenthèse de la modernisation mais qui ouvre aussi à une négociation, de dimension planétaire, sur la nature d'une vie civilisée. En ne perdant qu'une fausse idée de notre propre histoire, nous contribuerons davantage à celle qui reste à faire qu'en nous désespérant de ne plus voir darder la flèche du temps ».

*Les Occidentaux, dont les Français, ont du mal à admettre que le « poids du monde » est en train de basculer en faveur de l'Asie de l'Est et du Sud-est et que cela n'est pas un phénomène lointain mais un événement qui les touche au cœur.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE. / PROGRES ; RELATION INTERNATIONALE ; ECONOMIE MONDIALE ; CROISSANCE ECONOMIQUE.

Sources : ATTALI et al.  
In : Le Monde. 1996.

Fiche N° : 6

**Le nouveau poids économique de l'Asie**  
***Il serait grand temps en Occident de reconnaître qu'il n'y a pas de crise mondiale mais bien une crise occidentale, en particulier européenne. Ce serait sans doute une condition pour sortir de la crise.***

La Banque des Règlements Internationaux installée à Bâle, qui compte 11 membres, s'est ouverte en mars 1997 à neuf nouveaux pays : la Russie, la Chine, la Corée du Sud, Hongkong, l'Inde, Singapour, le Mexique, le Brésil et l'Arabie Saoudite. « Rarement la montée des pays émergents et leur basculement de l'économie mondiale vers l'Asie aura été pris en compte de façon aussi éclatante. Au lieu d'un pays sur 11 (le Japon) jusqu'à maintenant, la BRI compte 6 pays asiatiques sur 20 en 1997. Il s'agit moins d'un geste de bonne volonté vis à vis des pays émergents que d'une démarche motivée par la nécessité : faire appel à ceux qui disposent de réserves financières abondantes afin de faire face aux besoins du FMI.

Mais en devenant membres à part entière de la BRI, les pays émergents vont pouvoir faire entendre leurs voix et peser sur les décisions.

La redistribution des cartes est donc en cours. On ne pouvait y échapper depuis que l'on sait que les pays industrialisés ne représentent plus les trois quarts du PIB mondial mais à peine plus de la moitié (calculé en Parités de Pouvoir d'Achat). Selon ces calculs, la Chine dépasse l'Allemagne et devient la quatrième puissance économique de la planète. Le Brésil fait mieux que le Canada. Depuis la publication de l'étude du FMI fondée sur ce nouveau mode de calcul, l'Europe n'en finit pas de patauger pour sortir d'une récession larvée tandis que l'Asie continue son développement à marche forcée. La redistribution de la richesse des nations s'accélère.

*Il serait grand temps en Occident de reconnaître qu'il n'y a pas de crise mondiale mais bien une crise occidentale, en particulier européenne. Ce serait sans doute une condition pour sortir de la crise.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE. / MONDIALISATION ; FMI ; BANQUE ; INSTITUTION FINANCIERE INTERNATIONALE ; COMMERCE MONDIAL ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; CRISE ECONOMIQUE ; NOUVEL ORDRE MONDIAL.

Sources : TUQUOI, JP.

In : Le Monde. 1996/09/14.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 7

## **Une nouvelle configuration du monde**

### ***Le poids de l'Asie.***

1. Dans ce contexte de mondialisation ce qui frappe d'abord, c'est la mise en place d'une nouvelle configuration d'un monde d'où émergent de nouveaux dynamismes industriels, de nouvelles cohérences, de nouvelles puissances... le poids de l'Asie de l'Est et du Sud-Est !

Depuis le temps (1959) où l'on écrivait que le Japon était « structurellement sous-développé » puis, plus récemment, qu'il n'y aurait plus jamais de nouveaux Japon... ni de nouveaux Dragons... les choses ont été vite... malgré de nombreuses tentatives de conjurer ces avancées, comme si on avait peur que nos privilèges de riches soient menacés, par suite de l'arrivée de nouveaux convives, non pas affamés ceux-là mais déjà solidement nantis, au banquet que nous pensions nous être réservé à jamais. On parle souvent des années 80 comme d'une « décennie perdue » ; n'oublions pas que cette décennie est celle de l'étonnant basculement du monde. Il est significatif qu'en 1996, le premier port du monde n'est ni Rotterdam ni Hambourg, mais Singapour, suivi de trois autres ports asiatiques.

2. On nous avait dit que l'évolution des techniques était si rapide qu'il devenait impossible pour les nouveaux venus de monter dans un train qui ne cessait d'accélérer son allure. Or, voici que le temps de la mondialisation est aussi le temps d'une diffusion des techniques qui se généralise, y compris des techniques les plus hautes, qu'il s'agisse, par exemple, des techniques nucléaires à usage militaire ou civil ou des techniques de l'électronique et de l'informatique. Plusieurs dizaines de fonderies de silicium, d'un coût unitaire de 1 milliard de US \$, sont en construction ou en projet en Asie de l'Est et du Sud-Est, y compris à Singapour, en Malaisie ou en Thaïlande.

Le temps des techniques « interdites » ou réservées à quelques grands groupes ou grands pays est révolu. Les techniques sont maîtrisables par les grands, comme la Chine, par les moyens, comme la Corée aussi bien que par les petits comme Singapour. Un des grands obstacles au développement a sauté.

3. La décennie perdue marquait, entre autres, l'échec d'un nouvel ordre international, attendu de la revalorisation des matières premières (pétrole). Après l'euphorie des années 1970, les perspectives ont radicalement changé.

Ce qui compte aujourd'hui, c'est moins la disponibilité d'espace et l'abondance de matières premières qu'un niveau d'éducation élevé et généralisé ainsi qu'une capacité d'organisation des activités à haute intensité de matière grise. Il est paradoxal de constater que Japon, Corée, Taïwan, dépourvus de charbon à coke et de minerai de fer, possèdent les sidérurgies les plus dynamiques du monde.

Par ailleurs, les composants les plus nobles de l'industrie électronique sont fabriqués à partir de cristaux de silicium, tirés de la silice, c'est-à-dire de sable, qui constitue au moins 50 % de 5.V terrestre. Ainsi une industrie de haute et très haute technologie est fondée sur la matière première la plus commune transmutée grâce à une très haute intensité de matière grise.

Le grand défi du XXI<sup>e</sup> siècle sera lancé à l'Occident par deux milliards d'éduqués asiatiques d'un niveau d'études secondaire et, de plus en plus, universitaire, animés, en outre, d'une farouche volonté d'apprentissage jouant sur toute la gamme des techniques, des plus simples aux plus élaborées.

4. La nouvelle configuration du monde n'a rien à voir avec l'effacement d'un « Etat minimum ». Elle dépend, au contraire, de la capacité d'affirmation d'un Etat optimum, capable de donner efficacité à la volonté collective de relever un défi :

- \* Relever le défi de l'Occident, au Japon ;
- \* Relever le défi japonais, en Corée ;
- \* Relever le défi de la rupture avec la Malaisie et de l'indépendance, à Singapour ;
- \* Relever le défi de l'insularité et de la petite taille à Maurice, etc.

Ce que l'Etat perd en surface bureaucratique et en volume d'intervention, il le gagne en capacité d'animation prospective. « Malaisie 2020 », « Singapour 2030 » sont des documents du plus grand sérieux, élaborés sous l'impulsion des Etats respectifs. Jamais comme en ces temps de mondialisation – globalisation, il n'avait été aussi urgent de scruter le long et le très long terme : c'est devenu la condition nécessaire pour s'ajuster sans délai dans le court terme.

L'Etat, de moins en moins producteur ou protecteur, est appelé à s'installer au coeur des tâches de prospective longue.

5. Le grand intérêt de la nouvelle configuration du monde et, en particulier, des avancées asiatiques c'est de faire sauter les tabous, en mettant en cause le dogme selon lequel les bienfaits du développement découleraient exclusivement du libre jeu des forces du marché, à l'abri des conséquences négatives des actions structurelles ou des politiques industrielles ciblées.

Devant des Japonais champions des stratégies longues et des Américains qui savent pratiquer, chaque fois que leurs intérêts nationaux sont en jeu, des politiques industrielles délibérées, les Européens (les Français) apparaissent, par ces temps de mondialisation, comme singulièrement démunis et dénudés.

Comment en effet construire en Europe des sociétés cohérentes et dynamiques en l'absence de projections d'avenir, de mise en œuvre de stratégies longues et de politiques industrielles concertées (ciblées !) ?

*Les Asiatiques nous apprennent en tout cas que le marché n'est pas fait pour être subi mais pour être gouverné. « Gouverner le marché », c'est le titre d'un ouvrage sur Taiwan ; c'est également un mot d'ordre qui convient à ceux qui sont décidés à tirer parti de la mondialisation mais en aucun cas d'en être les jouets.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; SINGAPOUR ; MALAISIE ; THAILANDE ; CHINE ; COREE ; JAPON ; TAIWAN. / MONDIALISATION ; ROLE DE L'ETAT ; COMMERCE INTERNATIONAL ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ; TRANSFERT TECHNOLOGIQUE ; TECHNOLOGIE DE POINTE ET DEVELOPPEMENT ; APPROPRIATION DE TECHNOLOGIE ; DIFFUSION DE TECHNOLOGIES ; RELATION EDUCATION DEVELOPPEMENT ; PROSPECTIVE TECHNOLOGIQUE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; POLITIQUE INDUSTRIELLE ; RELATION AVEC LE MARCHÉ ; ACCES AUX MARCHES ; NOUVEL ORDRE MONDIAL

Sources : JUDET, Pierre.

« Colloque de la faculté Catholique de Lyon » 1996/06/06.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 8

## **L'ère du Pacifique est-elle arrivée ?**

### ***La revanche de l'idéogramme sur l'alphabet romain.***

Le centre et la périphérie ne sont pas immuables. Pour l'Europe, avec sa faible mobilité des facteurs c'est plutôt une menace que l'ouverture de nouvelles possibilités. En Asie, il ne faut pas parler de miracle mais d'un processus rationnel de gestion des ressources qui saute sur les opportunités, avec une vision stratégique.

Certes, les sceptiques sont nombreux, mais l'ère du Pacifique n'est pas à venir ; elle est déjà là et c'est bien davantage qu'un changement géographique. C'est le passage d'une logique aristotélicienne et newtonienne au monde de Siddhartha Gautama et de Confucius. C'est le passage de l'alphabet romain au monde du signe (idéogramme). La civilisation de l'idéogramme met en lumière une synergie entre développement économique et homogénéité culturelle.

Les valeurs et la culture constituent les soubassements de ce changement. Dans le monde de l'idéogramme, tout est différent, qu'il s'agisse du rôle de l'individu, du gouvernement, du temps, du profit, de l'éducation, de la famille, de la qualité, Pour comprendre cela, il faut de la curiosité et de l'humilité ainsi que la volonté de mettre en cause nos modèles conceptuels. Il ne s'agit plus d'une pensée linéaire mais d'un univers dialectique, cyclique où s'affirme une philosophie de l'unité du corps et de l'esprit. C'est la fin des dichotomies :

- syndicats/management,
- employeurs/employés,
- monde des affaires/gouvernement,
- technologie/chômage,
- qualité/prix, etc...

Il faut que l'Europe désapprenne les oppositions obsolètes entre Est et Ouest, Nord et Sud, pays développés et pays sous-développés, car elles sont inappropriées pour évaluer et définir les problèmes de l'interdépendance globale et de la multipolarité.

Il faut se convaincre que le développement n'implique pas occidentalisation même s'il lui emprunte quelques vêtements. Il ne faudrait pas s'abriter derrière une théorie de la convergence comme derrière un alibi inventé par l'Occident pour se rassurer quant à sa suprématie culturelle.

Le souci de la « sécurité d'abord » ainsi qu'une attitude insultante par rapport aux nouveaux venus ont miné la vigueur de l'Occident.

*Il s'agit d'une réflexion d'autant plus intéressante qu'elle vient d'un Occidental qui fréquente l'Asie depuis de longues années.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

EUROPE ; ASIE. / MONDIALISATION ; SYSTEME DE VALEURS ; CULTURE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; IMPERIALISME CULTUREL, NOUVEL ORDRE MONDIAL ; REPRESENTATION DU MONDE.

Sources : BETTIGNIES. Henri-Claude.  
INSEAD. ; « Is the age of the Pacific Coming ? »

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 9

## **Amérique latine et Asie de l'Est : des relations commerciales en développement.**

Les Latino-américains regardent du côté de l'Asie en quête de débouchés et d'investissements.

Le Mexique a obtenu de participer au récent forum de Seattle regroupant les membres de l'APEC (Coopération Economique en Asie Pacifique).

Alors que le Japon s'était retiré d'Amérique Latine depuis le début des années 80 (la dette !) voici que la Chine investit au Pérou et au Brésil (investissements dans les mines de fer) et développe ses échanges avec le Mexique, l'Argentine, le Panama, le Chili (au total 3 milliards de US \$ d'échanges avec l'Amérique Latine en 1992). De plus, la Chine recherche du côté des latino-américains des appuis à sa candidature à l'entrée à l'OMC (Uruguay, Brésil).

De son côté, Taïwan courtise l'Amérique Latine, à la recherche d'appuis pour son retour à l'ONU ; Taiwan investit et prête...

Tout cela ouvre des voies nouvelles pour un rapprochement entre Amérique Latine et Asie de l'Est.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/01.

AMERIQUE LATINE ; ASIE DE L'EST. / MONDIALISATION ; COMMERCE INTERNATIONAL ; NOUVEL ORDRE MONDIAL ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; ACCES AUX MARCHES ; POLITIQUE COMMERCIALE ; FLUX DE CAPITAUX.

Sources :

Thé Economist. In : The Economist. ; « Tales of two dragons »

Fiche N° : 10

## **Pourquoi vont-ils tous Outre-Manche ?**

***Langue, main d'œuvre flexible et bon marché, qualité et prix des services, rendent plus attractif le Royaume-Uni pour les investisseurs étrangers, notamment asiatiques.***

Plus de la moitié des investissements industriels taiwanais en Europe se font au bénéfice du Royaume Uni. Quant aux Coréens, le groupe Lucky Goldstar vient de choisir le Pays de Galles pour le plus gros investissement jamais réalisé en Europe par un non européen tandis que Samsung investit en Angleterre dans l'électronique grand public. Depuis 10 ans, la Grande Bretagne a accueilli plus de 40 % des investissements étrangers de l'Union européenne.

Selon les britanniques, la langue (anglais) présente un avantage évident car les Américains, autant que Japonais, Coréens et Taïwanais craignent la barrière linguistique. D'autre part la main d'œuvre est moins chère et plus flexible que sur le continent. La qualité ainsi que le prix des services est un autre atout tandis que l'abondance et la compétence des services aux entreprises font de la Grande Bretagne un centre très attirant. Enfin, les Britanniques manifestent une attitude positive par rapports aux investisseurs étrangers, à la différence de ce qui se passe parfois en France.

Mais les industriels étrangers ne sont pas venus simplement à cause de cet environnement favorable : les britanniques, comme les Irlandais, ont également su mettre en place des structures chargées de mettre en avant les arguments sur lesquels on voulait jouer.

L'IDA, créé par l'Irlande en 1969, dispose d'un réseau de 15 bureaux dans le monde (dont 5 en Asie de l'est) avec un budget annuel de fonctionnement de 120 millions de francs et plus de 200 salariés. L'IBB anglais dispose d'un budget de fonctionnement plus modeste, 25 millions de francs mais l'agence britannique chapeaute une quinzaine d'agences de promotion installées dans chaque région du Royaume Uni. A elle seule, l'Agence de développement du Pays de Galles dispose d'un effectif, d'un réseau mondial et d'un budget équivalent à ceux de l'Irlande.

Les aides financières ou fiscales ont un impact plus limité que cette assistance commerciale. Les entreprises voient à plus long terme, privilégiant une logique d'implantation à une logique fiscale, selon un expert de l'IBB.

De toute façon, il y a concurrence accrue entre pays européens pour attirer les investissements des pays tiers. On dénombrait en Europe 350 agences de développement en 1985 et 650 en 1996.

Par rapport au Continent, les Iles britanniques souffrent toutefois d'un handicap, du fait même de leur insularité. L'accès aux marchés continentaux peut être pénalisant pour certaines productions plus volumineuses ou lourdes.

DAEWOO a décidé de fabriquer ses magnétoscopes en Grande Bretagne. Mais pour produire téléviseurs et micro-ondes, objets plus volumineux, donc plus coûteux en transport, le groupe coréen a choisi la Lorraine. Ce type d'organisation donne une chance à la France et à d'autres pays d'Europe continentale de concurrencer les Iles britanniques.

La reprise de Thomson Multimédia met en France cette question à l'ordre du jour encore que l'essentiel des sites de production de Thomson multimédia soient situés en Amérique et en Asie plutôt qu'en France.

JUDET, P. IREPD. 1996/11/12.

ROYAUME UNI ; ASIE ; EUROPE. / DELOCALISATION INDUSTRIELLE ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; LANGUE ; COUT DE PRODUCTION ; LEGISLATION SOCIALE ; PROTECTION SOCIALE ; CONDITIONS DE TRAVAIL ; POLITIQUE COMMERCIALE ; FLUX DE CAPITAUX ; TRANSFERT DE CAPITAUX ; AVANTAGE COMPARATIF.

Sources :

Usine nouvelle. In : Usine nouvelle. 1996/08/29.

Consultable à : IREPD Fiche N° : 11

## **Chapitre II : Actualités de l'Etat**

## **Le rôle de l'Etat de nouveau à la mode en 1997**

***La Banque Mondiale estime que le « grand (et faux) débat autour d'Etat et Marché est terminé. Les limites du rôle de l'Etat sont claires » mais « l'objectif est de montrer qu'Etat et Marché sont institutionnellement interdépendants sans que l'un doive dominer l'autre ».***

La revitalisation du rôle de l'Etat dans le développement à long terme est le thème principal du rapport de la Banque mondiale en 1997. Un premier projet de rapport indique un changement de la position de la Banque Mondiale à propos du rôle des gouvernements dans la réalisation de la politique économique.

Le document indique en effet qu'un « Etat plus efficace est nécessaire pour créer l'infrastructure institutionnelle permettant aux marchés de s'épanouir ». La Banque Mondiale estime que le « grand (et faux) débat autour d'Etat et Marché est terminé. Les limites du rôle de l'Etat sont claires » mais « l'objectif est de montrer qu'Etat et Marché sont institutionnellement interdépendants sans que l'un doive dominer l'autre ». Selon le projet de rapport les exemples du Chili, de la Corée, du Japon, de Taiwan et de Maurice montrent à quel point un gouvernement activiste peut ajouter de la valeur et avoir un rôle de catalyseur. Ce rapport admet que les marchés n'ont pas toujours des effets très désirables ; ils sont en particulier incapables de promouvoir une distribution équitable des revenus. Or. « trop d'inégalité menace une stratégie de développement fondée sur le marché ».

Précisément les succès asiatiques sont dus aussi bien à une situation de départ relativement égalitaire qu'à une croissance réductrice d'inégalité. Au XXI<sup>e</sup> siècle l'Etat jouera un rôle significatif pour assurer un équilibre entre croissance et solutions apportées aux problèmes de l'environnement.

Le rapport souhaite la restauration de la capacité de l'Etat à représenter l'intérêt public. Il souhaite l'avènement d'un Etat plus « agile ». Cela nécessitera des gouvernements plus disciplinés. Le rapport se propose de s'intéresser à la manière dont l'inter-réaction de l'Etat avec le marché et avec les citoyens puisse être améliorée afin de parvenir à un développement économique soutenable. Cela peut être réalisé grâce à une plus large décentralisation et participation susceptibles de rapprocher l'Etat de la population.

JUDET, Pierre. IREPD, 1996/09/01.

CHILI ; COREE ; JAPON ; TAIWAN ; MAURICE ; MONDE. / ROLE DE L'ETAT ; BANQUE MONDIALE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; POLITIQUE ECONOMIQUE ; EFFICACITE DE L'ETAT ; RELATION AVEC LE MARCHE ; REPARTITION DU REVENU ; INEGALITE SOCIALE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISES ; RELATION ETAT ECONOMIE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; RELATION ETAT SOCIETE ; MONDIALISATION ; ACCES AUX MARCHES ; SERVICE PUBLIC.

Sources :

In : Financial Times. 1996/06/28.

Fiche N° : 12

## **Libéralisme social et réforme de l'Etat**

### ***Le Mexique dans l'ère du capitalisme post-moderne. Ni Etat maximum, ni Etat minimum mais un Etat optimum moderne et réformé, sachant reconnaître les potentialités de création des différents groupes sociaux.***

Dans un contexte de globalisation et d'interdépendance, R. Villaréal analyse la crise du « Vieil Etat protectionniste bienfaiteur » et préconise la construction de nouvelles bases sur lesquelles édifier un Etat à la fois « négociateur, promoteur du développement, régulateur et solidaire ». Afin de réussir la réinsertion dans l'économie mondiale, il s'agit d'inventer de nouvelles articulations entre société, économie et Etat. C'est la condition pour fonder un nouvel ordre politique qui corresponde au processus de démocratisation.

Ni Etat maximum, ni Etat minimum mais un Etat optimum moderne et réformé, géré en souplesse et avec efficacité qui cesse de soupçonner ainsi que le faisait le vieil appareil interventionniste, toute initiative des particuliers. Un état solidaire, non pas omniprésent mais capable de répondre utilement aux demandes de la société. Un Etat juste et compact sachant reconnaître les potentialités de création des différents groupes sociaux. Un Etat qui promeut la concertation et qui, au plan international, sait appuyer la constitution par les firmes nationales, d'alliances stratégiques non subordonnées.

Libéralisme social va de pair avec politiques industrielles actives et sélectives, qu'il s'agisse de développement des Petites et Moyennes Industries, d'amélioration de la productivité ou de maîtrise de la technologie.

L'expérience « montre en effet (Asie) qu'un Etat, plus promoteur que régulateur joue un rôle de levier décisif pour le développement des entreprises privées ».

Alors qu'il est difficile d'imaginer « de quelle façon le laisser faire sans aide ni guide ni contrôle serait capable de répondre aux défis majeurs du XXIème siècle ».

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

MEXIQUE. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; ROLE DE L'ETAT ; PROTECTIONNISME ; CONCEPTION DE L'ETAT ; POLITIQUE ECONOMIQUE ; DEMOCRATISATION ; REFORME DE L'ETAT ; TRANSITION POLITIQUE ; EFFICACITE DE L'ETAT ; CONCERTATION ; POLITIQUE INDUSTRIELLE ; PRODUCTIVITE ; INTERVENTION DE L'ETAT.

Sources : VILLAREAL, René.

« Liberalismo social y reforma del estado. México en la era del capitalismo post moderno » Ed. National Financiera 1993.

Fiche N° : 13

**Où va l'Etat ? La souveraineté économique et politique en question**  
***Dans un contexte de retour au marché, il s'agit d'une réévaluation du rôle de l'Etat en Occident, qui rejoint réalités et analyses asiatiques.***

Diverses personnalités politiques françaises donnent leur position sur la direction que devrait prendre le rôle de l'Etat.

Selon Madame CRESSON (alors Premier Ministre), il doit s'agir d'un Etat entrepreneur : « L'Etat moderne a une fonction économique indispensable comme acteur et entrepreneur, mais aussi comme régulateur et stabilisateur par la politique économique et les politiques sectorielles qu'il conduit et qu'il continuera à conduire demain ». (p. 7).

Selon C. DE BOISSIEU : « La politique économique va dépendre de la force d'anticipation et de conviction des pouvoirs publics : ce doit être un Etat crédible » (p. 27).

Selon R. BARRE : « Il doit s'agir d'un Etat incitateur afin de favoriser un climat de compétition favorable aux entreprises (p. 41).

Selon P. ROSANVALLON : « Dans les années 80, on a célébré le déclin de l'Etat ; dans les années 90, on redécouvrira qu'il reste une idée neuve. On oubliera l'Etat gestionnaire de l'économie pour retrouver l'Etat politique classique. Nous passerons de Keynes à Hobbes. Le Léviathan est de retour » p. 73.

Selon L. STOLERU : « De toute façon, il faut un Etat fort ne serait-ce que pour veiller à l'insertion de la nation dans le marché mondial. Le choix est entre un Etat concentré axé sur la prospérité et un Etat recentré axé sur la solidarité. Et, comme aucun gouvernement ne voudra jamais avouer qu'il a sacrifié l'un à l'autre, c'est donc à un certain dosage entre ces formes d'Etat que l'on va assister (p. 55).

Selon B. ESAMBERT, se retirer du conflit serait pour l'Etat suicidaire. La guerre économique a ses vertus. Sans guerre économique, ce serait l'entrée en léthargie. Car les résultats de la guerre économique conditionnent en dernier ressort le niveau de l'emploi et les conditions de vie des habitants dans un espace économique donné. La guerre économique oblige les Etats à intervenir afin de mettre leurs ressortissants en état de la gagner ou à tout le moins de la supporter » (p. 245). Il doit exister un pouvoir mobilisateur (au plus haut niveau). Le grand ordonnateur de la politique industrielle n'a pas fini de rouler sa pierre tant au niveau français qu'au niveau européen (p. 258).

Selon C. STOFFAES, il faut un Etat stratège : il faudra créer un Ministère de la Coordination stratégique, face aux défis de la mondialisation du Japon (p. 353). Les élites colbertistes (issues de l'ENA ou de Polytechnique) sont formées pour impulser par le haut, elles ne sont pas préparées à une ouverture sur le terrain et à l'ouverture internationale, dans un contexte de guerre économique.

*Dans un contexte de retour au marché, il s'agit d'une réévaluation du rôle de l'Etat en Occident, qui rejoint réalités et analyses asiatiques.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/01.

/ MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; ETAT ENTREPRENEUR ; REFORME DE L'ETAT ; ROLE DE L'ETAT ; CONCEPTION DE L'ETAT ; INTERVENTION DE L'ETAT ; POLITIQUE ECONOMIQUE ; ETAT ORGANISATEUR.

Sources : LENOIR, René et LESOURNE, J.  
« Où va l'Etat ? » Le Monde Editions. 1992.

Fiche N° : 14

## **Il faut aimer l'Etat**

***Si l'Etat veut retrouver la confiance des citoyens, il doit se rendre accessible et proche. Il doit être chêne de justice, souverain, éducateur, garant de la cohésion sociale, gardien de l'harmonie du territoire et navigateur qui maintient le cap dans la haute mer de l'économie mondiale.***

L'Etat n'est pas un monstre abstrait, il est un médiateur. Le médiateur d'une communauté d'hommes et de femmes qui acceptent de lui confier, sous l'autorité du Chef de l'Etat, la charge de défendre le bien commun. Mais cette médiation n'est tolérable que si les responsabilités qu'il doit exercer sont claires, si son organisation est efficace, si les hommes qui le servent sont irréprochables. C'est à ce prix qu'il peut être respecté.

L'Etat doit retrouver ses fondations et s'engager dans la réforme. Il n'y a pas d'Etat sans citoyen. Il n'y a pas d'Etat sans nation. Il n'y a pas d'Etat sans autorité qui lui permet de résister aux féodalités. Il n'y a pas d'Etat sans serviteurs, hommes politiques ou fonctionnaires.

Si l'Etat veut retrouver la confiance des citoyens, il doit se rendre accessible et proche. Il doit être chêne de justice, souverain, éducateur, garant de la cohésion sociale, gardien de l'harmonie du territoire, navigateur qui maintient le cap dans la haute mer de l'économie mondiale.

La réforme suppose que l'Etat aide les citoyens à y voir clair en précisant les responsabilités de chacun des acteurs de la vie publique ; en mettant en place une organisation simple dans laquelle chacun sait ce qu'il doit faire et ne pas faire ; en déléguant pour rendre responsable.

Il faut aimer l'Etat : pourquoi ne pas y voir un appel ? Un appel à réinventer l'Etat qui ait un visage. Un Etat qui éclaire au lieu d'embrouiller les esprits, un Etat qui rassure au lieu de décourager, un Etat qui fasse confiance, au service de la nation et de ceux qui la composent.

*C'est l'expression d'une tradition française qui continue à exalter le « service public », au milieu d'un monde où privatisation et dérégulation sont à l'ordre du jour.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

/ ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; ROLE DE L'ETAT ; MEDIEUR ; SERVICE PUBLIC ; EFFICACITE DE L'ETAT ; CONCEPTION DE L'ETAT ; REFORME DE L'ETAT.

Sources : PICQ, Jean.  
In : AMOPA. 1995/12.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 15

**L'avenir des Etats nations**  
***Aujourd'hui, alors que croît l'importance des échanges et de la technologie,  
l'Etat nation est encore au centre des choses. Et demain ?***

Les Etats nations sont des créations récentes qui ont émergé d'une multitude de duchés, villes libres, autorités locales ; qui se sont affirmés par rapport à des institutions transnationales telles que la Papauté, les ordres monastiques, la Ligue Haséatique, etc...

Les Etats nations sont souverains dans tous les domaines, y compris économiques. Pitt, Colbert, Frédéric Le Grand, Pierre Le Grand sont des figures qui jalonnent l'affirmation des Etats nations. C'est en 1914 qu'a fait son apparition le Passeport National ; c'est après 1945 qu'on a commencé à calculer le Produit National Brut.

Le danger pour l'Etat nation, ce sont les autres Etats nations. Aujourd'hui, alors que croît l'importance des échanges et de la technologie, l'Etat nation est encore au centre des choses.

Il est vrai que surpopulation, effet de serre, drogue, terrorisme, nouvelle division internationale du travail constituent une mise en cause sinon un danger pour l'Etat nation. Il y a des tentatives pour relocaliser l'autorité à l'intérieur et à l'extérieur mais l'Etat nation demeure le premier lieu de référence et d'identité pour la plupart des gens, la principale institution à l'intérieur de laquelle les sociétés essaient de s'adapter au changement : en tout cas aucune institution de substitution adéquate n'a encore émergé pour la remplacer.

*Des évolutions récentes sembleraient aller à l'encontre de cette dernière affirmation. Mais à regarder de plus près, n'a-t-on pas affaire à des mouvements qui se donnent comme objectif de constituer des Etats nations ? (Belgique – Pays Basque). La mobilisation de l'Allemagne autour de sa monnaie et de sa Banque Centrale va dans le même sens.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

/ ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; NATION ; CONCEPTION DE L'ETAT ; CONSTRUCTION DE L'ETAT ; ETAT NATION ; ROLE DE L'ETAT ; SOUVERAINETE NATIONALE.

Sources : KENNEDY, Paul.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 16

## **L'actualité de l'Etat-nation**

***Selon A. Minc, la chance française tient, pour une large part, à la pérennité de notre Etat Nation et à son aptitude à traverser, mieux que les autres, les bourrasques. L'émiettement des autres (en Europe et ailleurs) nous fait grandir.***

Après la chute du mur de Berlin, règne « l'ère du flou », s'affirme le retour, dans un mode décentré, du tribalisme (de la Somalie à la Yougoslavie) s'étendent les zones grises, de non droit : des mafias aux zones d'exclusion.

Dans ce contexte, on entend prôner le retrait et même la disparition de l'Etat central (Ligue Lombarde). Au contraire, selon A. MINC, faire face aux régressions (de l'avancée du protectionnisme à l'emprise des mafias) nécessite l'existence d'une volonté non plus économique ni technocratique mais bien politique. Seuls des Etats consistants peuvent opposer une résistance à l'éparpillement.

La chance (MINC dit la « grâce ») « française tient, pour une large part à la pérennité de notre Etat Nation et à son aptitude à traverser, mieux que les autres, les bourrasques ». L'émiettement des autres (en Europe et ailleurs) nous fait grandir. L'avantage français, c'est entre autres : « une machine à intégrer efficace (citoyenneté), une "monarchie" présidentielle capable de se manifester sans délai en cas de crise ; une moindre exposition aux risques stratégiques ».

L'Etat Nation « est redevenu un trop grand atout, pour laisser ce qui en constitue l'épine dorsale, l'Etat, se déliter.... car son pouvoir régalien est susceptible d'intervenir sans intercesseur ni compromis. Il constitue un instrument apte à prendre des initiatives aussi bien à l'intérieur qu'au niveau international ».

« Un Etat Nation qu'on nous enviera de plus en plus... ».

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

EUROPE ; FRANCE. / MONDIALISATION ; ETAT NATION ; RELATION ETAT SOCIETE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; REFORME DE L'ETAT ; CONCEPTION DE L'ETAT ; ROLE DE L'ETAT.

Sources : MINC, Alain.

« Le Nouveau Moyen-Age » Gallimard. 1993.

Fiche N° : 17

## **Le local, le global et le national**

### ***Le rôle, encore nécessaire, de l'Etat, dans l'articulation du local au global.***

On a pendant longtemps eu du mal à admettre qu'il existait au sein du secteur dit informel un processus d'accumulation. En Tunisie par exemple la ville de Sfax s'est transformée. Les dynamismes industriels ont foisonné là où on ne les attendait pas, du côté des commerçants et des artisans, c'est-à-dire du secteur non structuré. Ceci a mis en lumière la réalité et l'importance du passage des activités informelles vers des activités de plein exercice.

De l'importance du local faut-il conclure au télescopage du national par le global ? Il apparaît au contraire que d'anciennes zones franches coréennes et surtout taïwanaises sont en cours de réappropriation rapide dans des systèmes nationaux intégrés autour de la mise en œuvre de technologies avancées ou très avancées. Il apparaît également qu'en Tunisie le développement des activités de confection – habillement – non structurées s'est effectué en symbiose avec le développement des activités textiles de plein exercice créées sur la base des avantages offerts par les lois de 1972 et de 1974, c'est-à-dire sur la base de politiques nationales. Comment enfin conclure à l'affaiblissement d'un système national en Chine alors que le grignotage des entreprises étatiques (nationales) par les entreprises collectives (locales) procède d'une véritable stratégie de contournement décidée et impulsée par le Centre ?

En Asie de l'Est et du Sud-est, la distribution de la terre ainsi que la distribution des revenus sont relativement égalitaires, tandis qu'une réelle démocratisation de la vie politique est ici et là en cours. On remarquera que ni le « local » ni le « global » ne suffisent à expliquer de telles évolutions qui relèvent d'interventions systématiques et longues du « national ».

Il est d'ailleurs significatif qu'à propos d'innovation, la réflexion privilégie les « systèmes nationaux d'innovation ». Cela ne veut pas dire que les entrepreneurs novateurs ne plongent pas leurs racines dans un terreau local et régional mais plutôt que les instruments et les institutions qui sous-tendent ou couronnent l'innovation ont une dimension nationale forte et irremplaçable.

On se demandera enfin quelle est la consistance du « global ». S'agit-il d'un processus d'organisation du globe au profit d'un capitalisme occidental devenu planétaire ? Comment ne pas tenir compte de la redistribution des cartes qui s'annonce au profit des « nouveaux industrialisés » qui pourraient contribuer dès le début du prochain siècle à plus de 50 % de la production mondiale ?

La rapidité des évolutions constatées appelle des réflexions nouvelles sur l'articulation en mouvement des catégories du « local » réhabilité avec un « global » réévalué mais en laissant toute sa place au « national » résistant et retrouvé.

*Toutes les expériences contemporaines de développement économique d'une façon ou d'une autre interdisent d'évacuer le rôle de l'Etat national quel que soit le rôle du « global » ou du « local ».*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

TUNISIE ; TAIWAN ; COREE ; CHINE ; ASIE. / MONDIALISATION ; DEVELOPPEMENT ; SECTEUR INFORMEL ; ECONOMIE INFORMELLE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; INTERVENTION DE L'ETAT ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; ECONOMIE NATIONALE ; IDENTITE NATIONALE ; POLITIQUE D'INNOVATION.

Sources : ABDELMALKI, Lahsen ; COURLET, Claude.  
« Les nouvelles logiques du développement » L'Harmattan. 1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 18

**Développement de l'Asie et rôle de l'Etat**  
***En Asie, la liberté du marché n'est pas un but en soi mais plutôt un des instruments utilisés pour atteindre des objectifs subordonnés à l'impératif de croissance industrielle et de puissance.***

L'Asie de l'Est et du Sud-Est pèse de plus en plus lourd dans l'évolution du monde :

- poids de la population ;
- poids d'une population de mieux en mieux éduquée, en train de maîtriser son évolution démographique ;
- poids de la richesse créée, en particulier de la production industrielle : textiles et chaussures, mais aussi acier, automobiles, électronique et aérospatiale.
- poids d'un énorme marché de consommateurs.

**L'IRRUPTION DE L'ASIE ET LE DEVELOPPEMENT**

L'irruption de l'Asie sur la scène mondiale donne une nouvelle dimension au débat sur le développement économique en faisant sauter plusieurs verrous : il est en effet devenu impossible d'écrire que « le Tiers Monde est dans l'impasse ». Comment en effet parler d'impasse, alors que les progrès constatés en Corée, à Taïwan, à Hongkong et à Singapour, en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie puis en Chine mettent en lumière la réalité d'une transition démographique rapide ainsi que la maîtrise, imprévue il y a 20 ans, de technologies avancées.

L'irruption de l'Asie oblige, d'une part, à situer le vieux débat « Etat/marché » sur un terrain renouvelé. Pendant longtemps, certains auteurs ont présenté les succès asiatiques comme le résultat de politiques libérales et d'ouverture au libre jeu des forces du marché.

Une telle interprétation est, à l'évidence, une caricature car dans cette région, les Etats n'ont jamais hésité à manipuler : prix, taux de change et taux d'intérêt, tandis qu'ils n'ont cessé d'intervenir pour aider les entreprises à franchir les étapes de l'industrialisation et de la maîtrise de la technologie.

**UN ETAT RIZICULTEUR**

Les pépinières sont une parure de l'Asie rizicole ; elles assurent un bon départ à la jeune pousse de riz qui sera plus tard repiquée en plein champ. L'attitude de l'Etat vis-à-vis de l'industrie n'est pas sans analogie avec celle du riziculteur.

En Corée, le Général Park, entre 1962 et 1979, a présidé chaque mois une réunion rassemblant les principaux ministres, les grands groupes, les représentants des Associations industrielles, pour faire le point sur la réalisation des objectifs fixés à l'exportation, avec récompenses et sanctions : les bons exportateurs étaient récompensés, par exemple, par l'octroi d'un droit à importer.

A Taiwan, afin de promouvoir l'industrie textile, l'Etat a d'abord confié aux entrepreneurs sélectionnés le soin de transformer une matière première qu'il leur vendait puis leur rachetait après mise en œuvre jusqu'à ce que ces entreprises aient acquis une autonomie de gestion. Plus tard, l'Etat a « repiqué » les entreprises les plus efficaces dans le champ de la concurrence internationale.

Plus récemment, Taïwan a décidé de concevoir et de fabriquer un petit ordinateur miniaturisé (pager). Le Centre de Recherche taïwanais pour l'électronique (d'Etat) a été chargé de lancer l'opération. Pour ce faire, le centre s'est adjoint le concours des industriels privés les plus performants avec lesquels il a mis au point un prototype. Après quoi, ce prototype a été confié aux entreprises participantes afin qu'elles assurent l'industrialisation et la commercialisation dans la plus totale concurrence.

Ces politiques industrielles empruntent davantage à l'expérience de la riziculture qu'aux enseignements de l'économie néo-libérale. Les pays asiatiques ont plutôt été fidèles à l'enseignement de l'économiste allemand F. LIST pour qui la protection des industries naissantes devait être conçue comme une préparation, à durée limitée, à la concurrence internationale.

## UN ETAT DEVELOPPEUR

Les pays asiatiques ont pu mener ces politiques car ils disposaient d'un Etat « fort » au sens où l'entendait Myrdal, c'est-à-dire un Etat faisant appliquer ses décisions alors qu'un Etat « mou » ne peut résister aux pressions des lobbies. Cet Etat fort a certes protégé les entreprises mais il leur a imposé de respecter des critères de performance et de faire leurs preuves à l'exportation.

L'Etat asiatique est un Etat « pro », à la fois Producteur, Protecteur, Programmateur, Prospecteur. Afin d'éclairer ce paradoxe asiatique de coexistence d'une économie de marché avec la notion d'« Etat capitaliste développeur », dont la principale force réside dans la collaboration entre la bureaucratie et les entreprises, disons que la liberté du marché n'est pas un but en soi mais plutôt un des instruments utilisés pour atteindre des objectifs subordonnés à l'impératif de croissance industrielle et de puissance.

Au lendemain de la faillite des pays socialistes et de leur modèle d'économie planifiée administrée, l'Etat asiatique développeur s'affirme comme un instrument efficace pour mobiliser et rattraper. Il est clair également que le retrait de l'Etat, longtemps préconisés par la Banque Mondiale, au profit d'un « Etat minimum » conduit à l'échec : de multiples exemples en Afrique et ailleurs ne cessent de le prouver. Cela commence à être reconnu, y compris par la Banque Mondiale, où le poids des expériences asiatiques semble avoir ouvert une brèche dans la rigidité des affirmations néolibéralisme.

On sait dorénavant que le succès de l'Asie de l'Est et du Sud-est (certains parlent de « miracle » !) loin d'être le résultat du « libre jeu des forces du marché », relève de politiques sélectives et ciblées mises en œuvre par des gouvernements pragmatiques, dont les interventions tendent à promouvoir la concurrence et finalement à « gouverner le marché », selon l'expression d'un économiste américain.

Au-delà des zones d'ombre qui ne manquent pas dans cette région, l'émergence des pays asiatiques offre une base pour le renouveau dans la promotion de ce développement.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/01.

ASIE ; COREE ; TAIWAN ; HONG KONG ; SINGAPOUR ; THAILANDE ; MALAISIE ; INDONESIE ; CHINE. / DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; ETAT ; CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ; POLITIQUE INDUSTRIELLE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; COMMERCE INTERNATIONAL ; PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ; PROTECTIONNISME ; CONCURRENCE COMMERCIALE ; ACCES AUX MARCHES ; EFFICACITE DE L'ETAT ; BANQUE MONDIALE ; RELATION AVEC LE MARCHE.

Sources : JUDET, Pierre.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 19

**Le rôle de l'Etat dans le développement : une réaction latino-américaine**  
***La compétence des bureaucraties asiatiques a donné du prestige à la fonction publique, alors que les positions ultralibérales ont enlevé tout caractère prestigieux au statut de l'Etat. Le problème est de retrouver des statuts de « Serviteurs de l'Etat ».***

Après un exposé de Pierre Judet sur le rôle de l'Etat dans le développement asiatique, le Docteur Benniger, ancien ministre du gouvernement chilien, a fait les remarques suivantes :

« Il est vrai que l'Etat est un acteur de premier plan. Mais, à la différence de l'Amérique Latine, les Pays asiatiques bénéficient sans aucun doute de meilleures performances en matière de qualité de vie, de distribution du revenu, de résultats sociaux, d'emploi et d'inflation.

Plus important encore, l'Asie a mis l'accent sur l'éducation en donnant la priorité (contrairement à l'Amérique Latine) à l'enseignement primaire et secondaire alors que l'Amérique Latine a donné la priorité aux élites et à la préparation aux Professions Libérales. Les exemples asiatiques montrent que la "croissance avec équité" est possible et que l'on peut construire rapidement une base productive viable.

A propos du rôle de l'Etat, il apparaît qu'en Asie, l'Etat "construit le développement" ; qu'il n'y a pas dichotomie entre l'Etat et les entreprises privées mais complicité. Il n'existe pas de frontière étanche, ce qui permet des actions conjointes en vue de la réalisation d'objectifs nationaux en fonction desquels on sanctionne ou on récompense. En Amérique Latine, où la tradition occidentale domine, le débat sur le rôle de l'Etat est plus doctrinaire qu'en Asie.

A gauche, on est anti-capitaliste et anti-entreprise privée : à droite, on est anti-Etat et pro-entreprise privée. C'est cristallisé et rigide. Tandis qu'à gauche, l'idéologie dure a disparu, la droite est acquise au néolibéralisme qui a pris pour cible l'Etat, si bien qu'il n'y a pas de possibilité de collaboration.

L'Asie est faite de sociétés traditionnelles autoritaires, hiérarchisées où l'on a le respect des ancêtres ; où le pouvoir est constitué suivant une tradition millénaire.

Dans les sociétés américaines, on a affaire à des leaders charismatiques ainsi qu'à l'instabilité politique. Il s'agit d'Etats faibles peu capables de résister aux différentes pressions. Le populisme, qui est en butte aux pressions quotidiennes, donne l'illusion qu'on peut arriver au progrès avec un coût nul, alors que le taux d'épargne national est beaucoup plus faible, si bien que le transfert des modèles asiatiques est difficile. Le populisme a enlevé tout prestige à l'Etat qui devient un "Etat minimum" de telle façon que les chocs y deviennent cumulatifs.

La compétence des bureaucraties asiatiques a donné du prestige à la fonction publique (même si le Japon paye parfois un prix élevé en termes de corruption) ; alors que les positions ultralibérales ont enlevé tout caractère prestigieux au statut de l'Etat. Le problème est de retrouver des statuts de "Serviteurs de l'Etat".

Les Asiatiques ont développé des modèles exportateurs grâce à la construction de nouveaux avantages comparatifs ; mais ils ont su jouer à la fois, pour assurer leur succès industriel, sur l'exportation et sur la substitution à l'importation. Ces succès sont liés aux interventions de l'Etat qui ont contribué à faire émerger de nouveaux avantages comparatifs. Les interventions de l'Etat sont sélectives ; elles ont un caractère transitoire et elles favorisent la concurrence ; elles favorisent les performances, jamais le monopole.

En Amérique Latine, la culture démocratique s'est traduite par une très large extension de la protection (à tous ceux qui avaient les moyens de se faire entendre), qui n'a pas su être transitoire contrairement aux prescriptions de Frédéric List, économiste allemand. Le "Capitalist Developmental State" (le capitalisme développeur) demeure absolument valable. Son application en Amérique Latine exige un Etat fort, capable d'imposer la mise en œuvre des décisions prises ; cela exige également la transformation des rapports entre l'Etat et les entreprises : vers des relations d'association et de confiance.

Enfin, une vision de l'avenir est absolument indispensable : ce qui a manqué aux pays andins. Le concept de planification est à revoir. Il faut aller vers des visions d'ensemble, de type stratégique susceptibles d'intégrer l'ensemble des acteurs ; académiques, industriels, agricoles...

L'intégration dans une vision nationale d'avenir est aujourd'hui un exercice politique de première importance afin de construire un vaste consensus de base ».

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; AMERIQUE LATINE. / ETAT ; DEVELOPPEMENT ; INTERVENTION DE L'ETAT ; ENSEIGNEMENT PUBLIC ; SYSTEME DE VALEURS ; RELATION CULTURE DEVELOPPEMENT ; AVANTAGE COMPARATIF ; COUT DE PRODUCTION ; CORRUPTION.

Sources :

Fondation Ebert (organisatrice du colloque). Santiago du Chili. 1994/07/15.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 20

## **Interventions de l'Etat dans le développement économique coréen.**

La Banque Coréenne de Développement (KDB) a été créée en 1954 par l'Etat coréen pour financer la croissance économique et le développement industriel de la Corée (du Sud), « en conformité avec les politiques du gouvernement ». La KDB a donc financé routes, barrages, centrales électriques mais également les complexes industriels, qu'il s'agisse de pétrochimie, de sidérurgie, de chantiers navals ou d'industrie de haute technologie. La KDB a donc fourni financements et assistance à travers des prêts à taux très favorables. Entre 1970 et 1980, les nouveaux prêts de la KDB se sont accrus de 30 % par an. En tant qu'agent du gouvernement, la Banque a géré un Fonds d'investissement national ainsi qu'un Fonds de rationalisation industrielle. Elle a participé au capital de la société sidérurgique d'Etat POSCO ainsi qu'au capital de la Korea Electric Power Corporation.

La KDB a été en mesure de proposer des taux d'intérêt plus bas (de 3 à 5 points) que les taux des banques commerciales, dans la mesure où elle a réussi à se procurer des fonds à bon marché auprès de gouvernements étrangers et de fonds publics. Plus récemment, en fonction des priorités gouvernementales énoncées dans le nouveau Plan Quinquennal de 1993, la KDB a appuyé à travers ses prêts des actions d'intégration dans la production de machines aussi bien que dans l'automobile, les chantiers navals ou l'électronique. En conséquence, la part du secteur manufacturier dans les prêts accordés est passé de 55 % dans les années 1980 à 70 % dans les années 1990. Depuis que la Banque a créé le premier Technology Development Fund en 1976, ses prêts pour le développement de la technologie se sont accrus régulièrement jusqu'à représenter 15 % des nouveaux prêts en 1995.

La KDB se propose aujourd'hui de développer son appui aux industries de haute technologie et de forte valeur ajoutée tout en apportant un soutien aux activités intensives en connaissance et à haut risque.

*Il s'agit d'un démenti très explicite à toutes les affirmations selon lesquelles le développement coréen a été le résultat du « libre jeu des forces du marché ».*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

COREE DU SUD./ ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; BANQUE ; INDUSTRIE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; ETAT ORGANISATEUR ; POLITIQUE INDUSTRIELLE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT ; POLITIQUE DE FINANCEMENT ; BANQUE DE DEVELOPPEMENT ; TAUX D'INTERET ; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE.

Sources :

Korean Development Bank Economie In : Industrial Focus. 1996/03.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 21

## **Les Japonais savaient « gérer l'ouverture » dès le XVIème siècle ou comment commercer tout en imposant ses propres règles.**

Sur la route de Siam. l'Ambassade de Louis XIV fait escale à Batavia (aujourd'hui Djakarta) dans les Indes Néerlandaises. L'Abbé de Choisy raconte : « Il arriva encore hier au soir trois vaisseaux de la Côte de Coromandel. Il en partit en même temps quelques-uns pour le Japon. On les accommode exprès : ils n'ont point de figures à la poupe ni à la proue, parce que les Japonais croient que les autres nations ne mettent des figures que pour se moquer de leurs idoles. Or, ces Japonais traitent assez cavalièrement les étrangers : il n'y a que les Hollandais qui aient commerce avec eux, et voici comment. Dès que leurs vaisseaux sont arrivés, les Japonais viennent à bord, pour porter à terre les mâts, les viles et les cordages, dressent un état de toutes les marchandises, les font conduire dans leurs magasins, y mettent le taux, sans consulter les Hollandais et leur apportent de l'or pour les payer. Quand cela est fait, les Hollandais attendent dans leur comptoir ou sur leurs vaisseaux, que la saison de partir soit venue, sans avoir commerce avec personne : on leur rend leurs mâts et leurs voiles et ils reviennent à Batavia. Il est assez bon de remarquer que les Japonais ne veulent point que le Chef ou Président du comptoir hollandais y demeure plus d'un an : et à cause de cela on nomme toujours à Batavia trois présidents du Comptoir du Japon, un qui est actuellement, un qui est en chemin pour y aller et l'autre qui se repose à Batavia ; et le même y peut retourner plusieurs fois pourvu qu'il ait été deux années dehors. Ce sont des manières un peu dures pour une nation si puissante aux Indes : mais ils en souffriraient encore davantage par l'espoir du gain. Quarante mille écus de marchandises leur valeur au moins cent mille écus en or ; et cet or qui est fort bon, ils le reportent sur les côtes du Bengale où le profit est encore plus grand. Pour le Président, il peut dans son année, en vivant comme un capucin, gagner cent mille écus. ConteZ, je vous prie, que je n'exagère point et que j'aime mieux dire moins que plus : je suis toujours en garde là-dessus ».

*Le Japon a donc une vieille tradition de gestion de l'ouverture qui lui permet d'acquérir ce dont il a besoin à l'étranger sans jamais renoncer à contrôler cette ouverture depuis les marchandises hollandaises au XVII e siècle jusqu'aux investissements étrangers directs de la fin du XXe siècle.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

INDONESIE ; JAPON. / COMMERCE INTERNATIONAL ; REGULATION INTERNATIONALE ; ECHANGE COMMERCIAL ; REGLEMENTATION INTERNATIONALE.

Sources : CHOISY, Abbé de.

« Journal du voyage de Siam fait en 1685-1686 » Duchartre et Van Buggenh. 1930.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 22

## **Le modèle japonais : perspectives d'avenir**

### ***Au Japon, l'économie nationale est soigneusement orchestrée, mais non planifiée.***

Le Japon a décidé d'être le N° 1, à partir d'un système empirique qui n'est ni idéologique ni doctrinaire.

Le miracle japonais s'est déroulé au sein d'institutions traditionnelles existantes ; le centre d'intérêt n'étant pas une révolution politique et sociale mais un développement économique pragmatique.

L'Occident s'accroche au mythe selon lequel le miracle japonais ne peut durer car :

- il est fondé sur une main d'œuvre bon marché... Mais une main d'œuvre qui est bon marché au sens où sa qualité est plus élevée qu'ailleurs pour le même prix ;
- il est fondé sur l'exportation... Mais on oublie que les exportations représentaient 9,1 % du produit national brut en 1968, contre 20,8 % en 1931 ;
- il est fait d'imitation... Mais la Recherche-Développement est de plus en plus dynamique. Ce qui se traduit par la vente de brevets, l'assistance technique...

La réussite japonaise repose sur son caractère spécifique : une révolution pragmatique sans idéologie, faite d'ouverture et d'expérimentation, de sens aigu du travail en équipe, de familisme, de commercialisme. La capacité d'ajustement, la patience, la persévérance sont les signes distinctifs d'un système qui a su absorber la culture chinoise puis la culture occidentale sans perdre sa propre essence originale.

Dans ce système, l'Etat est une des nombreuses expressions de la vie communautaire, pas plus coupé de tous les autres membres de la société que le village, l'école ou l'usine. L'Etat est une partie du tout comme tout le reste. La société japonaise n'est pas une agglomération d'instructions antagonistes, s'excluant l'une l'autre mais un tout intégré dont chaque composante est une manifestation où chacun participe à élaboration de la tâche parfaitement appropriée à son caractère et à son rang propres au sein d'un ordre hiérarchique et harmonieux.

Il n'y a pas d'hostilité entre gouverneurs et entreprises : « Ici nous coopérons aimablement ». L'industrie, lancée par le gouvernement, suscite entrepreneurs, compétences, capitaux. Il n'y a pas de doctrine élaborée sur la distinction entre entreprises privées et entreprises publiques. Les attaches entre Etat et monde des affaires sont si étroites qu'il n'était pas possible de déterminer où l'un finissait et où l'autre commençait et peu de Japonais avaient le temps ou voyaient la nécessité de tracer la ligne de démarcation. Cela n'a rien à voir avec les relations qui existaient dans les pays socialistes où Etat et parti étaient les maîtres ; ni avec le système américain de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle où l'Etat était au service des entreprises.

Au Japon, il est difficile de distinguer le maître du serviteur. L'économie nationale est soigneusement orchestrée, mais non planifiée.

*Ce texte date de 25 ans mais il est toujours d'actualité ; ses analyses demeurent précieuses pour la compréhension du monde japonais et de l'Asie de l'Est.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/01.

JAPON. / ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; CULTURE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; COUT DE PRODUCTION ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; SYSTEME DE VALEURS ; RELATION EVOLUTION CULTURELLE ET DEVELOPPEMENT ; IDENTITE CULTURELLE ; DIMENSION CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT ; ROLE DE L'ETAT ; INTERVENTION DE L'ETAT.

Sources : GREGORY, Gene.

In : Futuribles, 1971/02/01.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 23

**Au Japon, qui gouverne ? La montée de l'Etat développeur**  
***Au contraire des Etats-Unis qui prônent un Etat faible pour une société forte, l'Etat capitaliste développeur (CDS, Capitalist Development State) japonais est une sorte d'Etat révolutionnaire qui impose ses projets ou, tout au moins, joue un rôle de catalyseur.***

Certains déplorent que le monde soit organisé en nations et non en un système unique et harmonieux sans frontière. On s'aperçoit après la chute du mur de Berlin qu'il est difficile d'assimiler le capitalisme japonais au capitalisme américain. Il est tout à fait illusoire de croire que de « plus en plus ils seront comme nous ». Un système (japonais) où les dividendes sont inférieurs à 1 % (3 à 4 % à l'Ouest) ; où, entre 1986 et 1990 le stock de capital s'est accru de 42 % au lieu de 22 % aux USA est à l'évidence différent.

Le capitalisme japonais n'est pas un véritable capitalisme mais un capitalisme sous contrôle strict, un capitalisme du « rattrapage » marqué par des politiques industrielles axées sur la construction de nouveaux avantages comparatifs, où les entreprises sont moins orientées vers le profit que vers le gain de parts de marché. A la limite, les sociétés japonaises ne sont pas de type capitaliste. Comme une monarchie peut avoir un gouvernement démocratique, un pays peut avoir formellement un système capitaliste et n'être pas capitaliste. Un nouveau système s'est développé dans une coquille capitaliste.

Le développement japonais a bénéficié de l'impact des politiques industrielles dans le cadre de stratégies à long terme où une énorme masse d'épargne a été canalisée vers les « bonnes » industries. C'est le Ministère de l'Industrie et du Commerce International qui a été le véritable cerveau (« administrative guidance ») ; quant au Ministère des Finances, il se compare lui-même à un bateau de guerre qui escorte un convoi de bateaux : les banques commerciales.

Au contraire des Etats-Unis qui prônent un Etat faible pour une société forte, l'Etat capitaliste développeur (CDS) japonais est une sorte d'Etat révolutionnaire qui impose ses projets ou, tout au moins, joue un rôle de catalyseur.

Selon Chalmers JOHNSON, la prochaine étape de l'histoire ne sera pas dominée par un Etat communiste ni probablement par un Etat capitaliste libéral. Il est plus probable qu'elle sera façonnée par un Etat capitaliste développeur.

Ce type de capitalisme asiatique compris comme une combinaison à la Japonaise d'un Etat fort de politiques industrielles, d'une économie de la production et d'une autonomie managériale semble appelé à tenir une place centrale dans l'enseignement que les économistes proposeront à leurs étudiants au cours du siècle prochain.

*Pour les économistes libéraux, ces analyses de Chalmers JOHN ON, constituent une véritable hérésie. Mais il semble bien que la « roue tourne » dans la mesure où, en 1997, le Rapport Annuel de la Banque Mondiale portera sur le rôle de l'Etat dans le développement.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

JAPON. / CAPITALISME ; CONCENTRATION DU CAPITAL ; MARCHÉ DE PRODUITS INDUSTRIELS ; MARCHÉ MONDIAL ; ACCÈS AUX MARCHÉS ; POLITIQUE ÉCONOMIQUE ; POLITIQUE INDUSTRIELLE ; INTERVENTION DE L'ÉTAT ; DÉVELOPPEMENT.

Sources : JOHNSON, Chalmers.

« Japan. Who governs ? The rise of the developmental State » WW Norton and Company. 1995.

Consultable à :

IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 24

**A propos de l'articulation administration/industrie au Japon**  
***La politique industrielle, l'augmentation de la productivité, sont décidées par consensus au sein de groupes comprenant l'Etat, des industriels, des universitaires et des employés...***

L'article de Ph. Roqueplo date de quelques années mais il est encore utile pour comprendre quelques particularités de la société japonaise.

A propos du rôle du MITI (Ministère de l'Industrie et du Commerce International), par exemple, qui intervient mais indirectement (catalyseur) à travers des relais. Il s'agit de la Japan Industrial Robot Association (JIRA), de la Japan Information Processing Development Center (JIPDEC) ainsi que nombre de comités et sous-comités principalement constitués d'industriels et d'universitaires. Selon le MITI, le travail se fait en souplesse, le Ministère n'impose pas de politique. L'ensemble de ces associations suscitées par le MITI constitue le milieu intermédiaire au sein duquel les stratégies industrielles sont conçues et mises en œuvre. Ces associations ainsi que d'autres sont situées à la même adresse dans un grand immeuble appartenant au MITI. Le budget de ces associations est largement financé par le MITI ; elles bénéficient également de subventions qui leur permettent de faire des prêts sans intérêt.

Le rôle de concertation directe entre les industriels au sein d'associations liées au MITI s'avère essentiel. Il ne fait aucun doute que ces associations jouent un rôle primordial dans la politique industrielle japonaise. Elles constituent un lieu de prise de conscience, d'expression mais aussi de négociation, de formation et de diffusion pour les industriels concernés.

Tant au niveau de grandes orientations qu'à celui des stratégies industrielles prises en charge par le MITI, on retrouve ce dispositif de décision collective par concertation conduisant à un consensus qui est un processus à la fois de prise de conscience, d'analyse, de négociation et finalement de mise en œuvre...

Le consensus japonais ne correspond pas à une absence de conflits mais à une stratégie pour résoudre les conflits par la négociation. Cette stratégie se retrouve, semble-t-il, à tous les niveaux de la hiérarchie, y compris dans la gestion des ateliers où les innombrables « groupes de base » élaborent les conditions concrètes d'un accroissement de la productivité.

Ce consensus productiviste même s'il repose sur des bases traditionnelles et culturelles correspond visiblement à une stratégie volontaire de l'Administration et du Patronat japonais. Il reste que cette opération est possible. Elle l'est probablement parce qu'elle se fonde sur des éléments culturels traditionnels qui rendent possible le fait qu'un pays entier consente à un effort énorme lui permettant non seulement une croissance économique extrêmement rapide mais encore un prodigieux phénomène d'accumulation.

A l'origine de tout cela, il y a un autre peuple, une autre histoire, une autre formation sociale et c'est là un fait auquel nul ne peut rien. Mais il y a aussi une autre administration, d'autres industriels et d'autres rapports entre eux.

*Ce texte date de plus de 15 ans et les choses ont évolué depuis 1980 mais pour l'essentiel, l'articulation administration-industrie au Japon demeure une réalité originale qui mérite qu'on s'y attarde.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

JAPON. / ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; ORGANISATION ; ROLE DE L'ETAT ; POLITIQUE INDUSTRIELLE ; RELATION ETAT SOCIETE ; CONCERTATION ; CONSENSUS ; PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ; RESOLUTION DES CONFLITS ; MAXIMALISATION DE LA PRODUCTIVITE ; SYSTEME DE VALEURS ; DIMENSION CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT ; ETAT ORGANISATEUR.

Sources : ROQUEPLO, Philippe.

In : Le progrès technique. 1988.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex

Fiche N° : 25

**Amérique latine : mondialisation, démocratie et ajustement structurel**  
***Le néolibéralisme tend à détruire la société civile et à instaurer des « Etats gendarmes » autoritaires.***

Le néolibéralisme et la globalisation nient toute contribution à la modernité de l'Etat-Nation, alors que la nouvelle identité politique et culturelle des nations repose sur la reconnaissance de l'hégémonie du capital mondial. C'est la mise en cause de l'Etat Nation comme principe unitaire des sociétés.

De ce fait, la démocratie elle-même est en question ce qui suppose la réalité de la souveraineté nationale. Que peuvent demander en effet les citoyens à leurs gouvernements si la plupart des grandes décisions échappent au pouvoir des dirigeants ? Alors que les acteurs internationaux deviennent des acteurs directs sur les diverses scènes nationales de l'Amérique Latine et du monde (FMI, Banque Mondiale...).

Les principes de l'ajustement mis en œuvre par le FMI dans les pays latino-américains découlent du dogme néolibéral qui est au cœur du processus de globalisation ; aussi bien dans le domaine de l'économie, du social que du politique. L'Etat tend à être vidé de toutes ses fonctions économiques et sociales pour devenir un simple « Etat-Gendarme ».

Pour ce faire, les gouvernements néolibéraux ont entrepris une campagne de destruction de toutes les organisations : syndicats, coopératives, mutuelles, y compris même les partis politiques. On cherche à atomiser la société et ses organisations pour renforcer les oligopoles et l'autoritarisme des gouvernements. Dans ce processus convergent les perspectives du néolibéralisme et de l'autoritarisme. Cette destruction varie en intensité selon les pays : davantage au Pérou et au Venezuela qu'au Mexique et en Colombie.

Une des particularités des ajustements des années 1980 et 1990 en Amérique Latine est qu'ils ont été appliqués par des gouvernements qui avaient été élus pour mettre en œuvre des politiques populistes. Cela explique la faiblesse de l'acceptation populaire ainsi que la pression forte de l'opinion pour ouvrir la voie d'un développement alternatif dans l'équité.

Cette pression en faveur d'un développement alternatif dans l'équité n'a pas encore trouvé d'expression réaliste.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

AMERIQUE LATINE. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; DEMOCRATIE ; AJUSTEMENT STRUCTUREL ; ETAT NATION ; IDENTITE CULTURELLE ; IDENTITE NATIONALE ; SOUVERAINETE NATIONALE ; INSTITUTION FINANCIERE INTERNATIONALE ; POUVOIR POLITIQUE ; ROLE DE L'ETAT ; SOCIETE CIVILE ; AUTORITARISME ; NEOLIBERALISME.

Sources : LOPEZ JIMENEZ, Sinesio.  
In : Paginas 124. 1993/12.

Fiche N° : 26

## **Chapitre III : Asie : développement, comparaisons, modèles...**

**Le miracle asiatique : croissance économique et politique publique**  
***La Banque Mondiale reconnaît, bien qu'avec réticences, le bien fondé de certaines interventions étatiques « qui vont dans le sens du marché ».***

Cette étude porte sur les huit économies asiatiques à haute performance : Japon, Hong-Kong, Singapour, République de Corée, Taiwan, Indonésie, Malaisie, Thaïlande.

La Banque Mondiale a finalement entrepris et publié cette étude à la demande expresse du Japon afin de rendre compte de la croissance particulièrement rapide de ces économies (2 fois plus rapide que dans les autres pays de l'Asie de l'Est ; 3 fois plus rapide que l'Asie du Sud et l'Amérique Latine ; 5 fois plus rapide qu'en Afrique au Sud du Sahara de 1960 à 1985).

Dans ces 8 pays, il est remarquable que la croissance soit allée de pair avec une distribution équitable (faible coefficient de Gini) contrairement à ce qui se passe en Amérique Latine et aux Philippines.

Les principales conclusions tirées par l'étude de la Banque Mondiale sont :

1°. le succès repose d'abord sur le respect des « lois fondamentales » de l'économie (sous entendu libérale) à savoir : bonne gestion macro-économique (faible inflation, équilibre extérieur et intérieur, haut niveau de l'épargne, promotion du capital humain).

2°. le succès est à rapprocher de la mise en oeuvre de politiques interventionnistes très soigneusement conduites qui ont d'autant mieux réussi qu'elles « allaient dans le sens du marché », par exemple à travers une stratégie orientée vers l'exportation.

Encore faut-il noter que le contexte historique n'est plus le même aujourd'hui, ce qui ne permettrait sans doute plus le succès de ces interventions, sauf lorsqu'il s'agit d'ouverture à l'exportation.

Cette étude, qui a bien du mal à accepter, dans des cas considérés comme « limites », des politiques d'intervention de l'Etat, en arrive, pour sauvegarder « le dogme », à affirmer des contre vérités à propos des stratégies industrielles mises en oeuvre par la Corée ou par le Japon. L'étude qualifie par exemple de modestes résultats les succès de la sidérurgie coréenne (société d'Etat de surcroît), alors que la société sidérurgique POSCO est une des plus rentables du monde.

L'étude affirme également à propos d'autres interventions relatives aux chantiers navals, à l'automobile, à l'électronique, qu'elles ont été « conformes au marché » !

Les deux derniers chapitres sont un extraordinaire exercice d'équilibrisme, à travers lequel il faut d'abord sauvegarder le dogme tout en reconnaissant qu'intervention et protection – toutes mesures d'Etat ont joué un « certain rôle » dans les succès asiatiques.

Beaucoup de gens sont en quête d'une nouvelle voie de croissance ; c'est pourquoi ils se tournent vers le modèle asiatique. L'étude de la Banque Mondiale sur le Miracle Asiatique fait ressortir en effet que les succès asiatiques doivent être mis en relation avec des interventions (de l'Etat) non orthodoxes. Mais la principale conclusion de cette étude souligne l'importance fondamentale dans les succès asiatiques d'une bonne gestion orthodoxe macro-économique. Finalement, les pratiques se sont moins éloignées du modèle standard que beaucoup d'autres (en Amérique Latine, en Afrique). Et puis cela s'est passé à une période (1980 ou 1970) où le monde était différent. D'ailleurs, la Banque fait remarquer que les interventions les plus fortes en Asie ont abouti à des échecs. Les politiques industrielles n'ont pas marché. Les stratégies de promotion à l'exportation sont elles-mêmes problématiques.

Les Asiatiques ont réussi parce qu'ils ont massivement réprimé leurs consommateurs au profit des consommateurs (et non des producteurs) des pays les plus riches : ceux qui ont absorbé leurs exportations. Sans ces consommateurs de l'Ouest, ces pays n'auraient pas fait mieux que les pays communistes.

En conclusion, il n'y a pas de troisième voie ! L'étude de la Banque Mondiale n'a pas osé aller jusqu'à cette conclusion extrême,.. tout en fournissant de nouveaux arguments dans cette direction.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/01.

ASIE. / REPARTITION DU REVENU : CROISSANCE ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; POLITIQUE ECONOMIQUE ; ACCES AUX MARCHES ; INTERVENTION DE L'ETAT ; EXPORTATION ; BANQUE MONDIALE ; PROTECTIONNISME ; POLITIQUE INDUSTRIELLE ; COMMERCE INTERNATIONAL.

Sources :

Banque Mondiale : The east asian miracle. Economie growth and public policy Oxford University Press. 1993/09.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 27

## **La montée en puissance de l'Asie : dimensions financières et monétaires**

### ***Les « forces du marché » sont sérieusement contrôlées par les Etats.***

En examinant le cas de plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est on est frappé par :

- une réelle capacité d'ajustement, moins imposé de l'extérieur que mis en œuvre, parfois brutalement, à l'initiative nationale ;
- une capacité d'ouverture sélective par rapport aux flux financiers.

Car l'Asie de l'Est et du Sud-Est, à la différence du Mexique, a su se protéger de l'invasion du « hot money », En Asie, il faut compter sur des Etats « durs » c'est-à-dire efficaces qui savent prendre leurs distances en s'appuyant sur des bases nationales solides et cohérentes.

A Singapour, le gouvernement a décidé à la fin des années 1960. de faire de la Ville-Etat une place financière internationale, en créant un marché off-shore. Les étrangers ne peuvent en effet acheter des actions de sociétés singapouriennes que moyennant des conditions très restrictives tandis que l'emprunt par des étrangers d'une somme dépassant l'équivalent de 2,0 millions US dollars nécessite une autorisation de la Monetary Authority of Singapore. Encore faut-il prouver que cette somme sera utilisée pour l'investissement et le commerce et non pour la spéculation.

On regrette donc dans certains milieux locaux « qu'au lieu de s'intégrer sans arrière pensée dans les circuits internationaux de la finance, les autorités de Singapour se contentent d'ajuster à la marge la rigidité de leur système ».

A Taïwan, l'Etat omniprésent avait fait obligation aux dirigeants des banques (d'Etat) d'assumer la responsabilité personnelle des prêts accordés, en cas de créances irrécouvrables. Il avait même fait obligation aux employés des banques d'assurer chaque nuit à tour de rôle une garde permanente devant les coffres !...

En Corée, on a su maîtriser un processus d'endettement et l'utiliser au service du développement grâce aux performances des entreprises qui ont bénéficié de prêts, grâce à la capacité de mobilisation et de gestion d'un Etat stratège, dans un contexte de grande rigueur où la fuite des capitaux demeura tout à fait marginale.

Lorsqu'en 1994, les taux ont été entièrement libérés pour une part restreinte (5 à 6% du total) des prêts et des dépôts, la Banque Centrale a fait savoir aux directeurs de banques (privatisées) que de fortes hausses des taux d'intérêts (libres !) seraient mal vues et contre battues.

La Bourse des valeurs a été entrouverte aux étrangers qui peuvent désormais acquérir 15% du capital d'une société coréenne cotée en bourse, à condition d'intervenir par l'intermédiaire de fonds spéciaux ; des restrictions particulières étant imposées aux Japonais.

La lente marche vers l'ouverture est actuellement marquée par une vive controverse entre la Banque Centrale et le Ministère des Finances et de l'Economie. La Banque Centrale revendique davantage d'autonomie ainsi que la Présidence du Comité monétaire.

Cela correspond à la position de l'OCDE. Or, lors d'une discussion récente avec l'OCDE, seul le représentant du Ministère des Finances et de l'Economie participait ; le gouvernement n'aurait donc pas renoncé au contrôle étroit qu'il exerce sur le domaine financier et monétaire.

*Cela explique le retard de l'entrée de la Corée dans l'OCDE. L'ouverture se fera mais décidément, en Corée et en Asie de l'Est et du Sud-Est, ce ne sont pas ses « forces du marché » qui font la loi.*

JUDET, Pierre. IREPD, 1996/09/18.

ASIE ; SINGAPOUR ; TAIWAN ; COREE /MONDIALISATION ; INTERVENTION DE L'ETAT ; POLITIQUE ECONOMIQUE ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; POLITIQUE FINANCIERE ; FLUX FINANCIER ; MARCHÉ FINANCIER INTERNATIONAL POLITIQUE DE CREDIT ; BANQUE : FINANCEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES, OCDE ; POLITIQUE MONETAIRE.

Sources : JUDET, Pierre.

Epargne sans frontière. 1996/03.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 28

## **Le chemin du développement latino-américain est-il le même que celui des petits dragons ?**

***L'intervention de l'Etat en Amérique latine se fait au profit d'oligopoles, alors que celle de l'Etat en Asie est plus nationaliste et égalitaire.***

Ce qui caractérise la croissance économique des 4 Dragons asiatiques, c'est le rôle joué par l'Etat en même temps que par une bureaucratie compétente, efficace et nationaliste.

En Amérique Latine, il y a bien eu forte intervention de l'Etat mais pas forcément au service des activités productives, l'Etat étant souvent lié aux intérêts dominants. Chez les Dragons, l'industrialisation s'est développée sur une base plus égalitaire, du fait de la réalisation de réformes agraires qui ont multiplié les petites propriétés. Cela explique qu'en Amérique Latine, l'écart des revenus entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres est en moyenne de 19 à 1 au lieu de 7 à 1 en Asie.

Chez les Dragons, le rôle d'investissement étranger dans la croissance économique a été limité, beaucoup plus qu'en Amérique Latine où les multinationales ont dominé de nombreux secteurs.

D'autre part, l'ouverture actuelle des Dragons au commerce international ne doit pas faire oublier que ces derniers ont su protéger leurs marchés en liant le droit d'importer à la capacité d'exporter, alors qu'en Amérique Latine, la protection longue et indiscriminée a créé un phénomène de rente. Les Dragons ont su gérer leur ouverture. Il est vrai que les Dragons, par suite de leur position stratégique en Asie, ont bénéficié de l'appui privilégié des Etats-Unis et du Japon.

De plus, les sociétés asiatiques sont culturellement homogènes alors que le nationalisme actif en Amérique Latine n'est pas souvent la caractéristique des classes dominantes internationalisées. Les Dragons asiatiques ont réussi à développer un système éducatif généralisé et efficace, très lié au développement économique alors qu'en Amérique Latine, le système éducatif a été déconnecté de l'industrie.

La petite entreprise a joué un rôle important à Taïwan, à Hong Kong et à Singapour et même en Corée, pourtant connue par ses grands groupes, alors que la restructuration néo-libérale en cours en Amérique Latine a abandonné toute responsabilité dans ce secteur de l'économie.

L'accent mis en Asie sur la maîtrise de la technologie et sur la R & D contraste avec la situation en Amérique Latine où les investissements publics et privés dans la R & D sont pratiquement nuls. Une question se pose à propos de démocratie, développement et régime autoritaire : sur ce point, l'expérience asiatique n'est pas convaincante, quelle que soit la nécessité de donner un contenu plus dense à la notion de démocratie. Dans ces conditions, affirmer que le développement économique vient d'abord et que la démocratie « vient » ensuite est non seulement insuffisant mais téméraire car la croissance économique que connaissent les petits Dragons ne correspond pas exactement à un développement qui satisfasse à l'ensemble des aspirations humaines, en particulier à celles qui sont liées à l'avènement d'une société démocratique.

Ce qu'on doit retenir de l'expérience des petits Dragons pour l'Amérique Latine, c'est avant tout le rôle de l'Etat dans le développement économique mais sans jamais renoncer à l'élément central que constitue la démocratie.

*Ce texte mériterait d'être nuancé en fonction des évolutions politiques intervenues en Corée et à Taïwan où, en quelques années, la démocratie a progressé de manière sensible.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

AMERIQUE LATINE ; ASIE : TAIWAN ; HONG KONG ; SINGAPOUR ; COREE. / RELATION ETAT SOCIETE ; DEVELOPPEMENT ; DEMOCRATIE ; NATIONALISME ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; REPARTITION DU REVENU ; INDUSTRIALISATION, REFORME AGRAIRE ; MULTINATIONALE ; FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; PROTECTIONNISME ; COMMERCE INTERNATIONAL ; RELATION INTERNATIONALE ; ACCES AUX MARCHES : SYSTEME DE VALEURS ; RELATION EDUCATION DEVELOPPEMENT.

Sources :ARROYO, Pilar.

In : Paginas 124. 1993/12.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 29

## **Investissements directs en Chine**

### ***La Chine s'ouvre aux investissements étrangers tout en imposant ses conditions.***

Depuis l'ouverture de la Chine aux investissements directs étrangers, le montant de ces investissements est allé croissant de 0,4 milliard de US dollar en moyenne annuelle (investissements réalisés) 1979-1982 à 17,25 millions de US dollar, en moyenne annuelle 1991-1994. Ils auraient dépassé 30 milliards de US dollar en 1995.

Ces investissements, qui sont à plus de 75 % originaires de la diaspora chinoise, concernent en particulier l'industrie automobile où une nouvelle politique impose à la fois aux investisseurs des séries longues, les modèles les plus récents et une constellation de sous-traitants de niveau technique mondial.

On notera que si les autorités locales de Guangzhou, de Shanghai, de Wuhan ou de Beijing ont sûrement encouragé ces nouveaux développements, il n'en demeure pas moins que ce processus relève d'une stratégie définie et mise en œuvre par une autorité centrale que l'on peut qualifier en l'occurrence de planificatrice.

La sidérurgie chinoise, d'autre part, occupe dorénavant le deuxième rang mondial tout juste derrière le Japon, premier producteur. La Chine est même devenue un acteur déterminant du marché mondial des produits sidérurgiques.

Jusqu'à maintenant, aucune des grandes sociétés sidérurgiques chinoises qui sont toutes des sociétés d'Etat n'a bénéficié d'une participation étrangère à son capital, même si certaines ont posé leur candidature. Par contre, les investissements étrangers se sont développés dans plusieurs directions sous forme :

- d'investissements en aval intéressant les lignes de galvanisation, de revêtement, d'étamage, de production de tubes (sans soudure) ;
- d'investissements latéraux intéressant la fabrication d'intrants sensibles pour la qualité de l'acier tels que l'oxygène qui est produit dans des installations en joint-venture, par exemple avec le Français « Air Liquide » ;
- d'investissements en amont touchant directement ou indirectement la conception et la fabrication des équipements destinés à la sidérurgie à travers les sociétés d'ingénierie spécialisée.

Ce type de joint-venture permet aux équipements étrangers d'avoir un pied dans la place tout en facilitant aux partenaires chinois l'accès à la conception et au savoir faire sidérurgique.

Même si le montant des participations étrangères dans la sidérurgie demeure limité, il est clair qu'elles jouent un rôle important dans cette branche tout en donnant une bonne illustration sectorielle de la stratégie générale de contournement mise en œuvre par rapport au secteur d'Etat. Par l'amont, par les côtés ou depuis l'aval, les sociétés sidérurgiques sont effectivement poussées :

- vers la qualité ;
- vers la performance ;
- vers la réorganisation des différentes unités se traduisant par une diminution parfois sensible d'un personnel pléthorique.

Jusqu'à une époque récente, les observateurs s'interrogeaient sur la capacité de la Chine à définir des stratégies claires et à cibler efficacement leurs objectifs dans le domaine du transfert de technologie. Or, il semble qu'aujourd'hui un tournant a été pris, en particulier dans les industries de l'automobile et de la sidérurgie où des politiques nationales s'appuient sur l'extraordinaire attrait du marché chinois pour imposer aux investisseurs étrangers un transfert massif de technologie et d'apprentissage.

*Contrairement à ce qui est souvent affirmé sur l'éclatement de la Chine, l'examen de ces deux branches fait apparaître clairement l'existence de politiques nationales conçues et impulsées par le Centre.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CHINE. / MONDIALISATION; INVESTISSEMENTS ETRANGERS, INVESTISSEMENTS DIRECTS; INTERVENTION DE L'ETAT; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE: CROISSANCE ECONOMIQUE; NOUVEL ORDRE MONDIAL; ENTREPRISE PUBLIQUE; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE: COMPETITIVITE; PRODUCTIVITE; MAXIMALISATION DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL: TRANSFERT TECHNOLOGIQUE: POLITIQUE TECHNOLOGIQUE.

Sources JUDET, Pierre.

« Contribution au Colloque de Saint Malo » 1995/09.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 30

## **Chine : l'évolution vers une économie de marché est en route** **Ouverture de la Chine aux investissements étrangers.**

Au cours d'une visite au Japon, Zhu Rougji, vice premier ministre chinois, a réaffirmé la volonté de la Chine d'aller vers une économie socialiste de marché.

« L'économie chinoise a crû de 13 % en 1993 sans avoir souffert de fluctuations sauvages. Sans les mesures prises pour réduire la surchauffe et l'inflation, l'économie aurait progressé de 15 % en 1993. Dans les grandes villes, le taux d'inflation a atteint 18,6 % en 1993 ; heureusement l'augmentation des salaires dans ces mêmes villes a dépassé 25 %, ce qui a permis d'améliorer la vie quotidienne.

Il est vrai que le gouvernement a dû prendre des mesures dès le mois de juin 1993 en contrôlant les prêts accordés par les banques, en favorisant l'épargne grâce à l'augmentation des taux d'intérêt sur les dépôts, en réduisant la masse monétaire, etc.

Les médias étrangers semblent avoir mal compris ces mesures. Nous n'avons pas en effet gelé tous les crédits mais plutôt réorienté les investissements. Il est vrai que ces mesures ont fait apparaître l'incapacité d'entreprises d'Etat de tenir le rythme de la croissance économique sans passer par la restructuration de leur organisation productive.

Il est vrai que ces ajustements macro-économiques n'ont pas été au delà du traitement des symptômes d'un malaise économique plus profond. Il nous faut maintenant entrer dans une transformation conduisant à une économie de marché.

Dès janvier 1994, des réformes ont été promulguées : elles concernent les domaines fiscal et monétaire, le commerce extérieur, la législation des sociétés, etc.

Les médias étrangers ont prétendu que les réformes avaient échoué en Chine à cause d'une instabilité sociale croissante. Cela est absolument sans fondement. Je voudrais souligner le fait que la Chine accorde une considération particulière aux sociétés étrangères. Je ne crois pas que les réformes alourdiront les charges fiscales qu'elles supportent. Au cas où cela serait vrai, nous prendrons les mesures nécessaires pour faire cesser cette situation. Nous n'avons nullement l'intention de modifier le traitement préférentiel dont bénéficient les investissements étrangers ».

Le commerce sino-japonais a atteint un montant de 39 milliards de US \$ en 1993, 54 % plus élevé qu'en 1992. Le Japon est devenu le premier partenaire commercial de la Chine devant Hongkong. Il est aussi le premier partenaire dans le domaine de la coopération technologique. Mais le niveau de ces relations bilatérales est encore faible par rapport au potentiel que représente la taille du marché chinois.

*De nombreux observateurs occidentaux avaient prévu une chute rapide de ZHU Rong-ji ; ils se sont trompés et en 1996 le taux de croissance ne dépasse pas 10 % tandis que le taux d'inflation est tombé au-dessous de 10 %, ce qui signifie que le gouvernement a maîtrisé la surchauffe de l'économie. A noter également l'importance accordée au développement rapide des relations avec le Japon.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

/ MONDIALISATION ; LIBERALISATION ; DROIT DE L'HOMME ; DICTATURE ; REGIME AUTORITAIRE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; TRANSITION POLITIQUE ; ECONOMIE PLANIFIEE ; CHANGEMENT ECONOMIQUE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; INFLATION ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; COMMERCE RÉGIONAL.

Sources :

In : Thé Nikkei Weekly Journal. 1994/03/07.

Consultable à ; IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 31

**Le tigre à la porte**  
***L'OCDE vient d'accepter le principe de l'entrée dans le club des pays industrialisés de la Corée du Sud (pour 1996)... mais la Corée hésite, notamment parce qu'elle serait alors obligée de supprimer toutes ses mesures protectionnistes***

Au début du mois de juin 1994, le Conseil des Ministres des 25 pays membres de l'OCDE a donné son feu vert à l'ouverture des négociations avec la Corée du Sud pour régler son entrée dans le club en 1996.

Séoul participe déjà à plusieurs comités de l'OCDE en particulier au groupe de discussions sur les chantiers navals par exemple. Le Mexique, accueilli en août 1994, à la demande des Etats-Unis, et la Corée, seront les deux premiers pays à entrer dans le groupe des pays de l'OCDE depuis 20 ans.

Les ministres de l'OCDE ont reconnu en effet que la Corée présentait toutes les caractéristiques nécessaires pour franchir ce pas : la croissance tout d'abord puisque le volume de l'économie coréenne a été multiplié par 12 depuis 1960. De plus, le processus de libéralisation est en cours même si des progrès restent à faire en matière financière, monétaire et tarifaire (interdiction d'importer certains produits en provenance du Japon). Il n'empêche que les importations coréennes représentent 31 % du PIB ; que la dette extérieure de l'Etat, qui n'a cessé de se réduire, ne dépasse pas 10 % du PIB, un niveau plus bas que celui de n'importe quel pays de l'OCDE.

*1. Afin d'apprécier cet événement, on se rappellera qu'en 1960 le PIB par tête coréen étsif au niveau de celui du Cameroun et du Sénégal.*

*2. En septembre 1996, la Corée n'est toujours pas membre de l'OCDE dans la mesure où elle hésite toujours à ouvrir largement, comme l'OCDE lui demande, ses marchés financiers. La crise mexicaine n'a fait que renforcer ses hésitations.*

*3. La Corée est finalement entrée dans l'OCDE (1997), après avoir obtenu des délais pour aller vers une ouverture financière plus large.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; COREE DU SUD. / MONDIALISATION ; OCDE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; RELATIONS INTERNATIONALES ; PROTECTIONNISME ; NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL ; INSTITUTION DE REGULATION INTERNATIONALE ; COMMERCE INTERNATIONAL.

Sources :

In : Far Eastern Economie Review 1994/06/16.

Consultable à : IREPD. BP 47. 36040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 32

## **La culture populaire japonaise fait son entrée en Asie.**

Chaque soir, Star-TV, un réseau de télévision par satellite basé à Hongkong programme des dramatiques « dans le vent » achetées au Japon et traduites en chinois. C'est un des exemples du progrès de la diffusion de la culture populaire japonaise en Asie.

Tandis que la Corée du Sud refuse encore la retransmission de programmes de la TV japonaise ou de chansons japonaises en langue japonaise, Taiwan vient de permettre de telles retransmissions.

Les producteurs japonais sont en train de s'engouffrer dans cette brèche : contrats signés avec un réseau câblé taïwanais (il y en a 300 à Taïwan) ; vente en Asie par la Japan Broadcasting Corp de 1572 programmes en 1992 ; accueil à Taiwan de troupes théâtrales et de chanteuses japonaises ; diffusion de publications comiques en japonais en Chine, à Taïwan, en Corée et en Thaïlande ; diffusion sur les deux chaînes officielles de la TV taïwanaise de programmes en japonais et de récitals de chanteurs japonais.

Un producteur de TV taïwanaise affirme que les Japonais partagent avec les autres Asiatiques des valeurs musicales communes. Une grande chanteuse japonaise, qui chante en cinq langues passe plus de la moitié de son temps à Taïwan, à Hongkong, en Thaïlande et à Singapour. « Les Asiatiques », dit-elle « comprennent et sont en sympathie avec mes chansons ».

Les producteurs japonais veulent étendre leur influence en Asie même si cela est difficile. Mais ils estiment qu'il est important de diffuser la culture japonaise afin de développer en Asie la compréhension pour le Japon et pour les réalités japonaises.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

JAPON. / MONDIALISATION ; TRANSMISSION CULTURELLE ; INDUSTRIES CULTURELLES ; PRODUCTION CULTURELLE ; INFLUENCE DES MEDIAS ; DOMINATION CUTURELLE ; RELATION EVOLUTION CULTURELLE ET DEVELOPPEMENT.

Sources : OLSHi, Hobuyuku.

In : Nikkei Weekly. 1994/01/17.

Fiche N° 33

**Au Japon : le retour aux arts asiatiques**  
***De nombreux gouvernements locaux japonais s'efforcent de promouvoir des échanges culturels avec le reste de l'Asie en tirant avantage de leur proximité géographique.***

Depuis l'ouverture du pays à la fin du XIXe siècle, le Japon a cherché à construire son identité en référence à l'Occident, en négligeant ses voisins asiatiques. Cette orientation est en train de changer lentement, au fur et à mesure que le pays recentre son intérêt sur l'Asie.

De nombreux gouvernements locaux s'efforcent en effet de promouvoir des échanges culturels avec le reste de l'Asie en tirant avantage de leur proximité géographique. Hiroshima, par exemple, se prépare à organiser un festival des Arts Asiatiques en même temps que les Jeux Asiatiques. Fukuoka en est à la 5ème édition de son « Mois asiatique ». La Préfecture de Nigata accueillera également en Août prochain un grand événement culturel et artistique qui permettra de faire revivre les liens historiques de la ville avec l'Asie. Conférences, expositions, manifestations populaires dans la ville seront l'occasion de donner la parole ou la scène à des écrivains, des intellectuels, des groupes artistiques asiatiques venus de Corée, de Bali, de Chine, de Thaïlande ou des Philippines.

Il y a longtemps que la mer au Japon que borde la préfecture de Nigata a été appelée la Mer de la Rencontre à l'époque où les Japonais entretenaient des relations étroites avec les populations de la Péninsule coréenne et du Nord de la Chine. On pense, par exemple, que la culture du riz a été introduite au Japon par cette voie. En dépit de ces relations anciennes, l'histoire moderne montre que le Japon s'est tourné davantage vers l'Europe et les Etats Unis, en ignorant l'Asie. Ces manifestations culturelles permettront aux habitants de Nigata de retrouver leur histoire et de remodeler leur identité.

*Un événement mineur sans doute mais qui converge avec de nombreux autres faits dans le domaine économique (croissance rapide des échanges interasiatiques) et dans le domaine politique (esquisse d'une réaction commune par rapport à ce que l'on considère en Asie comme des diktats des Etats-Unis).*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; JAPON. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; IDENTITE CULTURELLE ; IDENTITE NATIONALE ; CULTURE ; ALIENATION CULTURELLE ; CULTURE NATIONALE ; REAPPROPRIATION DE LA CULTURE D'ORIGINE.

Sources :

In :The Nikkei Weekly. 1996/06/27.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 34

**L'émergence d'un « néo-asianisme » révèle la quête d'identité du Japon**  
***Depuis que les exportations japonaises vers l'Asie ont dépassé les***  
***exportations japonaises vers les Etats-Unis, l'avenir de l'économie du Japon***  
***apparaît comme de plus en plus lié à l'Asie.***

Depuis que les exportations japonaises vers l'Asie ont dépassé les exportations japonaises vers les Etats-Unis, l'avenir de l'économie du Japon apparaît comme de plus en plus lié à l'Asie.

L'orientation croissante du Japon, de sa politique, de sa culture populaire qui traduit la recherche d'une identité mais aussi d'un rôle à jouer dans une région en croissance rapide est une des tendances maîtresses des années 1990.

Ce changement d'accent et d'orientation est sensible dans tous les secteurs de la société. Il résulte à la fois de la quête d'une identité, à la fin de la guerre froide, du déclin relatif de l'économie américaine, de la montée en puissance économique et politique de l'Asie ainsi que d'un sentiment de vulnérabilité né de la longue récession japonaise.

Selon certains, il s'agit de l'émergence d'un « Néo-Asianisme » ; d'autres estiment au contraire que ce n'est pas autre chose qu'une illusion ; d'autres encore estiment que le Japon est en position pour contribuer au rapprochement de l'Asie avec l'Ouest.

Alors que les partisans de la culture occidentale ont défendu le "Datsua", c'est-à-dire la prise de distance avec l'Asie, beaucoup d'autres aujourd'hui se font les défenseurs du « Nyna », c'est-à-dire de l'entrée en Asie.

Alors que l'accent fut mis pendant longtemps sur les liens avec les Etats-Unis, certains cercles de la bureaucratie considèrent aujourd'hui que l'Asie est entrée dans une ère nouvelle, à la recherche d'une orientation, d'un destin commun en termes de politique et d'économie. La bureaucratie japonaise compte de nombreux partisans d'un regroupement régional exclusivement asiatique tel qu'il est préconisé par le Premier Ministre de Malaisie.

Les partisans de « l'Asie » occupent des places de plus en plus importantes dans la haute fonction publique japonaise. Selon le directeur général adjoint du Ministère des Finances ; « l'histoire du Japon depuis la deuxième guerre mondiale est une histoire d'américanisation. Il est temps de réfléchir à une civilisation post-occidentale », ainsi qu'à « Un nouveau Japon ».

La reconnaissance récente par le nouveau Premier Ministre des responsabilités japonaises au cours de la guerre a ouvert une voie qui permet de réévaluer le rôle du Japon dans la région. Par ailleurs cette nouvelle orientation s'explique largement par des raisons économiques. Entre 1986 et 1992 alors que les exportations japonaises vers les Etats-Unis sont passées de 38,9 % à 28,5 % du total, les exportations vers l'Asie ont progressé de 22,7 % à 33 %. La hausse du Yen va contribuer à l'accélération de cette tendance, tandis que la monnaie japonaise est en passe de devenir pour l'Asie monnaie clé.

La pensée japonaise à propos du rôle du Japon dans le monde n'a jamais cessé d'osciller entre deux pôles depuis 1853. La première école – Kaikoku – est tendue vers l'ouverture aux technologies occidentales. La deuxième – Sakoku – est tendue vers le maintien du Japon dans l'isolement et dans le refus des influences occidentales. L'école Sakoku « après avoir perdu le pouvoir au moment de l'ère du Meij, l'a regagné à l'approche de la fin de l'ère Taisho (1926) et a promu la philosophie qui a débouché sur l'idée de grande sphère de coprosperité asiatique et sur la deuxième guerre mondiale. ».

Depuis la fin de la guerre, l'école Sakoku était moribonde mais avec l'affaiblissement des liens avec les Etats-Unis, elle a commencé à reprendre de la vigueur.

Et les mouvements en cours de retour vers un néo Asianisme rappellent à certains la fin de l'ère Taisho.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

JAPON ; ASIE. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; IDENTITE CULTURELLE : COMMERCE REGIONAL ; DYNAMIQUE CULTURELLE, DEVELOPPEMENT REGIONAL : POLITIQUE REGIONALE ; COOPERATION REGIONALE : ECONOMIE REGIONALE ; CULTURE NATIONALE ; CULTURE OCCIDENTALE.

Sources : OISHI, Nabuyuki.

In : Nikkei Weekly. ; « Émergence of neo-Asianisna reflects Japan's. identity search » 1994/01/17.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 35

## **Le Japon regarde du côté de l'Asie**

### ***Le Japon sait qu'il n'a pas intérêt à constituer un bloc asiatique fermé.***

De la même façon que la Grande Bretagne a toujours une position incertaine par rapport à l'Europe, la position du Japon par rapport à l'Asie demeure ambiguë.

Après le fiasco de l'agression japonaise destinée à construire une « sphère de co-prospérité » en Asie (1941), l'affirmation de l'alliance américaine a été une constante des années d'après-guerre. Il n'empêche que l'identité asiatique demeure une dimension fondamentale pour les Japonais.

Le paradoxe est qu'actuellement un retour vers « une politique asiatique larguant l'Amérique » rendrait les relations du Japon avec l'Asie plus difficiles... D'où l'hésitation à choisir entre :

- un regroupement purement asiatique
- et/ou un regroupement Asie-Pacifique.

Après Seattle (Forum de l'APEC – Coopération Economique en Asie-Pacifique), ce dernier regroupement l'emporta et constitue le cadre obligé de la mise en œuvre des intérêts japonais en Asie.

Il est vrai que l'intervention du Japon témoigne de son implication dans les affaires asiatiques, Mais le Japon ne doit pas oublier que la constitution d'un bloc asiatique fermé est un risque. La meilleure façon de conjurer ce risque étant que le Japon lui-même apprenne à s'ouvrir.

(Cette ouverture est effective même si elle a été difficilement consentie aux importations de riz).

*Masahiko Ishs Zuka est éditorialiste du Nikon Kelzai Shimbun.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

JAPON ; ASIE. / POLITIQUE REGIONALE ; RELATION INTERNATIONALE ; IDENTITE CULTURELLE ; OUVERTURE POLITIQUE ; PROTECTIONNISME : INTEGRATION REGIONALE.

Sources : Masahiko Ishi Zuka.

In : Far Eastern Economic Review. 1993/12/16.

Fiche N° : 36

**Les Japonais tiennent au riz japonais**  
***Le riz importé au Japon a si mauvaise réputation que les stocks de riz importés invendus s'accumulent.***

Le riz est l'aliment de base de la population japonaise. En 1918, une situation de pénurie ainsi qu'un prix élevé du riz déclenchèrent les « émeutes du riz » les plus violentes de l'histoire du Japon. Elles durèrent de la fin de juillet à la mi-septembre ; elles mobilisèrent quelque 10 millions de personnes et se traduisirent par 25 000 arrestations, par la chute du gouvernement et par le recours massif aux productions des colonies de Corée et de Taïwan.

La production de riz japonais fut encouragée par un prix élevé payé par le gouvernement, égal à 6 fois le prix mondial. Le Japon redevint autosuffisant en riz et les fermiers producteurs de riz s'affirmèrent jusqu'à maintenant comme une force politique, ferme soutien du pacte politique majoritaire LDP (Parti Libéral qui a repris le pouvoir en 1996). L'importation de riz était prohibée, ce qui a provoqué les pressions des Américains soucieux d'avoir ce marché aux exportations, en particulier à leurs exportations.

Au bout de longs mois, au cours des années 1990, un accord a été signé, prévoyant l'ouverture d'un premier contingent de riz à l'importation, dont le volume est destiné à croître jusqu'à l'an 2000.

Il y a quelques années, un sondage faisait état d'une majorité de Japonais (urbains) favorables à une certaine déréglementation et à un petit contingent d'importation de riz. En réalité, le riz, qui a commencé à être importé, trouve difficilement preneur. Le riz importé a mauvaise réputation au Japon. Il serait moins nutritif. Il serait mauvais pour la santé. Tant et si bien que les stocks de riz invendu, essentiellement importé, s'accumulent : plusieurs centaines de milliers de tonnes, bientôt plus d'un million de tonnes. D'autant plus que les agriculteurs, qui sont moins de 500.000 à plein temps (sur 125.000.000 d'habitants) mais plusieurs millions à cultiver une parcelle de riz tout en ayant un emploi hors agriculture, font pression pour défendre « leur » riz.

*Le Japon qui est un des pays les plus industrialisés du monde a encore une dimension agricole forte. C'est un problème autant culturel qu'économique. C'est de toute façon un problème politique.*

JUDET, Pierre. IREPD, 1996/11/01.

JAPON. / SOUTIEN DES PRIX AGRICOLES ; AUTO SUFFISANCE ALIMENTAIRE ; IMPORTATION ALIMENTAIRE ; RESISTANCE AU CHANGEMENT ; MESURE PROTECTIONNISTE.

Sources :

In : Asia Wall Street Journal. 1994/01/05.

Nikkei Weekly. Plusieurs numéros en 1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 37

**Asie : émergence d'une classe moyenne et consommation de masse**  
***La consommation de masse se développe à vive allure, ce qui se traduit par la multiplication des grands magasins et des supermarchés.***

En Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Chine aussi bien qu'à Taiwan, en Corée, à Singapour et à Hong Kong, la consommation de masse se développe à vive allure, ce qui se traduit par la multiplication des grands magasins et des supermarchés.

En Thaïlande, les ventes d'une chaîne de grands magasins ont été multipliées par 8 en 3 ans.

En Indonésie, on estime que d'ici 2 ans, on comptera à Djakarta un million de nouveaux consommateurs capables de dépenser de 450 à 1 000 US \$ par an en produits tels que produits alimentaires conditionnés et vêtements.

Dans la plupart des cas, les chaînes étrangères (USA, Japon, Pays-Bas, Grande Bretagne, France) s'implantent en créant des établissements en joint-ventures avec des sociétés locales (ou du moins asiatiques).

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

ASIE. / CLASSE MOYENNE ; CONSOMMATION ; CIRCUIT DE DISTRIBUTION ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; MARCHÉ LOCAL ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; NOUVEL ORDRE MONDIAL ; NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISES ; FLUX DE CAPITAUX ; ENTREE DE CAPITAUX.

Sources :

In : The Economist – « Teach me shopping » 1993/12/18.

Consultable à :

Fiche N° : 38

## **Le Japon est de retour (1996). Avec la baisse du yen, le secteur automobile japonais est de nouveau en plein essor.**

Les constructeurs japonais de véhicules automobiles ont connu une passe difficile dans les premières années de la décennie 1990. Mais depuis quelques mois, ils sont en train de faire surface et d'afficher un nouveau dynamisme. Les Quatre grands, mais aussi tous les autres. Aucun des 11 constructeurs en effet n'a fait faillite ni n'a été absorbé. Tous ces constructeurs ont réussi à émerger en pratiquant entre eux (ou avec les quatre grands) des coopérations plus intenses et en se positionnant sur des segments de marché très spécialisés. La baisse du Yen (de 80 à 105 puis à 110 pour 1 dollar) a contribué au rebond des profits (de 0 à 6 milliards de US dollars pour les 5 premiers constructeurs) de même que le caractère attractif des nouveaux modèles sortis. D'autant plus que les Japonais ne sont plus de simples exportateurs mais sont devenus réellement multinationaux en transférant de plus en plus leurs productions en Amérique, en Europe et en Asie.

En 1995, pour la première fois, la production automobile Japonaise offshore a dépassé les exportations depuis le Japon. La production offshore est en effet passée de 3 millions de véhicules en 1991 à 6 millions en 1995, alors que les exportations depuis le Japon ont décliné de 5.800.000 à moins de 4.000.000. Ce qui met les constructeurs japonais à l'abri aussi bien des mouvements monétaires que des sanctions commerciales.

Alors que le marché japonais s'ouvre – très modestement – aux véhicules étrangers. Il apparaît que 25 % des importations japonaises proviennent des usines des constructeurs japonais implantés à l'étranger, aux Etats-Unis, en Europe ou en Asie.

Dans le même temps, les constructeurs japonais réduisent leurs coûts tout en d'efforçant de garder un équilibre entre design et coûts. C'est également un nouveau management qui accélère le retour de l'automobile japonaise tandis que les coopérations entre constructeurs se développent. En Thaïlande, par exemple, Toyota, Nissan et Isuzu se sont mis ensemble pour fabriquer un moteur : une première.

Ainsi la période de répit dont ont bénéficié les constructeurs américains et européens à cause du taux de change du Yen, s'achève. Les constructeurs japonais sont devenus adultes. Au lieu de chercher seulement à élargir leurs parts de marché, ils vont maintenant rechercher des profits. Ils ont acquis en tout cas une extraordinaire capacité d'adaptation aux marchés en évolution rapide. Pour certains modèles en effet ; Toyota a réduit le temps de développement à 18 mois.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/18.

JAPON. / MONDIALISATION ; DELOCALISATION ; MULTINATIONALE ; EXPORTATION ; IMPORTATION ; MAXIMALISATION DE LA PRODUCTIVITE ; LOGIQUE D'ENTREPRISE ; ACCES AUX MARCHES ; CRISE ECONOMIQUE ; CROISSANCE ECONOMIQUE.

Sources :

Business week. In : Business week. « Japan is back »

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 39

## **Les petits hauts fourneaux chinois**

***Des hauts fourneaux miniaturisés aux aciéries géantes, l'oscillation traduit le caractère heurté de la formidable entreprise de modernisation et de rattrapage dans laquelle s'est engagée l'économie chinoise.***

On a beaucoup parlé en Occident, il y a trente cinq ans, de la prolifération des petits hauts fourneaux chinois. C'était l'époque, en 1958, du lancement par Mao Tse Tung du Grand bond en avant qui devait permettre à la Chine de rattraper puis de dépasser l'Angleterre. Au moment où les Japonais entreprenaient la construction de hauts fourneaux géants produisant 10.000 tonnes de fonte par jour, les districts et les nouvelles communes populaires chinoises étaient invités à construire des hauts fourneaux miniature d'une capacité de 10 ou même de 5 tonnes de fonte par jour. La résolution adoptée par la Conférence du Parti de Mai 1958 préconisait en effet la multiplication de ces équipements correspondant à une campagne de masse pour l'innovation technologique et à la mobilisation du potentiel d'innovation des travailleurs. En « marchant sur les deux jambes », il s'agissait à la fois de consolider les grands centres industriels déjà construits avec l'aide soviétique et de développer des productions locales à partir de l'exploitation de tous les gisements locaux de matières premières. Or, du minerai de fer était disponible dans 200 districts et du charbon dans 1.500 districts. Cela justifiait la construction de plus de 1.000 petits hauts fourneaux... On avait oublié dans l'enthousiasme du grand bond, de prendre en compte la qualité des matières premières, le coût des transports, la qualification des travailleurs disponibles, les performances inégales du produit obtenu... Il fallut donc bientôt abandonner nombre de ces petits hauts fourneaux primitifs. En 1972, 430 hauts fourneaux étaient en fonctionnement ; leur production annuelle : 1.100.000 tonnes participaient pour 3,8 % à une production nationale de fonte de 29.000.000 tonnes. On ignore aujourd'hui le nombre de petits hauts fourneaux qui sont encore en opération. On sait seulement qu'il existe encore de petites unités sidérurgiques. Il est probable qu'elles bénéficient de la proximité de gisements de minerai de fer et de charbon de bonne qualité ainsi que d'une main d'œuvre qualifiée. Mais il ne semble pas, à l'heure où la Chine double la capacité de l'unité sidérurgique d'Anshan (Mandchourie) de 4 à 8 millions de tonnes ou celle de Shanghai de 3 à 6 millions de tonnes que la relance des petits hauts fourneaux soit à l'ordre du jour...

On se rappellera toutefois que les petits hauts fourneaux constituaient la règle entre 1770 et 1870 dans l'Europe de la Révolution Industrielle. Des hauts fourneaux miniaturisés aux aciéries géantes, l'oscillation traduit le caractère heurté de la formidable entreprise de modernisation et de rattrapage dans laquelle s'est engagée l'économie chinoise.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CHINE. / INDUSTRIALISATION ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ; TECHNOLOGIE APPROPRIÉE ; INNOVATION TECHNOLOGIQUE ; NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISÉS ; PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ; POLITIQUE INDUSTRIELLE.

Sources JUDET, Pierre.  
1996.

Consultable à :  
IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 40

## **Une Chine qui s'affirme dans un monde interdépendant**

### ***L'industrialisation rapide de la Chine, mimant ses voisins asiatiques, la rendra de plus en plus forte et indépendante.***

La Chine monte en puissance. Calculé en termes de Parités de Pouvoir d'Achat, le poids de son Produit National par rapport au Produit Mondial est passé entre 1970 et 1990 de moins de 3 % à plus de 6 % (7,7 % pour le Japon).

A propos de la Chine, on a toujours oscillé entre l'image du chaos permanent et l'image d'un dragon puissant qui relève la tête et qui se prépare à conquérir le monde : « Quand la Chine s'éveillera... ». La réalité, c'est que la population chinoise se nourrit sur 60 % de la superficie cultivée aux Etats-Unis, alors que cette population est 5 fois plus importante.

La réalité, c'est un changement rapide : en 20 ans, les caractéristiques fondamentales de la Chine ont été transformées. Depuis des temps immémoriaux, l'économie chinoise était fondée sur l'agriculture (autosuffisante). Dans une décennie ou deux, moins de la moitié de la population sera agricole. Au cours des seules années 1980, plus de 100 millions de Chinois sont passés de l'agriculture à l'industrie ; ils seront encore plus nombreux dans les années 1990.

Alors que la Chine manquait d'une économie nationale véritablement intégrée, dépourvue d'un système de transport satisfaisant, les économies locales et régionales étaient de ce fait largement autosuffisantes. La rupture avec le passé se manifeste à la fin par l'intégration de la Chine à l'économie mondiale mais également par l'intégration de l'économie nationale.

La pression démographique oblige à poursuivre une politique de développement ; elle fait de l'ouverture sur l'extérieur une nécessité impérieuse. Tout est pression : pression sur l'environnement, pression sur les structures sociales : la Chine connaîtra, au cours de la décennie qui vient, davantage de troubles sociaux qu'elle n'en a connu pendant les 15 dernières années.

Les avancées dans le domaine des droits de l'homme ne sauraient constituer un préalable au maintien ou à l'élargissement de relations commerciales normales avec la Chine.

En matière de libéralisation politique et économique, la Chine est attirée par les modèles offerts dans la région ; elle a déjà calqué certaines orientations de son développement sur les pays asiatiques avec lesquels elle partage sa culture confucéenne : Taïwan, Corée du Sud, Japon et Singapour.

Dans le cours du développement chinois se constituent des réseaux formels et informels parmi les professionnels chinois, depuis les architectes jusqu'aux spécialistes de l'environnement, historiens, philosophes, zoologistes, etc.

Car il faut se garder de la tentation de croire que quiconque de l'extérieur pourrait déterminer l'avenir de la Chine. C'est pourquoi les nations trilatérales (Etats Unis, Europe, Japon) devraient traiter la Chine avec un optimisme prudent et avec la volonté de se préparer à l'inattendu. Elles ont besoin à cet effet de pragmatisme et de réalisme plutôt que de formules qui deviennent si vite obsolètes.

*Le rapport de la commission trilatérale attire l'attention sur des faits majeurs, souvent oubliés par les commentateurs :*

- le passage rapide de la population de l'agriculture à l'industrie ;
- Le progrès de l'intégration économique ;
- La pression qui s'exerce à tous les niveaux ;
- L'impossibilité de dicter à la Chine les voies de son avenir.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CHINE. / MONDIALISATION ; AUTO SUFFISANCE ALIMENTAIRE ; EVOLUTION D'UNE SOCIETE ; NOUVEAU PAYS INDUSTRIALISE ASIATIQUE ; INDUSTRIALISATION ; ECONOMIE REGIONALE ; ECONOMIE LOCALE ; INTEGRATION ECONOMIQUE ; INTEGRATION REGIONALE ; CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; LIBERALISATION ; DROIT DE L'HOMME.

Sources :

« An Emergency China in a World of interdependence. Rapport à la commission trilatérale n° 45 » 1994/04.

Consultable à : IREPD, BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 41

**1985 : la Corée du Sud redécouvre le chômage**  
**Concurrencée par les pays en voie de développement à main d'œuvre bon**  
**marché, la Corée du Sud doit orienter son économie vers des créneaux à**  
**haute**  
**valeur ajoutée où elle est en concurrence directe avec les pays industrialisés.**

En 1985, la Corée traverse une crise. La croissance de son économie est inférieure à 5 % par an et le chômage dont la Corée avait perdu la notion de 1982 à 1984 fait sa réapparition.

La Corée se trouve aujourd'hui en pleine phase de transition. Concurrencée par les pays en voie de développement à main d'œuvre bon marché, elle doit orienter son économie vers des créneaux à haute valeur ajoutée où elle est en concurrence directe avec les pays industrialisés. A cela s'ajoute le ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis qui absorbent le tiers de ses exportations et la montée du protectionnisme dans les pays industrialisés. Aussi les secteurs qui ont fait les beaux jours de la croissance coréenne doivent aujourd'hui se restructurer pour survivre. C'est le cas du textile et des chantiers navals. C'est le cas du bâtiment. « La construction au Moyen-Orient a été une poule aux œufs d'or pour la Corée », explique un diplomate en poste à Séoul. « Aujourd'hui, ce n'est plus qu'une poule aux œufs d'argent ». 500 Coréens qui travaillaient pour les entreprises du BTP à l'étranger ont été licenciés entre janvier et septembre...

L'inquiétude des autorités est réelle face à la montée du chômage. La presse en parle quotidiennement. Un responsable de Sankyong, un des grands groupes coréens, interrogé sur les raisons pour lesquelles le processus de production n'était pas entièrement automatisé dans ses usines de cassettes et de bandes vidéo, a répondu : « Nous devons penser au chômage ».

Le gouvernement vient d'annoncer un programme de travaux publics pour le début de l'année prochaine. Mais le chômage est là pour durer.

*Ce texte est significatif du pessimisme qui apparaît en Corée dès que la croissance descend au-dessous de 6 % par an. En fait, dès 1986, la croissance est repartie pour baisser à nouveau puis repartir jusqu'à plus de 9 % en 1995. Aujourd'hui, la Corée est inquiète parce qu'elle délocalise mais elle doit faire appel aux travailleurs immigrés.*

Moralité : il faut bien se garder d'enterrer la Corée comme l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les commentateurs occidentaux ont probablement souvent pris leurs désirs pour la réalité.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

COREE DU SUD. / MONDIALISATION ; CHOMAGE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; ACCES AUX MARCHES ; EXPORTATION ; COMMERCE INTERNATIONAL ; PROTECTIONNISME ; COUT DE PRODUCTION ; DELOCALISATION.

Sources :

La Tribune. In : La Tribune. 1985/12/17.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 42

**En Corée, l'inquiétude suscitée par la délocalisation**  
***Les pays « avancés » qui attirent les entreprises coréennes délocalisées sont accusés de « dumping social ».***

Lorsque le groupe coréen LG a annoncé en juillet 1996 qu'il allait consacrer 2,6 milliards de US dollars à la construction d'un complexe industriel au pays de Galles, on n'a pas pavoisé en Corée où l'on réclame des mesures pour éviter une véritable perte de substance (hollowing out) industrielle. Cela est frappant dans un pays où le taux de croissance en 1996 devrait dépasser 7 % et qui a fait de la globalisation un de ses slogans.

Mais éditorialistes et économistes craignent qu'en raison des coûts élevés et des réglementations contraignantes, la globalisation ne se fasse à sens unique et que la Corée soit un perdant net en terme d'emplois et de capital.

Les firmes coréennes ont en effet investi 2,5 milliards de US dollars à l'étranger en un an (+61,2 %), hors projet du groupe LG, alors que les investissements étrangers directs n'ont pas dépassé 963 millions de dollars au cours de la même période.

Au cours de la prochaine décennie, les 5 grands groupes coréens se prépareraient à investir à l'étranger quelque 60 milliards de dollars alors que le total cumulé des investisseurs étrangers en Corée ne dépasse pas 10 milliards de US dollars en 1995.

D'après le KIET (Korean Institute of Economy and Tecnology), si les grands groupes coréens n'investissent pas outremer, leur compétitivité déclinera. Ils n'ont donc pas le choix.

Les difficultés locales s'appellent : salaires élevés, taux d'intérêt, prix des terrains, coûts de distribution et problèmes de régulation : ce sont les « 5 hauts ». Toutes les facilités proposées par les pays avancés souffrant de chômage sont dénoncées en Corée comme du « dumping social ».

La perle de substance industrielle est particulièrement sensible dans la région de Pusan qui a vu émigrer une partie importante de l'industrie de la chaussure.

Les industriels reprochent au gouvernement de ne pas contribuer suffisamment à la baisse des « 5 hauts ». De toute façon les grands groupes coréens estiment que le choix se situe entre investir à l'étranger ou bien abandonner complètement les industries de base et LG fait remarquer que s'ils n'avaient pas décidé de produire des téléviseurs couleur au Pays de Galles il ne l'aurait sûrement pas fait en Corée.

*Ces mouvements n'empêchent pas la Corée de connaître une situation pratiquement de plein emploi en raison de la croissance rapide du secteur des services. En fait, la Corée doit même faire appel à une main d'œuvre étrangère, légale ou illégale qui doit travailler dans des conditions très dures.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

COREE DU SUD. / MONDIALISATION ; DELOCALISATION ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; INVESTISSEMENTS DIRECTS ; FLUX FINANCIER ; FINANCEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES ; COMPETITIVITE ; DUMPING ; INTERVENTION DE L'ETAT ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; NOUVEL ORDRE MONDIAL ; COUT DE PRODUCTION.

Sources :

In : Far Eastern Economic Review. 1996/08/08.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 43

## **Des tigres de papier**

### ***L'encombrement du marché des composants électroniques, la hausse très rapide des salaires et les réalignements monétaires contribuent à expliquer le ralentissement économique des dragons asiatiques.***

Les « dragons » et les « tigres » connaissent en 1996 un ralentissement de la croissance. Pas plus de 4,1 % à Hongkong ; de 5,5 % à Singapour ; de 6,7 % en Corée du Sud.

Ces taux de croissance seraient les bienvenus en Europe ; ce n'est pas le cas en Asie de l'Est et du Sud-Est habituée au cours de ces dernières années à des taux frôlant ou dépassant les 10 %. L'encombrement du marché des composants électroniques ; la hausse très rapide des salaires ; les réalignements monétaires... contribuent à expliquer ce ralentissement.

Les risques encourus par l'Asie disparaissent clairement en Corée où l'on a commencé par miser, il y a plus de 30 ans, sur les productions intensives en travail : perruques, chaussures, textiles, avant de se lancer dans les industries lourdes telles que la sidérurgie, la pétrochimie, les constructions navales, avec le soutien du gouvernement. Mais la « facilité salariale » a disparu ; les salaires ont doublé au cours des trois dernières années : chez Samsung à Suwon, les salaires se sont élevés à 12,70 US \$ l'heure au lieu de 2 US \$ en Malaisie et de 0,96 \$ en Chine. D'où l'évolution accélérée vers des activités à haute valeur ajoutée et la délocalisation, en Asie, aux Etats-Unis et en Europe (Grande Bretagne, France, Allemagne) pour y profiter de coûts salariaux moins élevés.

Cela déclenche des commentaires très contrastés en Asie et ailleurs. Des commentaires pessimistes : ce déclin serait structurel et non simplement cyclique ; alors que pour d'autres « il y a d'énormes réserves de croissance en Asie ».

Cela provoque en tout cas chez les grandes sociétés asiatiques un intérêt renouvelé pour des questions qui avaient été un peu délaissées, telles que l'éducation, la formation, la recherche-développement. Pour certains, l'actuel ralentissement est un choc salutaire dont avaient besoin de nombreuses sociétés pour entrer dans une période de modernisation où le succès appartiendra aux plus agiles.

Les Asiatiques sont inquiets ; en Corée par exemple, où lorsque la croissance annuelle tombe à 5 ou 6 %... c'est la crise. Ou bien en Thaïlande où, selon certains experts, une croissance de 5 % se traduirait par une création d'emplois égale à zéro.

*Il est paradoxal de constater que ce temps de moindre croissance asiatique est la période où Taïwan et la Corée du sud deviennent des investisseurs importants en Europe (Thomson multimédia). C'est en décembre 1996 que la Corée du Sud a été accueillie à l'OCDE comme son 29ième membre.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/00.

HONG KONG ; SINGAPOUR ; COREE DU SUD. / CROISSANCE ECONOMIQUE ; CRISE ECONOMIQUE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; POLITIQUE INDUSTRIELLE ; COUR DE PRODUCTION ; DELOCALISATION ; COMPETITION INTERNATIONALE ; PARTICIPATION DES ENTREPRISES A LA FORMATION ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE.

Sources :

In : Far Eastern Economic Review. 1996/10.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 44

**En Chine, l'industrie textile a des problèmes**  
***Face à la crise textile, licenciements massifs et pari sur la modernisation***  
***technologique tournée vers la qualité.***

Les temps sont durs pour l'industrie de la soie du Jiangsu. Les exportations déclinent depuis 1994 et des licenciements sont en cours. L'industrie textile chinoise, qui emploie 10 % de la main d'œuvre manufacturière, souffre de plusieurs maux. Le pays a de trop nombreuses usines employant de trop nombreux ouvriers et utilisant des équipements trop souvent obsolètes. Le gouvernement estime à 40 millions le nombre de broches (filature) en activité, c'est-à-dire 10 millions de trop.

Lorsqu'en 1984, la production textile a été ouverte aux acteurs non étatiques, les entreprises collectives ont proliféré ; dans le même temps, le gouvernement a encouragé les provinces riches en matières premières à créer leur propre industrie de transformation. En conséquence les régions non productrices (Shanghai) ont dû se battre pour obtenir des matières premières.

L'explosion de la production ne s'est pas accompagnée d'une élévation de la qualité, tandis que la concurrence s'est exacerbée au détriment des entreprises d'Etat qui ont eu bien du mal à relever le défi d'entreprises plus flexibles. L'une de ces entreprises d'Etat par exemple a la charge à elle seule de 2000 retraités.

Les difficultés à l'exportation ont conduit les entreprises à chercher des débouchés sur un marché intérieur déjà saturé. Une rapide restructuration est en cours qui annonce des temps difficiles. Dans la seule ville de Shanghai, ancienne capitale du textile (dès 1930), qui comptait, en 1994, 550 000 ouvriers, environ 180 000 d'entre eux ont déjà été licenciés à la mi-1996 et 165 000 devraient l'être avant 2000, ce qui laisserait dans cette branche environ 200 000 travailleurs.

Les entreprises qui réussissent s'engagent délibérément vers la qualité et quittent le vieux centre pour s'installer dans les nouvelles zones industrielles de Pudong.

La municipalité de Shanghai favorise l'évolution rapide vers des industries de qualité à plus haute technologie ainsi que vers les services, dont le poids dans le PIB est passé de 31 % en 1990 à 40 % en 1995 et qui devrait s'élever à 60 % d'ici 2010.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CHINE. / CRISE ECONOMIQUE ; ENTREPRISE PUBLIQUE ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE.

Sources :

In : Far Eastern Economic Review. 1996/08/29.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 45

**Philippines 1968 – 1996 : « People Power » (Le peuple au pouvoir !)**  
***L'échec doit être recherché du côté des aspects économiques de la Constitution qui se traduisent par un véritable étranglement de l'initiative économique.***

Sur le papier, les Philippines sont un pays riche, plus riche en ressources naturelles que Taïwan et que la Corée du Sud.

A la fin des années 1950, ce pays éduqué venait en Asie immédiatement après le Japon pour ses performances économiques.

Il faut se rappeler cela en ce 10ème anniversaire de la « People Power Revolution ». Certes, le Président Marcos a beaucoup fait pour miner le pays. Mais la corruption ne suffit pas à tout expliquer car Cory Aquino n'a rien modifié d'essentiel.

L'échec doit être recherché davantage du côté des aspects économiques de la constitution qui se traduisent par un véritable étranglement de l'initiative économique. Car si les droits de chacun, politiques et autres, ne sont pas clairement définis, la liberté et la propriété bien établie n'existent que pour les « branchés ».

On continue à penser que les décisions économiques relèvent des politiciens et non des citoyens. Le Sénat vient de décider par exemple d'imposer à tout employeur de payer un congé de paternité de 7 jours à tout employé masculin.

Le grand souci des douanes c'est de taxer les exportateurs et les Philippins risquent de devenir le seul pays appartenant à l'organisation mondiale du commerce qui ne met pas en application les réductions de tarifs.

Pour ceux qui se rappellent l'avenir prometteur des Philippines, il y a 30 ans, les opportunités perdues sont particulièrement amères.

Les seuls obstacles au développement sont internes. Les Philippines ont eu des gouvernements qui ont essayé de les aider. Dix ans après leur « révolution », ils attendent encore celui qui leur laissera prendre leurs affaires en main.

*L'article ne fait pas mention de l'absence de réforme agraire et de politiques agraires sérieuses, à la différence de ce qui s'est passé au Japon, en Corée, à Taïwan, en Chine, etc.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; PHILIPPINES. / RELATION ETAT SOCIETE ; REVOLUTION ; DEMOCRATIE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; OMC ; EXPORTATION ; CRISE ECONOMIQUE.

Sources :

In : Far Eastern Economic Review. ; « People power » 1996/02/29.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 46

## **Le rôle de l'éducation et de la formation dans le monde économique asiatique**

### ***Le cas de la Corée : sans espace ni ressources naturelles, la Corée a misé dans tous les domaines sur la mise en œuvre de ses ressources humaines.***

1 - La Corée, comme le Japon et Taïwan sont des pays asiatiques qui, selon des critères d'espace disponible et de ressources naturelles (Cf. Rosenstein-Rodan, 1961) n'avaient guère d'atouts pour fonder un développement rapide. Or, paradoxalement, la Corée, comme le Japon et Taïwan, dépourvus de réserves notables de charbon et de minerai de fer ont aujourd'hui des industries sidérurgiques parmi les plus dynamiques du monde ainsi que des agricultures intensives qui ont réussi à atteindre l'autosuffisance en riz alors que le Brésil importe une part de la nourriture nécessaire à sa population avec 370 millions d'hectares cultivables, au lieu de 5 millions d'hectares au Japon (pour 125 millions d'habitants), de 2 200 000 hectares en Corée (pour 43 millions d'habitants) et de 1 000 000 d'hectares à Taïwan (pour 20 millions d'habitants). Sans espace ni ressources naturelles, la Corée a misé dans tous les domaines sur la mise en œuvre de ses ressources humaines.

2 - Avant d'être un pays largement ouvert sur l'extérieur, la Corée fut pendant plusieurs siècles un royaume replié sur lui-même, au point qu'il fut qualifié, de « royaume ermite ». Il s'agissait d'un royaume où le Confucianisme fut imposé par la dynastie Lee au détriment du Bouddhisme chassé dans les montagnes. Dans ce contexte où fut créé il y a cinq siècles un alphabet coréen (Hangul) les lettrés avaient un statut social de premier ordre ; ils étaient recrutés à travers un système d'examen très sélectif. Cela donnait à la connaissance et à l'éducation une place de premier rang dans la société coréenne. C'est donc selon une très ancienne tradition que les familles coréennes consacrent ou bien sont prêtes à consacrer une large part de leur épargne au financement de l'éducation de leurs enfants.

3 - Après la deuxième guerre mondiale, et la fin de la guerre de Corée (1953), les gouvernements coréens ont toujours accordé une haute priorité à l'éducation et à la formation. Dès la fin de la guerre de Corée, l'enseignement primaire a été généralisé : en 1960, à 100 % pour les garçons et à 90 % pour les filles. Le pourcentage de jeunes scolarisés dans l'enseignement secondaire est passé de 27 en 1961 à près de 90 à la fin des années 1980, tandis que le pourcentage de jeunes intégrés dans l'enseignement supérieur passait de 5 en 1961 à 41 en 1990. Actuellement, la plupart des jeunes filles travaillant dans l'industrie sont du niveau baccalauréat tandis que le nombre des étudiants du supérieur est plus élevé en Corée qu'en France. Ce progrès rapide a été facilité par le mode de financement des différents ordres d'enseignement. L'Etat a pris en charge la totalité des coûts de l'enseignement de base (primaire) tandis que les coûts de fonctionnement du secondaire et, plus encore du supérieur, ont été couverts par les cotisations des familles. C'est donc un schéma tout à fait différent du schéma africain, les 7 % du budget de l'éducation consacrés à l'enseignement supérieur coréen étant à rapprocher des 30 % égyptien ou du 23 % sénégalais.

4 - Pendant une période allant de la fin de la guerre de Corée au début des années 1970, l'effort du gouvernement a porté sur les formations de base et générales. C'est au moment où des industries à plus haute intensité technique (sidérurgie, chantiers navals, chimie) ont été installées, qu'une haute priorité a été accordée aux formations techniques et professionnelles.

En conséquence, en 1974, une loi spéciale a été promulguée sur l'Enseignement Professionnel, obligeant les entreprises employant plus de 500 personnes à former en permanence dans l'entreprise 15 % de leur main d'œuvre dès 1975. En 1977, cette obligation a été étendue aux entreprises de plus de 300 personnes au profit de 10 % de leur main d'œuvre.  
(suite fiche suivante).

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE; COREE DU SUD; JAPON; TAIWAN. / MONDIALISATION; RELATION EDUCATION DEVELOPPEMENT; AUTO SUFFISANCE ALIMENTAIRE; FINANCEMENT DE L'EDUCATION; FORMATION PROFESSIONNELLE; PARTICIPATION DES ENTREPRISES A LA FORMATION; RIZ; REVOLUTION VERTE; INDUSTRIALISATION; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; DIFFUSION DE TECHNOLOGIES; RESEAU TECHNOLOGIQUE TRANSNATIONAL; RESEAU DECHANGE DE SAVOIRS.

Sources : JUDET, Pierre.

« Contribution à un colloque » 1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 47

**Le rôle de l'éducation et de la formation dans le monde économique asiatique.  
Le cas de la Corée. Sans espace ni ressources naturelles, la Corée a misé  
dans tous les domaines sur la mise en œuvre de ses ressources humaines.**

(suite de la fiche précédente).

C'est dans les années 1977-78 que les besoins en main d'œuvre qualifiée se sont fait pressants et ont donné vigueur aux actions de formation.

En 1982, a été créée la « Korean Vocational Training and Management Agency ».

Ainsi le mouvement avait été lancé, impliquant de plus en plus fortement les entreprises dans leur responsabilité de formation technique en Corée, comme au Japon.

5 - En matière de formation et d'éducation, il est nécessaire d'élargir la réflexion, au-delà des systèmes formels, aux apprentissages acquis dans certains secteurs d'activités par de très nombreux coréens et coréennes.

L'agriculture coréenne a connu en effet, après la réforme agraire, une intensification (Révolution verte) qui a permis d'arriver à l'autosuffisance en riz, grâce à la hausse rapide des rendements (jusqu'à 6 tonnes/hectare). La main d'œuvre agricole a bénéficié d'un encadrement étoffé (vulgarisation). Le terrain a été ainsi préparé – en particulier les jeunes – pour l'entrée dans les tâches organisées de l'industrialisation.

On ne peut négliger, d'autre part, l'importance des formations reçues dans le cadre de l'armée, où les jeunes coréens ont passé en général plusieurs années de leur vie et où ils ont acquis le sens de la discipline. Comment expliquer autrement la réussite des chantiers coréens. Qu'il s'agisse des chantiers de Bâtiment Travaux Publics où les sociétés coréennes se sont très vite taillées une large part des marchés internationaux (Moyen Orient puis Asie) ; ou qu'il s'agisse de capacités de construction d'usines dans les délais et au moindre coût. Les cinq phases successives de l'unité sidérurgique de Pohang (capacité totale de 10 millions de tonnes environ) ont été achevées avec plusieurs semaines ou plusieurs mois d'avance, à un coût unitaire record (500 US \$ par tonne installée pour la première phase, au lieu de 3000 US \$ pour une unité de même taille en Algérie et de 6000 US \$ au Nigeria !). Or, les chantiers de Posco étaient dirigés et encadrés par d'anciens militaires.

6 - Enfin, l'étonnant développement coréen a bénéficié de la mise en œuvre permanente d'une capacité d'apprentissage collectif qui a sous-tendu le succès de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information et des savoirs.

Les grandes sociétés commerciales coréennes, à l'instar des *sogo sho shas* japonaises, sont au centre d'un réseau mondial d'informations techniques, commerciales, scientifiques qui sont répercutées dans l'ensemble de l'économie et de la société.

Il est intéressant de constater que le noyau de personnel qualifié qui a permis à la première sidérurgie de grande taille ainsi qu'aux premiers chantiers navals géants de monter en production sans délais a été prélevé sur les petites et moyennes sidérurgies déjà existantes, d'une part, sur les petits et moyens chantiers navals, d'autre part.

On sait également que les Associations Scientifiques Coréennes créées dans chacun des grands pays occidentaux constituent des antennes actives au profit des grandes sociétés ou des grands laboratoires coréens. L'ensemble de ces différents réseaux de solidarité contribuent à l'efficacité du système global coréen d'éducation et de formation, au service du développement de l'économie afin de relever le défi qui lui est lancé. Un technicien français automaticien, concluait récemment son rapport de mission en Corée par l'appréciation suivante : « Au fond, dans ce pays, ce qui unit est plus fort et plus profond que ce qui divise ».

La société coréenne est une société qui est capable de mobiliser ses ressources autour d'une stratégie de développement dynamique.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE; COREE DU SUD; JAPON; TAIWAN. / MONDIALISATION; RELATION EDUCATION DEVELOPPEMENT; AUTO SUFFISANCE ALIMENTAIRE; FINANCEMENT DE L'EDUCATION; FORMATION PROFESSIONNELLE; PARTICIPATION DES ENTREPRISES A LA FORMATION; RIZ; REVOLUTION VERTE; INDUSTRIALISATION; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; DIFFUSION DE TECHNOLOGIES; RESEAU TECHNOLOGIQUE TRANSNATIONAL; RESEAU D'ECHANGE DE SAVOIRS.

Sources : JUDET, Pierre. « Communication à un colloque » 1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 48

**Ressources humaines et compétitivité de la Corée du sud**  
***Ce qui unit le peuple coréen est d'une supériorité écrasante par rapport à ce qui le divise.***

Impressions d'un syndicaliste français de retour de mission (1987) en Corée du Sud.

Ce séjour en Corée du Sud et au Japon constituait une première prise de contact avec les pays de l'Asie de l'Est. La vitalité que nous avons pu observer est impressionnante et, devant un tel déplacement du centre de gravité de la planète, nous ne pouvons, dans un premier temps, que voir se renforcer nos craintes d'une certaine marginalisation des nations de notre vieux continent.

La force des valeurs morales héritées du confucianisme, aguerrie par l'histoire de ces peuples, entretenue en permanence par une nature peu clémente et avare de ressources énergétiques et de matières premières, induit aujourd'hui chez les acteurs économiques une mentalité de « gagneurs ».

Depuis la fin de la guerre de Corée et contrairement à d'autres pays de l'Asie du Sud-Est, l'absence de conflits internes majeurs a favorisé la pérennité des taux de croissance exceptionnels.

Bien sûr, il ne saurait être question de minimiser la soif de liberté des Coréens du Sud mais le sentiment que j'ai pu éprouver au cours de ce voyage est très différent de celui que j'avais a priori au départ après lecture de la presse française.

Mon impression dominante est que, ce qui unit le peuple coréen me paraît d'une supériorité écrasante par rapport à ce qui le divise.

Aujourd'hui, la Corée a entamé un processus de démocratisation et ce pays que l'approche des Jeux Olympiques met de plus en plus sous les feux de l'actualité, paraît avoir de bonnes chances de gérer sa mutation en évitant des soubresauts susceptibles de remettre en cause son développement.

Ce qui me paraît frappant, c'est la faculté de faire partager au plus grand nombre de vastes objectifs macro-économiques et, ce qui est mieux encore, d'atteindre les objectifs annoncés.

La Corée a certes une génération de retard technique sur le Japon mais la continuité dans la rapidité de son taux de croissance n'a pas de précédent

La puissance de travail, la durée qui lui est consacrée sont évidemment des facteurs importants. Je crois, cependant, qu'un pays comme la Corée dont le niveau de vie des habitants vient de doubler en sept ans, garde des marges de manœuvre considérables lui permettant de conserver, pendant longtemps, une excellente compétitivité tout en poursuivant une amélioration rapide du niveau de vie des salariés.

*Ce témoignage d'un syndicaliste français est d'autant plus frappant que sa mission s'est déroulée en août 1987 à l'époque où ont éclaté, pour la première fois en Corée, des dizaines de grèves très dures...*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

COREE. / MONDIALISATION ; CONSENSUS ; COMPETITIVITE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; RELATION CULTURE DEVELOPPEMENT ; SYSTEME DE VALEURS ; REPARTITION DU REVENU ; QUALITE DE VIE.

Sources : CHAFFIN, J.P.

« Impressions personnelles d'un syndicaliste. Mission CEREQ » 1987/09.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 49

**Les succès asiatiques et la mobilisation des potentiels**  
***Qu'il s'agisse de fabrication d'acier inoxydable, de production de composants électroniques ou de réalisation de centrales nucléaires, les coréens ont su maîtriser toutes les technologies nécessaires.***

P. Krugman, dans un article provocateur, a rapproché la croissance « miraculeuse » des dragons et des tigres asiatiques des pays de l'Est européen. A une croissance rapide née de l'abondance de main d'œuvre et de capital a succédé ou devrait succéder une période de ralentissement et de déclin... La comparaison est trompeuse dans la mesure où existe en Asie et en particulier en Corée du sud, une extraordinaire capacité de mobilisation des compétences et des potentiels, qui n'a pas disparu, et sur laquelle s'est fondée une croissance exceptionnellement rapide.

Cette mobilisation, qui se traduit par une capacité précoce d'organisation, a été un facteur déterminant pour la maîtrise de techniques de plus en plus avancées, aussi bien que pour de remarquables économies en capital.

Les grands chantiers liés à la construction de grands ensembles industriels à la fin des années 1960 et au cours des années 1970 ont été la plupart du temps terminés à la date prévue et même, souvent, avec plusieurs semaines ou même plusieurs mois d'avance. Dans le cas de la sidérurgie, pour chacune des phases de la grande unité sidérurgique de Pohang, une telle avance a été la règle. D'autre part, le grand chantier naval d'Usan a été également terminé à la date prévue.

Par contre, dans les pays de l'Est européen, les grands chantiers industriels ont, en règle générale, subi des retards de plusieurs années. Ce fut le cas également en Algérie où des années de retard ont augmenté démesurément les coûts de la sidérurgie.

Par ailleurs, à l'issue de leur construction, les grandes unités industrielles coréennes ont connu une montée en production très rapide. Aussi bien dans la sidérurgie que dans les chantiers navals, la montée en production a été facilitée par l'appel à du personnel qualifié ayant fait son apprentissage dans des installations de taille petite ou moyenne. Enfin, il a suffi d'une vingtaine de professionnels d'un grand chantier naval coréen envoyés en stage de formation en Suède à la soudure d'aciers inoxydables pour qu'en quelques mois, après leur retour, cette technique soit assimilée par un grand nombre de soudeurs du chantier.

L'instruction présidentielle de mai 1969 du Président Park interdisant toute formule clé en main et promouvant les capacités d'ingénierie nationale, a renforcé la mobilisation de tous les potentiels coréens. Qu'il s'agisse de fabrication d'acier inoxydable, de production de composants électroniques ou de réalisation de centrales nucléaires, aucun obstacle n'a résisté devant la volonté coréenne de faire et refaire et de passer en force.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/00.

ASIE ; COREE. / MONDIALISATION ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; CONSENSUS ; MOBILISATION POPULAIRE ; COMPETITIVITE ; INDUSTRIALISATION ; FORMATION PROFESSIONNELLE ; TRANSFERT DE CONNAISSANCES ; TRANSFERT TECHNOLOGIQUE ; MAITRISE DE L'INNOVATION TECHNIQUE ; VALORISATION DU SAVOIR FAIRE.

Sources : JUDET, Pierre.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 50

**Souple Japon, France rigide**  
**Alors qu'en France, à cause du progrès technique, le chômage augmente, le Japon crée des emplois en ralentissant la mise en oeuvre des nouvelles technologies.**

Les choix conscients ou non, face au ralentissement de la croissance ont été différents. Au Japon, le nombre d'heures ouvrées a continué à progresser au même rythme lent mais sûr d'avant 1973 : de 0,4 % par an avant et de 0,3 % après. En revanche, en France, on assiste à une inversion des pôles : on est passé de +0,3 % de contribution du travail entre 1960 et 1973 à un -0,4% de 1971 à 1996. Le nombre d'heures travaillées a fléchi en France. Cela nous paraît « naturel » parce qu'il semble évident qu'une moindre croissance doive se traduire par moins de travail et pourtant la comparaison permet de constater que ce qui est « naturel » ici ne l'est pas là bas. La liaison croissance-travail et, par conséquent, la liaison croissance-chômage n'ont pas la force de la loi de gravitation universelle. On pourrait dire que pour ménager l'emploi, les entreprises japonaises ont ralenti fortement la mise en oeuvre des nouvelles technologies.

En France, c'est le comportement inverse qui a opéré : « progrès technique » d'abord. Le rythme des belles années n'a pas été maintenu sans quoi la chute de l'emploi aurait été abyssale, mais le troisième facteur de la croissance (avec le capital et le travail) a continué à lui apporter une contribution majeure (68 % avant la crise, 71 % après).

Ainsi tandis qu'en France, l'intelligence et l'investissement ont joué contre l'emploi, la mise en application du « progrès technique » a été régulée au Japon pour préserver une progression minimale de l'emploi.

La France semble avoir perdu le secret de la création d'emplois. A l'inverse, nous sommes témoins d'une sorte de miracle japonais : les créations d'emplois ont été insensibles aux variations de la croissance, ce qui contredit les idées les plus répandues. Les emplois nouveaux s'y multiplient comme de petits pains au rythme allègre de 1 % par an même durant le cycle récent 1989-1995 qui a été en moyenne très médiocre. Pendant la période de crise plus aiguë 1991-1995, la création d'emplois durant ces années noires n'a été que de +0,4 % par an un chiffre supérieur au -0,1 % français des mêmes quatre années.

Lorsque la croissance s'est ralentie, la France et le Japon ont pris des directions opposées. La France a continué sur son sentier « productiviste », alors que le Japon a tempéré sa productivité pour continuer à créer jusqu'en 1991 tous les emplois qu'exigeait sa démographie.

Sans doute des raisons structurelles expliquent-elles pourquoi la France a privilégié sa productivité et pourquoi le Japon a pu moduler la mise en oeuvre du progrès technique selon l'impératif d'emploi.

*La « pensée unique » fait des ravages en France bien au-delà de telle ou telle couche politique dirigeante. Les Asiatiques – les Japonais entre autres – savent s'adapter et « faire feu de tout bois ». Les Occidentaux – les Français – devraient accepter de prendre des leçons.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

JAPON ; France. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; CREATION D'EMPLOI ; PRODUCTIVITE ; EMPLOI ; COUT SOCIAL DE LA MAXIMALISATION DE LA PRODUCTIVITE ; MAXIMALISATION DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL.

Sources : SAUTTER, C.

« La France au miroir du Japon. Croissance ou déclin » Odile Jacob. 1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 51

**En Asie, pas de crise de la productivité**  
***Après le capital et la main d'œuvre, les pays asiatiques jouent la carte de la recherche-développement.***

En Malaisie, à Singapour, à Taïwan partout on se préoccupe de productivité (du capital, mais surtout du travail). C'est une affaire difficile que de mesurer la productivité et d'en isoler les différentes composantes.

Depuis qu'on a affirmé (Krugman) que les succès asiatiques avaient été obtenus à coup de capital et de main d'œuvre, au risque de connaître bientôt le déclin des pays ex-communistes, les pays asiatiques s'efforcent d'apporter la preuve du contraire.

Krugman affirme en effet qu'un développement fondé sur la croissance de la main d'œuvre et du capital n'est pas soutenable pendant longtemps.

Afin de contrer Krugman, de nombreux intellectuels et dirigeants asiatiques s'efforcent de montrer que les pays asiatiques ont réalisé de substantiels progrès technologiques.

Les pays asiatiques ont démarré à partir d'une très grande pauvreté. Il aurait été déraisonnable pour ces pays de beaucoup investir dans les techniques avancées. C'est dans la logique des politiques du développement. Celle qu'ont suivi par exemple les Etats-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Lorsque suffisamment de capital physique a été accumulé, le progrès technique a joué un rôle de plus en plus important. Encore faut-il pour effectuer ce passage s'être doté d'une « capacité sociale », en termes d'éducation, de compétences techniques et d'institutions commerciales, Industrielles, financières adéquates.

Il aurait donc été naïf de penser que les pays de l'Asie de l'Est pourraient consacrer à la Recherche Développement autant que les pays avancés. Mais actuellement, les choses changent rapidement de ce point de vue à Taïwan et en Corée qui consacrent respectivement à la RD 1,8 % et 2,1 % de leur produit national, ce qui se compare favorablement avec les pays européens.

Les Asiatiques n'ont donc pas de raison d'être sur la défensive ni d'être pessimistes : ils joueront probablement un rôle dominant dans l'économie mondiale au cours du prochain millénaire.

C'est pourquoi Krugman qui a probablement raison lorsqu'il traite de la croissance passée en Asie de l'Est, a tort quand il passe aux prédictions pour le futur. En aucun cas, les économies asiatiques ne méritent une comparaison avec une Union Soviétique discréditée.

*Les affirmations de Krugman suscitent de nombreux commentaires dans la presse asiatique et anglo-saxonne. Outre qu'elles s'appuient sur des calculs de productivité incertains (d'autres auteurs proposent des calculs contradictoires avec ceux qu'il retient) elles ne tiennent jamais compte de la mobilisation qui dans ces pays a permis une maîtrise des technologies extrêmement rapide. On constate par exemple qu'à capacité installée égale, l'investissement dans la sidérurgie coréenne a coûté 2 fois et demi moins cher qu'en France, 6 fois moins qu'en Algérie et 12 fois moins qu'au Nigeria !*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

MALAISIE ; SINGAPOUR ; TAIWAN ; COREE ; ASIE DE L'EST. / PRODUCTIVITE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; MAXIMALISATION DE LA PRODUCTIVITE ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ; RELATION RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE ; INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS.

Sources : QUIBRIA, M.G.

In : Far Eastern Economic Review. 1996/08/22.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 52

**Croissance et programmes scolaires intensifs**  
***Un lycée privé coréen se donne comme objectif de former des futurs prix Nobel !***

Un lycée, le « National Historic Viewpoint High School », a été créé en mars 1996 (rentrée scolaire en Corée) dans une petite ville, à environ 2 heures de voiture de Séoul. Elèves et enseignants portent le costume traditionnel. Le bâtiment est construit dans un style traditionnel dont les toits sont couverts de tuiles bleues vernissées. C'est le patron d'une grande industrie laitière qui a créé ce lycée avec ses propres fonds avec l'objectif de former des élèves d'excellence dans le cadre des valeurs coréennes traditionnelles. Il faut y former des étudiants de qualité exceptionnelle susceptibles d'obtenir un prix Nobel. Le lycée accueille 30 élèves qui sont triés sur le volet. Seuls les élèves faisant partie des 1 % des meilleurs à la sortie des collèges sont admis à participer à l'examen d'entrée.

L'internat est obligatoire. La journée scolaire commence à 6 heures du matin avec des activités de calligraphie et de tir à l'arc. Après quoi, les élèves travaillent jusqu'en fin d'après-midi en petits groupes, un professeur étant chargé de deux étudiants. L'emploi du temps prévoit une demi-heure de sieste après le repas. L'esprit de compétitivité des élèves est tel qu'ils ont horreur de perdre du temps et qu'ils se passeraient de sommeil si l'école ne les forçait pas à se reposer.

Le lycée est entièrement équipé ; chaque élève dispose d'un ordinateur personnel avec accès sur Internet. Le lycée souhaiterait que ses élèves se dirigent ensuite vers des universités étrangères prestigieuses telles que Harvard et le MIT plutôt que des universités coréennes telles que Séoul National University. Le lycée se propose d'augmenter le nombre d'enseignants étrangers et d'enseigner davantage de matières en Anglais telles que la physique.

Il y a déjà 264 candidatures, garçons et filles, de tout le pays inscrits à l'examen d'entrée de mars 1997.

La Corée du Sud est une société qui accorde une grande importance à l'éducation et particulièrement, l'éducation supérieure. Les parents accompagnent eux-mêmes leurs enfants aux examens d'entrée. Les parents sont prêts à payer très cher pour se loger dans des quartiers où sont situés les établissements scolaires les plus prestigieux. Ils sont également prêts à payer cher des leçons supplémentaires, des répétiteurs, des boîtes à bachot...

*On a beaucoup écrit ces derniers temps sur un certain rejet, au Japon, en particulier, d'une telle pression sur les élèves depuis leur plus jeune âge. Ainsi que ce texte le montre, cette pression est loin de devoir disparaître d'autant plus qu'elle se conjugue avec un certain retour aux valeurs traditionnelles.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CORÉE DU SUD. / ELITE ; EDUCATION ; SYSTEME DE VALEURS ; SYSTEME DE VALEUR ET EDUCATION.

Sources :

In : Nikkei Weekly. : « Growth means taegh lessons at School » 1996/09/09.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 53

## **L'Afrique et les leçons des succès asiatiques**

### ***Contrairement à l'Afrique, l'Asie a su miser sur sa matière grise et ses valeurs culturelles.***

Le rapport de la Banque Mondiale intitulé « le miracle de l'Asie de l'Est » paru en 1993 a suscité de nombreuses questions sur la signification de ces exemples pour les pays d'Afrique au sud du Sahara. On sait en effet qu'en 1950 le niveau de vie moyen était à peu près le même en Corée du Sud qu'au Cameroun ou au Sénégal. Un séminaire organisé par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International en mai 1996 sur ce thème a mis l'accent sur les réformes structurelles qui auraient été déterminantes pour expliquer les succès asiatiques : réaménagement du système des changes, ouverture des régimes commerciaux, suppression des contrôles des prix, libéralisation des circuits de production et de commercialisation. Le retard pris par les Africains dans la réforme des entreprises publiques, la privatisation et la réforme du système financier représenterait un lourd handicap pour l'Afrique.

Comme si les succès asiatiques, en particulier en Corée et à Taïwan, étaient liés à la libéralisation/privatisation. Cela ne correspond même pas aux principales analyses du rapport de la Banque Mondiale. Il est vrai que ces expériences bousculent de nombreuses idées reçues sur le développement et apportent un éclairage nouveau sur deux débats : à propos du rôle de l'Etat, d'une part, et de la notion d'avantage comparatif d'autre part. Aujourd'hui, plus personne ne nie que l'Etat soit intervenu dans le développement des Nouveaux Pays Industriels : un Etat « pro », successivement ou concurremment, « protecteur », « producteur », « programmateur » et « prospecteur ». Un Etat fort qui a su contribuer à construire de nouveaux avantages comparatifs sans attendre l'épuisement d'avantages comparatifs statiques liés à de bas salaires ou à des ressources naturelles abondantes. Les Nouveaux Pays Industriels asiatiques, souvent dépourvus d'espaces et de ressources naturelles ont en effet construits de nouveaux avantages comparatifs en misant systématiquement sur éducation et matière grise, c'est-à-dire en valorisant leurs ressources humaines. Le Japon, la Corée, Taïwan, sans fer ni charbon, disposent pourtant aujourd'hui des sidérurgies les plus dynamiques du monde.

L'expérience accumulée constitue également un avantage comparatif trop souvent ignoré par les pays qui font table rase du passé. Malheureusement, jusqu'à maintenant, un grand nombre de pays africains ont adhéré à une vision de la modernisation allant du haut vers le bas, alors que l'expérience asiatique montre que le processus d'industrialisation s'enracine au contraire dans un foisonnement d'activités. Ces foisonnements ne sont pas spécifiques à l'Asie ; ils existent en Afrique, mais sont au mieux ignorés, et, trop souvent, brimés par les Etats qui les maintiennent alors dans l'informel, c'est-à-dire en dehors d'un système de relations entre le pouvoir et l'économie formelle.

*Les réalités asiatiques montrent que de nombreux pays ont réussi à « monter dans le train du développement » en bénéficiant des avantages offerts aux « tard venus ». L'essor économique de l'Asie de l'Est où du Sud-est où se trouve plus d'un habitant sur deux du « Tiers-Monde » montre que des voies de développement sont ouvertes à tous les pays.*

JUDET, P. IREPD. 1996/11/18.

ASIE ; AFRIQUE. / BANQUE MONDIALE ; FMI ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; ACCES AUX MARCHES ; COMMERCE INTERNATIONAL ; POLITIQUE MONETAIRE ; PROTECTIONNISME ; POLITIQUE FINANCIERE ; RELATION ETAT SOCIETE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; AVANTAGE COMPARATIF.

Sources : CHAPONNIERE J.R.

In : Bulletin du FMI. ; « Dynamiques industrielles asiatiques : quels enseignements pour l'Afrique ? » FMI. 1996/06/24.

Gérer et comprendre, annales des ? ?, Juin 93, Judet et Chaponnière.

Consultable à : IREPD

Fiche N° : 54

**Agricultures en transformation rapide**  
***Diversification des cultures d'exportation, intensification... ont permis à Taïwan, comme à la Thaïlande, de devenir des puissances agro-exportatrices.***

Les agriculteurs sont en général réputés conservateurs, ancrés dans leurs traditions et dans leurs routines. Pourtant de nombreux exemples asiatiques ne correspondent pas du tout à ces images ni à cette réputation. C'est le cas de la Thaïlande, pays où malgré l'essor des villes (de Bangkok) et de l'industrie, le secteur rural et agricole regroupe encore la grande majorité de la population. Depuis plus d'un siècle, la Thaïlande était devenue jusqu'à ces dernières années le premier exportateur mondial de riz. Plus récemment, l'agriculture thaïlandaise a rapidement diversifié ses productions et ses exportations : production de kénaf (jute), de caoutchouc, de maïs, de canne à sucre, de manioc. Le maïs est exporté au Japon. Le Thaïlande est un grand producteur/exportateur de sucre. Elle est aujourd'hui un des grands producteurs/exportateurs de manioc. Cela lui permet d'être grand producteur/exportateur de poulets congelés. Elle est également un des premiers producteurs/exportateurs de crevettes et de thon. Plusieurs grands groupes industriels ont fondé leur croissance sur cet élargissement et prospérité de la base agricole. Ces groupes ont racheté, entre autres, les plus grandes conserveries américaines de thon. L'un d'entre eux (C.P.) est l'un des premiers investisseurs étrangers en Chine où il est présent dans une trentaine de provinces et où ses investissements vont des complexes pour la production d'alimentation du bétail à la production de motocyclettes...

Taïwan offre un autre exemple de diversification rapide de l'agriculture et de la création d'un vaste complexe agro-alimentaire. Taïwan est d'abord producteur et exportateur (du temps de la colonisation vers le Japon), de riz. Après 1949, la mise en œuvre de la réforme agraire (exploitations intensives d'1 hectare en moyenne) a été l'occasion d'intensification et de diversification. Au riz s'ajoute la production (et l'exportation) de bananes et de sucre (de canne à sucre). Puis Taïwan découvre l'ananas, produit, mis en boîte et massivement exporté. Après quoi sont « découverts » successivement les asperges, mises en conserve et exportées ; les champignons, mis en boîte et exportés et enfin les escargots dont Taïwan devient le premier exportateur mondial... De grands groupes agro-alimentaires se constituent. Avec 1 million d'hectares, au lieu de 350 millions d'hectares au Brésil, Taïwan devient une puissance agro-industrielle. Le secret d'un tel dynamisme est lié à l'ouverture des paysans mais surtout à leur encadrement efficace : on compte à Taïwan un vulgarisateur pour 30 hectares, c'est-à-dire un vulgarisateur pour 30 agriculteurs !

C'est sans doute la grande différence avec d'autres régions du monde : en Afrique, par exemple, où quelques cas d'agriculture intelligemment encadrée, notamment celle du coton, donnent une idée de ce qu'on pourrait sans doute obtenir ailleurs, si l'on s'en donnait les moyens.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/00.

TAIWAN ; THAÏLANDE. / MONDIALISATION ; AGRICULTURE ; DIVERSIFICATION DES PRODUCTIONS ; DIVERSIFICATION DES CULTURES ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL ; REFORME AGRAIRE ; MAXIMALISATION DE LA PRODUCTIVITE ; CULTURE D'EXPORTATION ; VULGARISATION AGRICOLE.

Sources : JUDET, Pierre.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 55

## **Les paysans africains s'éveillent**

### ***Les organisations paysannes prennent en main, de l'amont à l'aval, leurs filières de production.***

Au cours de ces dernières années, plusieurs ouvrages rompent avec l'habituelle vision pessimiste sur la situation en Afrique au Sud du Sahara. Des ouvrages écrits par des Africains mais aussi par des observateurs extérieurs. L'ouvrage de Devèze en fait partie. Il souligne par exemple ;

1°. le succès de la mise en place de la filière cotonnière, grâce à l'encadrement de la Compagnie Française pour le Développement du Textile, qui a su :

- garantir l'achat de la totalité de la récolte ;
- fixer à l'avance le prix au producteur ;
- différencier les prix payés selon la qualité ;
- limiter les fluctuations de prix d'une année sur l'autre ;
- payer rapidement les producteurs à la fin de la campagne.

Grâce à la continuité de son action et à la recherche d'un prix de revient compétitif, la société d'encadrement s'imposa peu à peu comme le seul acheteur, égreneur et exportateur et devint le principal gestionnaire d'une filière intégrée de l'amont à l'aval.

Après les indépendances, l'africanisation progressive des structures n'a pas remis en cause la stratégie de promotion de la culture du coton et des cultures associées.

2°. En 1990, les paysans guinéens du Fouta Djallon décidèrent de prendre en charge leur filière « pomme de terre ». En 1991, la production dépasse le tonnage correspondant aux contrats de vente à Conakry, la capitale. Il fallut stocker 34 tonnes qui se conservaient mal alors que les importations de la Communauté Européenne continuaient d'affluer. Le problème fut posé à la radio et à la télévision, les ministres furent saisis, le débat s'engagea avec les importateurs et les pommes de terre stockées purent être écoulées sur le marché local. En 1992, le bras de fer recommença mais le leader des paysans fut reçu par le Président de la République qui apporta son soutien. Depuis cette date, les producteurs de pommes de terre qui ont réussi à gagner un marché face à un produit importé, développent leur production.

3°. Plus généralement, il apparaît qu'il existe des responsables paysans qui sont aptes à promouvoir, en s'appuyant sur l'organisation du monde rural, des projets communs qui permettent non seulement d'éviter la marginalisation de l'agriculture africaine mais de lui trouver sa place dans les sphères nationales ou internationales. Il s'agit d'une révolution silencieuse qui s'inscrit dans un processus de changement social dont l'objectif est l'émergence d'agricultures paysannes viables.

*Les quelques exemples évoqués dans cet ouvrage pourraient sans doute être multipliés. Les actions efficaces de vulgarisation menées en Asie de l'Est et du Sud-Est sont-elles susceptibles d'être adoptées en Afrique ? La question mériterait d'être posée !*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/00.

AFRIQUE ; MALI ; GUINEE. / HISTOIRE DE SUCCES ; AGRICULTURE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; FILIERE ; CONCURRENCE COMMERCIALE ; PROTECTIONNISME ; ORGANISATION PAYSANNE ; ORGANISATION DE LA PRODUCTION ; ACCORD COMMERCIAL ; DEVELOPPEMENT AGRICOLE ; AGRICULTURE PAYSANNE.

Sources : DEVEZE. J. C.

« Le Réveil des campagnes africaines » Karthala. 1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 56

## **Chapitre IV : Démocratisation, valeurs, culture...**

**De quoi est fait un miracle économique ?**  
***Le travail acharné, l'épargne, la piété filiale et la fierté nationale constituent des facteurs clé du développement.***

Un commentaire autour de l'étude de la Banque Mondiale « Le miracle asiatique : croissance économique et politique publique » a été publié par le Financial Times du 3 décembre 1993 sous la plume de M. Barry Wain.

L'auteur remarque que cette étude écarte toutes les raisons de type culturel, politique, historique susceptibles d'expliquer ce « miracle » d'une croissance rapide liée à une réduction des inégalités. L'étude ne peut totalement passer sous silence l'importance des interventions de l'Etat en particulier dans tel ou tel pays. Elle souligne toutefois le caractère plutôt négatif de telles interventions. Selon l'étude, le succès est venu de la mise en œuvre de politiques favorables à la « promotion du marché », favorables en particulier à l'ouverture au marché international.

L'auteur de l'article s'étonne toutefois :

- de l'absence de toute allusion au cas des Philippines et des raisons de l'échec de ce pays ;
- de l'affirmation simpliste suivant laquelle, dans ces 8 pays, il a suffi finalement « d'étudier plus dur, de travailler plus dur et de travailler davantage ».

L'auteur évoque par ailleurs, à travers les propos de M. Lee Kwan Yew, ancien chef de l'Etat de Singapour, l'importance pour la croissance des facteurs non économiques.

Ceci est vrai pour le Viêt-nam qui est, au contraire des Philippines, une « société de culture intense », un moteur à haute compression (faible compression pour les Philippines où la capacité de rassembler les énergies dans un effort collectif est « tout à fait problématique »).

Car les facteurs « intangibles » jouent un rôle vital dans le développement, qu'il s'agisse, « de cohérence d'une société, de son engagement dans la mise en œuvre d'idéaux, d'objectifs et de valeurs communes. Le travail acharné, l'épargne, la piété filiale et la fierté nationale constituant de toute façon des facteurs clé du développement ».

Selon M. Lee, le système politique est également un facteur de développement. Lui-même, ainsi que d'autres leaders asiatiques estiment qu'un régime autoritaire est une condition du décollage. D'abord le développement économique avant qu'un régime démocratique puisse se mettre en place.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/01.

ASIE. / RELATION ETAT SOCIETE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; PREALABLE CULTUREL AU DEVELOPPEMENT ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; BANQUE MONDIALE ; INEGALITE SOCIALE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; MARCHE INTERNATIONAL ; ACCES AUX MARCHES ; SYSTEME DE VALEURS ; RELATION CULTURE DEVELOPPEMENT ; TRANSITION POLITIQUE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT.

Sources : WAIN, Barry.

« De quoi est fait un miracle économique » Financial Times. 1993/12/03.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 57

## **Valeurs propres à l'Asie**

### ***La culture asiatique confucéenne n'est-elle qu'un alibi pour justifier l'autoritarisme des gouvernements en place ?***

Dans une émission de la Voix de Malaisie (29 mai 1993), le Dr Mahatir, Premier Ministre de Malaisie, a demandé aux Malaysiens de refuser une démocratie de type occidental qui se traduirait par des effets négatifs, tels que décadence morale, homosexualité, famille monoparentale et déclin économique, et a recommandé de suivre la « voie asiatique ».

Cette « voie asiatique » serait fondée sur les enseignements de Confucius. Tous les tenants de la voie asiatique ne vont pas jusqu'à dire que démocratie signifie décadence et homosexualité. Mais ils estiment que des gouvernements autoritaires sont acceptables sinon nécessaires pour assurer la prospérité des pays en voie de développement. Les droits de l'individu doivent être respectés dans la mesure où ils ne mettent pas en cause les droits plus sacrés de la communauté : c'est la pensée du second du Dr Mahatir.

La voie asiatique est pragmatique ; elle se définit par le consensus, non par la confrontation. Elle doit être acceptée par l'Occident qui doit cesser d'essayer d'imposer de manière arrogante des standards occidentaux inappropriés, qu'il s'agisse de droits de l'homme, de démocratie ou d'environnement, d'autant plus que l'Asie monte en puissance alors que l'Occident décline. Les Anglais sont spécialement visés aussi bien pour leur attitude à Hong Kong qu'en Malaisie. Mais la voie asiatique constitue-t-elle un phénomène original ? Est-ce que les peuples asiatiques lui accordent de l'importance ?

Lorsqu'une telle philosophie est utilisée pour justifier non seulement des gouvernements modérés (Malaisie) mais également pour justifier la répression en Birmanie, cela fait naître les soupçons des libéraux en Asie. La voie asiatique serait alors un prétexte permettant aux gouvernements asiatiques de rester au pouvoir plutôt qu'une idéologie cohérente susceptible d'expliquer la soi-disant originalité des valeurs asiatiques sociales et politiques. Consensus voudrait alors dire adhésion à la position de ceux qui tiennent le pouvoir.

L'exemple sur lequel s'appuient les tenants de l'autoritarisme est l'exemple philippin. A quoi les démocrates philippins répliquent que 13 ans de dictature de Marcos ont ruiné leur pays. Une des principales faiblesses de la voie asiatique est qu'elle apparaît souvent comme une réaction contre le libéralisme occidental plutôt qu'un ensemble d'idées très cohérentes. Et puis, si l'autoritarisme asiatique est une si bonne idée, pourquoi prétendre être démocratique ?

D'autre part, les références à la culture et à la civilisation sont souvent curieusement absentes de la nouvelle pensée officielle asiatique où il n'est question que de croissance et de PIB. Dans le même temps, les régimes autoritaires ont créé rapidement une classe moyenne très soucieuse de valeurs « occidentales » telles que droits individuels, liberté de la presse, etc. Cela correspond au processus démocratique suivi par le Japon, la Corée, Taiwan. Et si le libre marché est une forme de libéralisme, alors le libéralisme gagne toute l'Asie. Dans ces conditions, se replier sur la voie asiatique ne peut permettre de faire l'économie du débat autour des défis auxquels est confronté l'autoritarisme asiatique, qu'il s'agisse du fossé qui sépare riches et pauvres, de la croissance de la population, ou de la destruction de l'environnement.

Finalement, l'Orientalisme – qui consiste à présenter les civilisations de l'Est comme mystérieusement étrangères et relevant d'un traitement spécifique – ne convient pas davantage aux gouvernements asiatiques modernes cherchant à défendre leurs fiefs et prérogatives qu'il n'a convenu aux colonialistes européens du passé.

*Cet article est écrit par un Européen dans un journal anglais au moment où la Malaisie s'oppose à la Grande Bretagne sur une affaire de corruption. On y retrouve finalement les mêmes accusations d'hypocrisie proférées par ailleurs par les Chinois ou les Indonésiens.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

MALAISIE; BIRMANIE, PHILIPPINES; JAPON; COREE; TAIWAN; ASIE. / DEMOCRATIE; REGIME AUTORITAIRE; SYSTEMES DE VALEURS; DROIT DE L'HOMME; CONSENSUS; PRESSION DE L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE; RELATION CULTURE ET POLITIQUE; IMPERIALISME CULTUREL; MODELE CULTUREL; IDENTITE CULTURELLE; TRADITION CULTURELLE ; TRANSITION POLITIQUE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; LIBERALISME.

Sources : Financial Times. ; « Confucius or convenience » 1994/03/05.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 58

**Développement et démocratie. Bureaucratie et modernisation des sociétés : similarités et différences dans les pays d'Asie.**

***La démocratie, en mettant l'accent sur la valeur de l'individu fournit une défense contre l'injustice ; mais elle ne peut par elle-même guérir de la pauvreté, qui relève de la responsabilité collective.***

Dans son ouvrage datant de 1981, « The bureaucratic policy modernizing societies », John Girling écrit : « Dans le domaine du pouvoir, deux dimensions sont à considérer : politique d'abord où l'on passe de la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul ou de quelques-uns à la diffusion du pouvoir au profit d'un grand nombre. Cela s'applique au pouvoir économique : de la concentration à la diffusion, en termes de production aussi bien que de distribution. Par diffusion du pouvoir économique j'entends une large participation populaire à la production (propriété, gestion ou contrôle) combinée avec une répartition équitable des biens et des services. C'est ce que je considère comme un réel développement. Il n'y a rien d'utopique à cela.

Jusqu'à une époque récente, la diffusion du pouvoir économique s'est réalisée dans de nombreuses sociétés traditionnelles fondées sur une paysannerie de petits propriétaires relativement libre et prospère, en Thaïlande par exemple, de la dernière moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'au premier quart du XX<sup>ème</sup> siècle. Cela contredit une identification trop facile entre démocratie politique et démocratie économique puisqu'en Thaïlande ont coexisté une large diffusion du pouvoir économique (paysannerie propriétaire) avec un pouvoir politique hautement concentré (monarchie absolue). Un tel découplage entre démocratie et développement a d'énormes conséquences pour aujourd'hui, en référence aux régimes à la fois autoritaires et développeurs de l'Asie de l'Est : en Corée ou à Taiwan.

Dans ces conditions, une question se pose : la démocratie ne peut-elle pas à la limite constituer un obstacle au développement ?

D'autre part, la démocratie devient-elle seulement possible lorsqu'un certain niveau de développement économique a été atteint ? Quant aux pays qui ont atteint un tel niveau de développement sans démocratie, comment peuvent-ils se transformer en régimes démocratiques ?

Cela pose finalement la question : peut-on dire que la stabilité, c'est-à-dire la répression, constitue un préalable au développement ?

Car on est obligé d'admettre qu'en Corée et à Taiwan, aussi bien que dans les Etats communistes, une croissance économique réelle, quelle qu'en soit le coût politique, s'est accompagnée d'une redistribution des fruits de la croissance à une majorité de la population.

Dans des pays comme l'Inde où la pauvreté des grandes masses est perpétuée dans un régime démocratique, la situation est mauvaise et l'Inde ne peut être proposée comme exemple ».

L'ouvrage s'achève sur ces questions sans véritable conclusion sinon la suivante : « La démocratie, en mettant l'accent sur la valeur de l'individu, fournit une défense contre l'injustice ; mais elle ne peut par elle-même guérir de la pauvreté, qui relève de la responsabilité collective ».

*Cet ouvrage date de 1981 alors que ni la Corée ni Taiwan n'avaient entamé un processus de démocratisation : alors que la transition en Chine ou au Viêt-nam ne se dessinaient pas encore...*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE DU SUD-EST: COREE ; TAIWAN. / TRANSITION POLITIQUE ; REGIME AUTORITAIRE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; DROIT DE L'HOMME.

Sources : GIRLING, John L.S.

In : ISEAS. ; « The bureaucratic policy modernizing societies » Iseas (Singapour). 1981.

Fiche N° : 59

## **« Déconstruire » le modèle économique de l'Asie de l'Est Le succès économique conduit-il forcément à la démocratie politique ?**

L'ancien conseiller du Président Carter, Z. Brzezinski, développe des opinions rigides sur les relations entre Démocratie et Développement.

On sait depuis longtemps en Asie que la démocratie ne constitue pas un préalable au Développement Economique. Selon M. Brzezinski, le succès économique ne conduirait pas forcément à la démocratie politique. Or, Taïwan et la Corée, après des décennies de régimes autoritaires, ont adopté le multipartisme au cours de la décennie 80.

En Thaïlande et à Hongkong se dessinent les mêmes tendances. Même en Chine et au Viêt-nam la majorité des citoyens ont profité de la libéralisation économique, y compris au niveau d'une plus grande liberté des personnes.

L'expansion du secteur privé ouvre de ce point de vue des possibilités alternatives de survie, des occasions de se déplacer y compris à l'étranger... Quel que soit le caractère formel des élections, les améliorations dont bénéficient la plupart des gens introduisent une différence correspondant à celle du « jour par rapport à la nuit ». Ces changements ne sont pas tant dus aux besoins extérieurs (Droits de l'Homme) qu'aux transformations internes qui ont l'avantage de ménager les transitions.

En cherchant à discréditer l'argument suivant lequel une dictature peut produire de la richesse économique, Brzezinski se réfère à la Birmanie, à la Corée du Nord et au Viêt-nam en oubliant que l'économie vietnamienne, qui a jugulé l'inflation, a pris un rythme de croissance rapide.

Emporté par son zèle de missionnaire, M. Brzezinski oublie combien de temps il a fallu aux pays occidentaux pour devenir vraiment démocratiques... Il est vrai qu'il reconnaît (pour la Russie) qu'il est peut-être plus important d'assurer une certaine stabilité politique par souci de développement économique, lequel à son tour permettra la démocratisation. Que cela lui plaise ou non c'est ce qu'on appelle le « Modèle Est Asiatique ».

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; THAILANDE ; TAIWAN ; COREE DU SUD ; COREE DU NORD ; HONG KONG ; CHINE ; VIETNAM ; BIRMANIE, / RELATION ETAT SOCIETE ; TRANSITION POLITIQUE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; REGIME AUTORITAIRE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; MULTIPARTISME ; DROIT DE L'HOMME.

Sources : WAIH, Barry.

In : Asia Wall Street Journal. 1994/01/21.

Fiche N° : 60

**Faire avancer la démocratie ne constitue pas la clé de la prospérité  
Qu'il est difficile d'établir une corrélation entre niveau démocratique et taux de  
croissance du revenu moyen par tête !**

Les Etats-Unis ne manquent pas d'exercer des pressions en faveur de la démocratisation : en Chine, en Amérique Latine et en Afrique.

Selon les indices publiés aux Etats-Unis sur le niveau « démocratique » des différentes nations (mesuré par le droit pour les individus à participer de manière significative au processus politique passant par le vote libre influençant les politiques publiques), la démocratie aurait plutôt reculé au cours des années 70, pour regagner du terrain au cours des années 80 (Asie de l'Est, Amérique Latine).

Mais on remarque qu'il est difficile d'établir une corrélation entre niveau démocratique (ainsi mesuré) et taux de croissance du revenu moyen par tête.

On remarque que certains régimes dictatoriaux se traduisent par de véritables pillages, alors que plusieurs « histoires à succès » relèvent de régimes non démocratiques (Corée – Taïwan) qui, d'ailleurs, dans un certain nombre de cas, sont entrés dans un processus d'évolution démocratique.

La comparaison entre la Russie, qui est entrée dans un régime de démocratie, et la Chine, qui maintient un régime autoritaire et répressif, est significative de l'ambiguïté des relations qui existent entre régime politique et croissance économique.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE. / ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; PRESSION DE L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE ; DROIT DE L'HOMME ; PROCESSUS DE DEMOCRATISATION ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; DROIT ET DEMOCRATIE ; DROIT ET DEVELOPPEMENT ; TRANSITION POLITIQUE ; DICTATURE ; REGIME AUTORITAIRE ; REGIME POLITIQUE.

Sources : BARRO, R.J.

In : Asia Wall Street Journal. 1993/12/27.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 61

**L'Asie monte en puissance ; elle apprend à dire « non » à l'Occident  
« Nous ne voulons pas dire, explique un officiel de l'Asie du Sud Est de haut  
rang, que nous sommes supérieurs. Nous voulons simplement dire que nous  
ne sommes pas inférieurs ».**

La Malaisie est en pleine prospérité. Les exportations de semi-conducteurs et d'automobiles sont en plein boom. L'économie progresse plus vite qu'aucune autre à l'Ouest. Alors les responsables du pays aimeraient qu'on les respecte un peu ; et vraiment ils insistent.

Quand la presse britannique s'est risquée à faire des insinuations sur la corruption qui régnerait dans le gouvernement de Malaisie, la réponse a été brutale : plus de contrats afin de punir ces mensonges. D'autres nations asiatiques prospères manifestent également leur impatience par rapport à ce que beaucoup considèrent comme un Occident arrogant et dominateur. Singapour refuse d'écouter les plaidoiries en faveur du jeune Américain condamné à la bastonnade pour vandalisme. La Chine rejette avec mépris les demandes américaines en faveur des Droits de l'homme. Le Japon refuse d'accéder aux exigences des mesures chiffrées pour le progrès des échanges. Le Premier Ministre a déclaré qu'il n'était pas convenable de forcer une démocratie de type occidental et européen à se soumettre à une autre.

La nouvelle Asie monte de plus en plus, prospère et confiante en ses propres forces ; elle est souvent pleine de ressentiment par rapport à un Occident prêcher et condescendant. Au lieu de considérer les pays développés occidentaux comme des modèles politiques ou économiques, certains Asiatiques estiment que l'Occident pourrait s'inspirer de leurs exemples rigoureux mais réussis.

La leçon fondamentale que les Américains peuvent apprendre des Asiatiques c'est que pour avancer, il faut secouer les débris de l'histoire ; qu'il s'agisse d'une liberté individuelle sans limite ou d'un respect insuffisant de l'autorité.

« Nous ne voulons pas dire, explique un officiel de l'Asie du Sud Est de haut rang, que nous sommes supérieurs. Nous voulons simplement dire que nous ne sommes pas inférieurs ».

Aussi le Premier Ministre Australien qui avait traité le Dr Mahatir de récalcitrant parce que ce dernier n'avait pas participé à la réunion de l'APEC à Seattle a dû s'excuser sous la menace de voir la Malaisie boycotter les échanges avec l'Australie. Car, dit Mahatir, c'est seulement en étant désagréable qu'on peut retenir l'attention de l'Occident.

Ce désir d'égalité s'affirme non seulement dans le domaine politique mais également dans le domaine des affaires. A l'occasion d'un appel d'offre d'un montant de 700 millions de US \$, le responsable de la société malaysienne demanda à rencontrer personnellement le responsable des 2 principaux offreurs : Siemens et GEC. Le responsable de Siemens accepta, celui de GEC refusa ; Siemens obtint le contrat.

L'Asie a découvert qu'elle pouvait prospérer en se passant de l'Occident. En 1992, alors qu'Europe, Etats-Unis et Japon étaient en récession ou en crise, le taux de croissance des 10 principaux pays asiatiques s'élevait en moyenne à 5,2 % ; en 1994 il sera de 7 %. Les Asiatiques peuvent trouver des financements sans l'appui de Wall Street ou de la Cité de Londres. Si bien que certains financiers occidentaux ont compris que pour faire des affaires sur des marchés aussi divers que la Chine et la Thaïlande, ils doivent faire un effort pour apprendre à s'insérer dans le milieu local en embauchant, par exemple, des nationaux.

Il s'agit d'une véritable révolution psychologique dans des pays qui étaient des colonies européennes et qui ont commencé par prendre modèle sur leurs anciennes métropoles. Mais après une génération, ils commencent à croire en eux-mêmes pour entrer dans une ère de « Renaissance Asiatique ».

Pour l'instant, les heurts entre l'Est et l'Ouest sont surtout d'ordre rhétorique. Toutefois le Japon qui a produit, il y a quelques années, un best seller intitulé : « Le Japon qui peut dire non » est devenu le Japon qui a effectivement dit : Non ! à certaines exigences américaines en matière de commerce. Les diplomates et les intellectuels reconnaissent que l'Asie, en train d'émerger, met l'accent sur ses droits même lorsque cela risque de conduire à l'affrontement.

C'est d'ailleurs ce qui est en train de se produire lorsqu'on réponde aux tentatives américaines de lier Droits de l'Homme ou conditions de travail à l'accès au marché américain, le ministre des Finances de Malaisie qualifie cette démarche d'arrogante.

De nombreux pays asiatiques partagent cette façon de voir. Les Asiatiques qui bénéficient de bas salaires pour exporter considèrent que les pressions occidentales dans ce domaine sont destinées à mettre un frein au dynamisme asiatique.

(suite fiche suivante (2)).

Ces réactions fortes s'affirment et s'estompent successivement en fonction des événements. Mais, de toute façon, il est clair que l'Asie a cessé d'être un terrain de jeu de l'Occident et qu'elle exige d'être prise en considération.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; MALAISIE ; SINGAPOUR ; JAPON. / DROIT DE L'HOMME ; PRESSION DE L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE ; IMPERIALISME CULTUREL ; VALORISATION DE LA CULTURE D'ORIGINE ; COOPERATION REGIONALE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; RELATION INTERNATIONALE ; COMMERCE REGIONAL ; COMMERCE INTERNATIONAL.

Sources :

In : Asia Wall Street Journal. 1994/04/04.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 62

## **L'Asie monte en puissance ; elle apprend à dire non à l'Occident.**

Suite de la fiche précédente.

Les dirigeants Chinois estiment que leur économie est devenue si importante pour les Américains que les Etats-Unis seraient les perdants si les droits de douanes étaient augmentés à cause du problème des Droits de l'Homme.

Nous avons des systèmes de valeur différents, reconnaît Carla A. Hills, ancienne responsable américaine du Commerce. « Les Etats-Unis doivent respecter l'Asie », avertit-elle.

Alors qu'un faux pas peut coûter cher, une coopération avec des Asiatiques plus confiants peut être profitable, fait remarquer C. Fred Bezrgsten ; « En matière économique, je crois que les Etats-Unis auraient tout intérêt à accepter de partager leur leadership avec les Asiatiques ». Mais de nombreux Asiatiques préfèrent à cela une solidarité panasiatique. Le Dr Mahatir, par exemple, avait le premier lancé le mot d'ordre d'une « politique tournée vers l'Est », en exhortant les Asiatiques à apprendre les uns des autres. Il a d'ailleurs développé en Malaisie, avec l'aide Japonaise, une industrie automobile ainsi que des activités « high-tech ».

L'idéal panasiatique ne s'impose toutefois pas aussi facilement dans toute la région. A Manille, par exemple, la Presse a été choquée par les leçons de Lee Kwan Yew à Ramos sur les vertus d'une société plus rigoureuse et moins libre. Les reproches de cette presse n'ont pas tenu compte d'un élément essentiel dans l'affirmation de la région qui est la solidarité culturelle chinoise. Car les importantes communautés chinoises de Taïwan, Hong-Kong, Singapour, Thaïlande, Malaisie et Indonésie sont en train de découvrir un motif de fierté et d'intérêt dans l'évolution de la Chine réformatrice. Après trois décennies de troubles liés au régime communiste, l'économie chinoise a connu une croissance annuelle de 9 depuis qu'il y a 15 ans, Monsieur Deng a proclamé l'ouverture.

Selon un ministre de Singapour, alors que la population américaine a augmenté de 41 depuis 1960, les crimes ont progressé de 560, les naissances illégitimes de 419 et les suicides de jeunes de 200. Les Américains vont réaliser, en regardant l'Asie, que leur société a été déviée dans une seule direction, consistant à libérer l'individu en emprisonnant la société.

L'Asie devient capable de rivaliser avec l'Occident dans les domaines d'excellence de l'Occident. Y compris dans des spectacles faisant appel à des orchestres symphoniques ainsi qu'à des chanteurs prestigieux tels que Luciano Pavarotti récemment invité à un grand show à l'occasion de l'inauguration d'un complexe touristique sur le détroit de Malacca.

La symbolique de cette venue est claire. Non seulement l'Asie a les moyens de se payer les meilleurs spectacles mais son héritage est assez vaste pour intégrer la culture occidentale aussi bien que la culture orientale. En venant en Malaisie, selon le Dr Mahatir, M. Pavarotti a transcendé les frontières physiques, sociales aussi bien qu'idéologiques.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; MALAISIE ; SINGAPOUR ; JAPON. / DROIT DE L'HOMME ; PRESSION DE L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE ; IMPERIALISME CULTUREL ; VALORISATION DE LA CULTURE D'ORIGINE ; COOPERATION REGIONALE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; RELATION INTERNATIONALE ; COMMERCE REGIONAL ; COMMERCE INTERNATIONAL.

Sources :

In : Asia Wall Street Journal. 1994/04/04.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 63

## **La démocratie en Thaïlande : l'herbe semble verte mais les racines pourrissent Les émeutes de Bangkok de mai 92 ont projeté les ONG sur le devant de la scène nationale.**

Les émeutes de Bangkok de mai 1992 demeurent un événement marquant. Alors que de premiers comptes-rendus ont rapporté que la moitié des manifestants appartenaient à la classe moyenne, un rapport plus récent a montré que la plupart des manifestants appartenaient à la classe ouvrière, disposaient de faibles revenus et avaient un faible niveau d'éducation. C'était pour la plupart des célibataires vivant à Bangkok.

Il semble que les gens de la classe moyenne acceptaient d'être blessés mais non d'être tués. Après mai 1992, peu de choses ont réellement changé :

- ni au Parlement où, après les élections de septembre 1992, il y a trop peu de politiciens honnêtes pour contrebalancer le nombre de ceux qui ne le sont pas ;
- ni dans l'armée où peu de choses ont changé dans l'ensemble du corps des officiers ;
- ni dans les médias en particulier à la radio et à la télévision.

Par contre, les événements de mai ont projeté les ONG sur le devant de la scène nationale. Dès lors que les ONG s'intéressent à des problèmes de long terme, leurs militants ne semblent pas aussi frustrés que d'autres par la lenteur de l'avancée des réformes politiques.

Pour se défendre contre le colonialisme, les rois réformateurs ont modernisé l'Etat, centralisé ses structures et développé une bureaucratie à leur service. Même après la révolution de 1932 qui a fait en principe de la Thaïlande une société démocratique, c'est la bureaucratie centralisée qui a continué à contrôler le développement et l'organisation administrative. Pour les militaires, la démocratie est cause d'instabilité et de risque pour la sécurité nationale, d'où les « coups » pour rétablir l'ordre.

Depuis la Révolution de 1932, la classe moyenne s'est constituée en groupes d'affaires puissants. Alors que paysans et travailleurs qui forment la majorité du peuple ont été privés du droit de créer leurs propres organisations et syndicats, le secteur de l'industrie a bénéficié d'une telle promotion au cours des trois dernières décennies. Ses intérêts sont représentés par 2 agences de grande envergure : The Board of Trade, the Thai Industries. Par rapport à la majorité privée de droits, ce sont encore les ONG et autres organisations rurales qui revendiquent la décentralisation pour un partage du pou O.

Actuellement, plus de 200 ONG s'intéressent aux problèmes de développement tout en proposant des solutions alternatives et en contribuant ainsi à promouvoir la démocratie à tous les niveaux. Une vingtaine de forums, fondations, coordinations permettent aux ONG de se rencontrer et de coordonner leurs efforts.

*Le phénomène ONG est en train de se répandre rapidement en Asie du Sud Est en utilisant et en élargissant tous les espaces de liberté nouvellement créés. Ce phénomène mériterait un suivi systématique dans cette région.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

THAÏLANDE. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; RELATION ONG ETAT ; MOUVEMENT POPULAIRE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; TRANSITION POLITIQUE ; REGIME AUTORITAIRE ; REGIME POLITIQUE ; DEMOCRATIE ; ONG.

Sources :

In : Thai Development. 1993.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 64

**Société civile et libéralisation politique à Taïwan**  
***Où il apparaît que des marges de liberté, aussi réduites soient-elles dans une société, offrent une ouverture politique importante pour le progrès vers des libertés politiques beaucoup plus larges...***

C'est en 1989, à l'époque de Tian An Men, que les étudiants taïwanais ont réussi à pousser le Kuomintang à accepter d'organiser une Conférence Nationale afin de discuter de la mise en œuvre des réformes politiques.

L'apparition d'une société civile est en effet un des traits dominants de l'évolution de Taïwan au cours de la dernière décennie.

Il faut se rappeler que la loi martiale qui régnait depuis 1948 avait privé les Taïwanais de tous leurs droits politiques. Aucune élection générale ne fut organisée entre 1947 et 1991. Le gouvernement du Kuomintang exerçait, d'autre part, un contrôle étroit sur l'économie et sur les affaires. Jusqu'au milieu des années 1980, la presse et les médias étaient entre les mains des autorités du KMT, omniprésentes dans toutes les associations et organisations. Il s'agissait en fait d'un régime léniniste ou quasi-léniniste. Toutefois, le contrôle social exercé par le KMT était moins strict que sur le continent. La liberté politique elle-même n'était pas totalement absente. Certaines organisations de masse, telles que l'Association des Agriculteurs ou quelques associations liées aux affaires (industrie) ont contribué à introduire un élément d'autonomie dans le processus politique.

L'Eglise presbytérienne a joué de son côté un rôle actif grâce à l'autonomie qu'elle a pu préserver : elle a participé au mouvement d'opposition à la fin des années 1970.

Ainsi, l'existence d'un certain nombre d'organisations autonomes, tolérées par le pouvoir, ont ouvert une brèche qui a permis aux individus de s'organiser et de faire pression pour une plus grande libéralisation, d'autant plus que le développement d'une économie capitaliste a provoqué des évolutions socio-économiques rapides aboutissant à une certaine déstabilisation du régime KMT.

Les mouvements d'opposition ont gagné progressivement en nombre et en force à partir de 1980. En 1987, on a compté plus de 1800 démonstrations de masse. Ce soulèvement était porté par la prolifération de groupes sociaux et d'organisations autonomes : associations d'agriculteurs, associations professionnelles, syndicats, organisations estudiantines ou écologistes, comités de résidents et de consommateurs. En 1987, 11 300 associations civiques enregistrées groupaient 1 300 000 membres (sur 20 000 000 d'habitants) sans compter un grand nombre d'associations récemment créées et pas encore enregistrées.

C'est sur la base de ce vaste mouvement que fut créé en 1986 le premier parti d'opposition : le Parti Démocratique Progressiste (DPP). Depuis lors, plus de 40 partis ont été créés. C'est finalement en 1989 que fut officiellement reconnu le Droit d'Association et que 16 partis politiques purent participer aux élections de 1989. Dans le même temps, le KMT relâcha son contrôle sur la presse où les titres se multiplièrent.

Les changements socio-économiques rapides ont créé un terrain fertile pour la croissance de la société civile. L'expansion des entreprises privées a rendu de plus en plus difficile le maintien d'un rôle dominant de l'Etat dans sa sphère économique. Les mouvements sociaux ont engendré à leur tour l'émergence d'une conscience publique (politique) critique.

L'ouverture fut favorisée par la succession difficile de Chiang Kai-Chek (1975) et, plus encore, de son fils Chiang Ching-Kuo (1988) qui a affaibli le pouvoir et a ouvert des failles dans le contrôle ainsi que des possibilités élargies à « ceux du dehors ».

Une caractéristique originale de la société civile qui émerge à Taïwan est sa revendication croissante en faveur de la transformation des relations entre l'Etat et la Société. Très souvent, l'Etat est devenu l'objectif ultime des mouvements sociaux qui avaient démarré à partir d'une préoccupation locale et très individualisée autour d'un problème. Mais lorsque les gens s'apercevaient que l'Etat, non content d'ignorer leurs demandes, utilisait la loi pour harceler leur mouvement, alors les objectifs poursuivis se transformaient en revendication en faveur de la réforme politique. Il en est résulté une rapide politisation de la société civile, d'autant plus que se développait une interpénétration entre mouvements sociaux et mouvements politiques, ces derniers fournissant animateurs et ressources aux mouvements sociaux.

A mesure que des mouvements sociaux continuent à se créer et que les organisations civiques se consolident et s'institutionnalisent, la société civile devient plus diverse et plus complexe. D'une part, de nombreuses organisations civiques ont fusionné pour former des Unions au niveau national, mais, d'autre part, la prise de conscience de l'existence de conflits internes et de différences idéologiques ont conduit à des scissions.

Le KMT, touché par la crise, a accepté cette ouverture. Le Président actuel Lee Teng-Hui a abrogé en 1991 la loi martiale et il a organisé à la fin de la même année la première réélection générale de l'Assemblée Nationale. Cela ne signifie pas que le KMT ait abandonné tout contrôle. Mais, c'est un fait, il n'a pas choisi la même voie que le régime de Pékin. La décision de libéraliser le système politique afin de tenir compte de l'émergence des forces sociales suppose que le KMT comprend la nécessité de se transformer afin de demeurer compétitif sur le long terme. Cette transformation nécessaire est aujourd'hui en cours.

En conclusion, il apparaît que des marges de liberté, aussi réduites soient-elles dans une société, offrent une ouverture politique importante pour le progrès vers des libertés politiques beaucoup plus larges. Une fois qu'une telle ouverture politique se réalise, le processus global de libéralisation politique ainsi que l'émergence de la société civile bénéficient des actions réciproques découlant du jeu des différents acteurs.

Même si ces développements positifs ne permettent pas de conclure qu'une véritable démocratie est acquise, le fait est qu'un progrès politique est en cours sur la base d'un compromis entre des citoyens de plus en plus organisés et le parti dominant KMT.

*Les événements qui se sont déroulés depuis la parution de cet article confirment l'ouverture démocratique.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; TAIWAN. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; LIBERALISATION ; REFORME DE L'ETAT ; SOCIETE CIVILE ; MOUVEMENT POPULAIRE ; EGLISE ET SOCIETE ; ORGANISATION POPULAIRE ; ORGANISATION SYNDICALE ; TRANSITION POLITIQUE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; RELATION ETAT SOCIETE CIVILE.

Sources : TAK WING Ngo.

In : Bulletin of Asian Scholars. 1993.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 65

## **A Taïwan, la démocratie est en marche**

### ***Est-ce la démocratie qui engendre la réforme économique ou le contraire ?***

Pour la deuxième fois en 2 mois, les électeurs taïwanais ont voté (fin janvier 1994). A cette occasion, après avoir rappelé brièvement l'histoire récente de la démocratisation à Taïwan, le Professeur Roburson propose le commentaire suivant :

« Il est bien porté, spécialement chez les partisans de l'autoritarisme asiatique, de considérer les réformes politiques comme le résultat des réformes économiques. Selon cette hypothèse, c'est la démocratie qui suit la réforme économique. En fait, comme l'expérience de Taïwan le montre, la réforme économique dépend parfois de la réforme politique qui ouvre en même temps le système politique et le système économique. A Taïwan, la démocratisation représente un équilibre entre l'acceptation par les élites au pouvoir de partager quelques pouvoirs – plutôt que de les perdre tous – et l'acceptation par l'opposition de partager le pouvoir plutôt que de viser un contrôle total ».

C'est la différence essentielle entre Taïwan et les exemples moins heureux des démocraties nouvelles en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union Soviétique. Cela pourrait servir d'exemple pour d'autres.

*Peut-être est-il trop tôt pour des affirmations définitives dans les pays de l'Europe de L'Est, où les évolutions sont rapides.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; TAIWAN. / ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; TRANSITION POLITIQUE ;  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; RÉGIME AUTORITAIRE ; SYSTEME POLITIQUE ;  
DEMOCRATISATION DE L'ETAT.

Sources : ROBURSON, J.A.

In : Asia Wall Street Journal. 1994/01/29.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 66

**A la base de la démocratisation, le cas de la Corée du Sud**  
***Le rapide développement économique de la Corée du Sud a donné naissance à une classe moyenne de plus en plus influente et qui, au cours des années 80, est devenue incapable de supporter un gouvernement autoritaire.***

L'auteur, un avocat d'affaires et militant des Droits de l'Homme, habite à Djakarta (Indonésie).

« L'autoritarisme coréen a semblé avoir trouvé une légitimation (légitimation par défaut) pendant près de 40 ans dans les menaces que faisaient peser sur lui la Chine et la Corée du Nord. Depuis 1948, en effet, mise à part la parenthèse de la seconde République (1960-1961), le caractère autoritaire du gouvernement coréen a été prédominant, jusqu'à la présidence de Roh Tae Woo (1988-1993), qui a marqué la transition.

L'autoritarisme a été favorisé par le caractère hautement centralisé du gouvernement et l'institutionnalisation de valeurs sociales qui sont autoritaires par nature.

Heureusement, le rapide développement économique de la Corée du Sud a donné naissance à une classe moyenne de plus en plus influente et qui, au cours des années 80, est devenue incapable de supporter un gouvernement autoritaire. De plus en plus nombreux étaient les Coréens convaincus que démocratie et démocratisation constituaient le seul ticket d'entrée dans le club des pays avancés.

Ces facteurs internes ainsi que les pressions externes venues en particulier des Etats-Unis ont contribué à accélérer le processus qui a abouti à l'élection de Kim Young Sam qui est un président beaucoup plus démocratique que ses prédécesseurs.

Il est clair en tout cas que les facteurs externes n'ont pas joué un rôle déterminant dans la transition vers la démocratie même s'ils ont pesé d'un certain poids et s'ils jouent un rôle de plus en plus important (conditionnalité, droits de l'homme). Il ne faut pas négliger, en particulier, l'impact de l'opinion publique qui s'exprime à travers la presse internationale et les organisations non gouvernementales.

Mais la clé de la démocratisation se situe à l'intérieur de la société civile. Si la société civile est forte, la démocratisation s'institutionnalisera plus rapidement. Par contre, si la société civile est faible, le processus de démocratisation prendra davantage de temps pour se matérialiser. Malheureusement, la réalité dans le Tiers Monde et, en particulier en Indonésie, c'est la faiblesse de la société civile par rapport à la puissance de l'institution gouvernementale ainsi que Robinson l'a montré dans une publication de 1993.

Plus regrettable encore est le fait que beaucoup ont été impressionnés surtout par les politiques fondées sur l'ouverture, qu'il s'agisse de libéralisation ou de dérégulation économique. Or, libéralisation et dérégulation ne sont pas équivalents à démocratisation ni à démocratie.

Ce contexte, suivante : en 1993, le nombre de pays non libres a augmenté par rapport à l'année précédente : 55 au lieu de 38 en 1992. Encore plus grave : l'Indonésie fait partie de ces 55 pays. En supposant que les conclusions de Freedom House soient correctes, il devient plus difficile pour nous de parler de démocratisation et de démocratie. Nous pouvons seulement dire qu'en réalité, il nous faut encore parcourir beaucoup de chemin avant que le mot de démocratie ait un sens ».

*Ce texte prend du relief en 1996 après les émeutes qui ont secoué l'Indonésie à l'occasion de la succession du Président Suharto.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; COREE DU SUD ; INDONESIE. / DROIT DE L'HOMME ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; TRANSITION POLITIQUE ; PROCESSUS DE DEMOCRATISATION ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; PRESSION DE L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE ; SOCIETE CIVILE.

Sources : Mulya Lubis, T.

In : The Djakarta Post. 1994/02/12.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 67

## **Sur le sentier du pluralisme. La démocratie en Chine à la fin du règne de Deng Tsiao Ping**

### ***Chine : vers une social-démocratie ?***

Quand je suis sorti de prison, raconte Zhou Duo, sociologue, alors que la cote de Deng Tsiao Ping était au plus bas, j'étais convaincu que ce dernier n'était ni un boucher ni un assassin et qu'il ferait à nouveau surface en relançant la réforme et l'ouverture. C'est ce qui s'est produit : il semble que Deng est décidé à poursuivre une ligne de néo-autoritarisme combinant liberté de l'économie avec contrôle de l'expression politique.

L'expérience a en effet appris à Deng que la réponse politique était plutôt un obstacle au développement économique qu'un appui. C'est le modèle est-asiatique prôné par Lee Kuan Yew (Singapour). La débâcle soviétique l'a renforcé dans cette conviction.

Mais le modèle de Singapour néo-autoritaire ne s'est jamais embarrassé de contenu idéologique, alors qu'en Chine, les objectifs de modernisation et de conversion au marché entrent en collision avec l'idéologie léniniste et stalinienne déclarée.

La blessure de 1989 ne peut être cicatrisée par le seul cataplasme du stimulant économique et de la croissance rapide : plus l'appétit évident pour la démocratie sera réprimé, plus il s'affirmera de nouveau avec force.

Après une décennie de réforme et d'ouverture, le point de comparaison pour les Chinois n'est pas le passé de la Chine mais bien le reste du monde.

La seule façon pour le Parti Communiste Chinois de survivre, c'est d'abandonner l'autoritarisme et d'accepter la social démocratie avant qu'il ne soit trop tard et avant d'y être forcé.

Moyennant une réforme politique bien conduite, le Parti pourrait encore obtenir la majorité dans une élection pluraliste et ainsi continuer à former le gouvernement. Il pourrait même constituer le parti dominant. De récents exemples de ce type de transition ont été fournis par Taïwan, la Corée du Sud et le Japon.

Pourquoi ne pas faire le saut que représente cette réforme politique ? Cela représente la dernière et meilleure chance de Deng : une occasion unique pour le patriarche qui est le géant de l'histoire récente de la Chine. Après Deng, aucun de ceux qui s'agitent actuellement sur la scène politique ne peut espérer bénéficier d'une pareille occasion.

*Zhou Duo, sociologue, a été emprisonné en Chine pendant 11 mois après le 4 juin 1989.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

/ MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; LIBERALISATION ; DROIT DE L'HOMME ; DICTATURE ; REGIME AUTORITAIRE ; DEMOCRATISATION DE LETAT ; TRANSITION POLITIQUE ; CHANGEMENT ECONOMIQUE ; IDEOLOGIE ; DEMOCRATIE.

Sources : DUO, Zhou.

In : Far Eastern Economie Review. 1993/01/7.

Fiche N° : 68

**Certains Chinois ne sont pas d'accord sur les déclarations des Etats-Unis sur les droits de l'homme**

***En Chine, un nouvel individualisme se fait jour qui pousse les gens à s'exprimer et à critiquer : ceci est autorisé, tout en sachant respecter certaines limites.***

« On n'est pas aussi libre en Chine dans certains domaines qu'aux Etats-Unis, déclare un entrepreneur mais on est plus libre que dans quelques autres pays ». Pour de nombreux Chinois qui ont eu l'expérience de la paranoïa politique du temps de Mao Tse Tung, la vie est devenue plus confortable et plus libre sous Deng Tsiao Ping. Les réformes économiques ont affaibli les contrôles idéologiques et réduit le rôle du Parti Communiste dans la vie des gens.

S'il est inévitable que la prospérité se traduise en activisme politique, il est clair que le gouvernement ne lui laissera aucune chance. Il y a une frontière à ne pas franchir, qui est celle de la dissidence. Mais en dehors de l'activisme politique, tout est devenu possible en Chine. On peut s'insurger dans les conversations contre la corruption, ou débattre de l'avenir du pays. Les progrès sont évidents même si de nouvelles arrestations assombrissent l'atmosphère.

C'est le changement de valeurs qui explique que l'atmosphère soit plus détendue. L'affaiblissement du rôle du « danwei » (appartenance à une unité de travail) a contribué à développer un sentiment croissant de liberté individuelle de manière très concrète. Car le danwei décidait de tout : promotion, salaire, logement, mariage, voyage, sans compter les réunions quotidiennes pendant la révolution culturelle.

Aujourd'hui un nombre croissant de Chinois échappent au danwei (entreprises privées, étrangères). Même ceux qui appartiennent à une unité de travail jouissent d'une liberté croissante par rapport au Parti Communiste ou autres officiels. Les réunions hebdomadaires sont plutôt consacrées à l'apprentissage de l'économie de marché qu'à autre chose.

Partout un nouvel individualisme se fait jour et pousse les gens à s'exprimer et à critiquer, tout en sachant respecter certaines limites.

Selon un cadre de banque, le Parti Communiste est dans la bonne voie dans la mesure où son leadership permet d'élever le niveau de vie. Et puis « quand il faut élever une famille et mener quotidiennement ses affaires, on n'a pas de temps à gaspiller pour discuter politique » (un commerçant).

*C'est un son de cloche à entendre, même s'il ne semble pas « politiquement correct ».*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/16.

CHINE. / DROIT DE L'HOMME ; LIBERTE D'EXPRESSION ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

Sources :

In : Asia Wall Street Journal, 1994/03/07.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 69

**Chine : la prospérité permet-elle de créer une société plus libre ?**  
***L'ouverture économique engendrera nécessairement une libéralisation des Droits de l'Homme, mais jusqu'où et à quel rythme ?***

Alors que les autorités chinoises continuent de réprimer les dissidents, voici qu'à Wuhan, au cœur du pays, le professeur Wan avec une équipe de jeunes associés crée un Centre pour la Protection des Droits des Citoyens Victimes de Préjudices. Les juristes de ce centre ont défendu avec succès plusieurs citoyens victimes d'injustice. Ils ont déjà reçu 1600 demandes d'aide. C'est un des signes de la révolution tranquille qui est en train de se développer en Chine. Le débat sur les droits de l'homme est ainsi dépassé par des changements plus radicaux dans ce pays le plus peuplé du monde.

L'explosion de l'information (téléphone, télécopie, antennes paraboliques), la croissance des médias locaux créent un terrain favorable à l'expression des opinions et de la protestation contre la corruption, les licenciements, les impôts. La prospérité rend la vie de millions de Chinois plus facile et plus libre. On discute, on proteste, on fait grève, on fréquente les églises souterraines. Le pouvoir du Parti de dicter aux citoyens le lieu de leur habitation, la date de leur mariage, le nombre de leurs enfants s'affaiblit. Cela ne veut pas dire que la transition après la mort de Deng sera facile. Mais le fait est là : le système central est en train de perdre son pouvoir de contrôle non seulement sur les provinces, les villes, les grandes sociétés mais sur chacun des citoyens. Selon certains, la Chine serait en train d'aller vers un régime d'autoritarisme modelé tel que les régimes coréens et taïwanais au début des années 1980.

Alors que la règle et la loi ont pendant longtemps été subordonnées au guanki (relations personnelles), les chinois commencent à se tourner vers le système Judiciaire pour résoudre les conflits relatifs aux affaires ou aux personnes, y compris lorsqu'il s'agit de poursuivre des officiels du gouvernement ou de l'administration.

Il est vrai que le système judiciaire est mal préparé pour traiter un si grand nombre d'affaires et qu'il a, d'autre part, du mal à faire exécuter ses jugements.

Par ailleurs, les mouvements collectifs de protestation se multiplient. En mars, il y a eu 270 grèves dans 3 provinces, d'une durée allant jusqu'à 40 jours et intéressant jusqu'à 10 000 travailleurs. Le mécontentement ouvrier touche le secteur public ainsi que le secteur privé (joint ventures) où l'exploitation des travailleurs est parfois éhontée.

Tandis que l'emprise du parti sur les travailleurs des sociétés d'Etat diminue, la multiplication des sociétés étrangères (qui emploient à Pékin 100 000 à 200 000 personnes) développe de nouveaux cadres de travail. Dans le Guang Dong des millions de Chinois reçoivent les informations diffusées par les chaînes de télévision de Hong Kong. Dans le même temps, journaux, radios, TV se multiplient où le contrôle s'exerce de manière moins stricte ; la presse d'affaire devient plus entreprenante allant jusqu'à lever le voile sur la corruption. Les débats se multiplient sur les radios dans les grandes villes, où l'on critique le gouvernement et la brutalité de la police.

La Chine dispose aujourd'hui de plusieurs presses « officielles », où l'on fait état, d'une part du mécontentement et des grèves ainsi que, d'autre part, du succès des réformes. Même si on ne peut pas parler de liberté de la presse, la divergence entre les opinions exprimées met en lumière l'impossibilité croissante pour le centre de contrôler les esprits et les opinions.

Même si le Parti Communiste ne veut pas lâcher, il apparaît difficile que les durs puissent réprimer la totalité de la société tout en préservant la poursuite de la réforme économique.

Dans ce contexte, la meilleure chose que Washington puisse faire pour favoriser l'épanouissement des droits de l'homme en Chine, c'est de faire en sorte que les portes demeurent aussi ouvertes que possible aux investissements et aux idées.

*Un point de vue qui tranche sur le pessimisme habituel en France sur la situation de la société chinoise.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CHINE. / LIBERALISATION; DROIT DE L'HOMME; DICTARURE, REGIME AUTORITAIRE; INFLUENCE DES MEDIAS; DEMOCRATISATION DE L'ETAT; DEMOCRATISATION DE LA COMMUNICATION; MONOPOLE DE LA COMMUNICATION; SYSTEME JUDICIAIRE ; MOUVEMENT POPULAIRE ; MOUVEMENT OUVRIER ; TRANSITION POLITIQUE.

Sources : Business Week. 1994/06/06.

Consultable à : IREPD, BP47, 38040 Grenoble cedex 09      Fiche N° : 70

## **Le principal problème de la Chine : un autre régime**

### ***Quel type de pression politique doivent exercer les Etats unis sur la Chine pour appuyer la libéralisation du régime ?***

L'approche « Droits de l'homme » invite après tout à la critique. Quelques occidentaux estiment qu'elle est ridicule dans la mesure où elle est hypocrite alors que certains Asiatiques l'attaquent au nom de l'incompréhension culturelle. Une alternative attirante est la suivante : « Baissez la pression sur les droits de l'homme et Pékin deviendra plus coopératif qu'il s'agisse de l'équilibre des échanges ou de la Corée du Nord ».

Mais la question des Droits de l'homme figure sur l'agenda américain non pas à cause des Américains mais à cause des Chinois. Ce sont eux qui ont créé le problème et qui le maintiennent à l'ordre du jour et cela non pas depuis Tian An Men mais depuis la fin du siècle dernier. Car la recherche de la démocratie et d'un ordre constitutionnel pour remplacer la monarchie est sans doute la question la plus importante de l'histoire chinoise moderne. Aussi bien Yuan Shikai que Chiang Kai-Shek avant 1949 butèrent sur ce qu'on appelle aujourd'hui le problème des « Droits de l'Homme ». Mao Tse Tung, qui avait promis la démocratie, n'a jamais tenu sa promesse. Les dissidents d'aujourd'hui s'insèrent ainsi dans une longue tradition. Cet héritage semble apporter une validation à l'intérêt porté par les Américains aux Droits de l'Homme. En réalité, cet objectif est trop étroit car il est fondé sur l'incompréhension du défi fondamental auquel les Etats-Unis sont confrontés aujourd'hui en Chine. Car le problème en Chine ce sont moins les « Droits de l'Homme » que la transition vers un système où le peuple commence à avoir son mot à dire. Ce processus est en cours ; la disparition de la génération des fondateurs du régime communiste va seulement l'accélérer. Les Etats unis ont intérêt à ce que l'évolution se fasse en direction d'une véritable libéralisation qui prenne des formes constitutionnelles.

Sur ce point, les Etats Unis rencontrent le même problème qu'en ex Union Soviétique : leur surengagement en faveur du régime actuel. Ces relations qui durent depuis vingt ans constituent en quelque sorte le « capital » des Américains qui déterminent la politique chinoise et qui espèrent qu'ils obtiendront ce qu'ils souhaitent des gens en place qu'ils connaissent déjà. L'hypothèse qui sous-tend la politique américaine actuelle est que le pouvoir communiste demeurera en Chine substantiellement inchangé et que le même gouvernement chinois acceptera de se libéraliser, de mieux traiter ses citoyens et de coopérer avec la politique étrangère américaine, en Corée, par exemple. C'est le même type de politique qui avait été mis en œuvre en Union Soviétique du temps du gouvernement de Gorbatchev.

La leçon à tirer de l'expérience soviétique est la suivante : le progrès qui se manifeste par la fin des arrestations arbitraires et des emprisonnements va de pair avec la création d'un système politique plus représentatif. Le problème des Droits de l'Homme progresse quand les structures politiques changent et que les lois remplacent l'arbitraire des hommes. Accorder la priorité au changement de régime veut dire pour les Etats Unis modifier leur approche du problème chinois. Il s'agira par exemple de trouver une solution au problème de la « nation la plus favorisée » dans la mesure où une sanction économique ne contribuera guère à aider la Chine à changer de régime. Il s'agira également de modérer les espoirs mis dans les dirigeants actuels, tout en développant des relations avec ceux qui sont appelés à jouer un rôle important : dissidents ou responsables militaires. Tout doit être fait en fonction de ce qui peut favoriser ou stopper l'évolution vers un changement de régime en direction de la démocratie.

Parler ouvertement d'un changement de régime en Chine irriterait le gouvernement actuel beaucoup plus que l'évocation des Droits de l'Homme. Il n'y a pourtant aucune raison pour que les Etats-Unis ne reconnaissent pas le défi qui est réellement lancé et ne se mettent pas à réfléchir à la manière d'y répondre.

*Sans doute faut-il se méfier des habitudes prises avec des partenaires familiers dont on a fini par s'accommoder mais on peut se demander ce que signifie « changement de régime » par rapport aux innovations introduites depuis 1978.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CHINE. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; DROIT DE L'HOMME ; REGIME POLITIQUE ; DEMOCRATIE ; DICTATURE ; REGIME AUTORITAIRE ; LIBERALISATION ; TRANSITION POLITIQUE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; REFORME DU SYSTEME JUDICIAIRE ; RELATION INTERNATIONALE.

Sources : WALDRON, Arthur. In : Asia Wall Street Journal. 1994/04/04.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 71

## Dissidence et démocratie en Chine

### ***Les dissidents chinois exilés ne sont pas les futurs gouvernants de la Chine.***

Après trois années les organisations de dissidents en exil ont tenté de s'unifier. Ces tentatives ont échoué et les oppositions internes n'ont jamais cessé. « L'ennemi étant loin, les batailles tendent à devenir intestines. On est loin des beaux jours des commencements après Tian An Men ».

Les dissidents ont réussi à mobiliser aux Etats-Unis un mouvement contre la politique chinoise, du Président Bush ; ils ont également réussi à mettre les Droits de l'homme en Chine à l'ordre du jour politique aux Etats-Unis. Mais les années passant leur influence sur la politique américaine a décliné.

La capacité des dissidents exilés de peser sur les événements en Chine est encore plus problématique. La principale limite à leur influence en Chine, c'est le rythme des changements économiques et sociaux et même politiques qui transforment la Chine. La situation est différente de celle des années 1980, alors qu'une « élite » démocratique faisait pression d'en haut en faveur d'une libéralisation politique à l'intérieur même du Parti Communiste. Les ferments en œuvre aujourd'hui se développent depuis la base. Un nombre inconnu d'hommes d'affaires, d'intellectuels, de travailleurs et autres sont attelés à la tâche de créer une société civile où les structures et les groupes apparaissent et fonctionnent sans avoir recours à la permission du parti. Dans une telle situation les leaders de la génération élitiste des années 1980, qui vivent pour la plupart aux Etats-Unis sont de moins en moins en phase avec la situation chinoise. Leurs méthodes sont trop traditionnelles, trop semblables à celles des « lettrés » de l'ancien temps qui essayaient d'orienter les gouvernements vers le bien.

D'où le caractère irréaliste d'une perspective envisageant le retour des dissidents pour occuper en Chine des postes dominants dans un futur gouvernement. Dans l'avenir, le pouvoir appartiendra à ceux qui sont restés et qui se sont élevés à des postes d'autorité à l'intérieur du système ; pas à ceux qui ont vécu en dehors de la Chine. Toutefois, il faut se rappeler qu'à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, Sun Yat Sen a rallié l'opposition chinoise d'outre mer dans son combat contre la dynastie corrompue des Qmg. Les longues années de lutte de Sun furent couronnées de succès en 1911 lorsque la dynastie Mandchou s'effondra. Sun était à Denver aux Etats-Unis au temps de la Révolution lorsqu'il devint le premier Président de la République de Chine.

*Il ne semble pas qu'en 1996, la situation soit très différente. Cela rend d'autant plus intéressante l'évaluation des espaces de « liberté », si ténus soient-ils, qui accompagnent le développement économique et social.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CHINE : ETATS UNIS. / MONDIALISATION ; DEMOCRATIE ; DROIT DE L'HOMME ; REFUGIE POLITIQUE ; DEMOCRATIATION.

Sources :

In : Far Eastern Economie Review. ; « Innocents abroad » 1994/09/15.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 72

**Les droits de l'Homme : une machine de guerre occidentale en Asie ?  
La Chine, les pays de l'ASEAN et les nations occidentales. La Chine refuse  
que  
soit liés coopération économique et respect des Droits de l'Homme.**

Après Tian An Men, les pays de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) ont contribué à réduire l'isolement de la Chine en développant avec elle leurs relations politiques et économiques, anxieuses qu'elles étaient de réintégrer la Chine dans le système international. C'est en 1990 que furent rétablies ou établies des relations diplomatiques avec l'Indonésie et avec Singapour, tandis que les échanges économiques se développaient. Lee Kuan Yew, Chef de l'Etat de Singapour, invita à plusieurs reprises les pays occidentaux à considérer les problèmes de la Chine dans une perspective de long terme, tandis qu'il conseillait à la population de Hong Kong de renforcer son intégration économique avec la Chine sans revendiquer un système démocratique formel (un homme une voix), Car pour Lee Kuan Yew, la stabilité sociale et politique est un préalable indispensable à la réforme de l'économie.

Chine et pays de l'ASEAN sont d'accord pour estimer que les positions actuelles sur les Droits de l'Homme telles qu'elles sont préconisées dans les relations internationales sont propres aux nations occidentales. Pour les Chinois, droits de l'homme et pluralisme politique étaient dans un premier temps une machine de guerre occidentale.

Depuis Tian An Men et la chute du communisme en Europe de l'Est et dans l'ex URSS, la position de la Chine a évolué. La Chine reconnaît aujourd'hui la légitimité de la préoccupation en faveur des Droits de l'Homme. Mais sa situation de pays en voie de développement ainsi que sa culture originale ne lui permettent pas d'évoluer au même rythme que les démocraties occidentales. Il lui faut en effet donner priorité aux exigences (et aux droits) du développement économique et social sans mettre en péril la stabilité de la société. C'est un problème de souveraineté nationale, de sorte que la Chine refuse que soit liée coopération économique et respect des Droits de l'Homme.

La Malaisie, l'Indonésie et Singapour ont adopté la même position : en aucun cas Droits de l'Homme et Protection de l'Environnement ne sauraient être utilisés comme « conditionnalité » de l'aide et du financement du Développement. Ces trois pays rejoignent ainsi la Chine pour combattre la domination politique occidentale qui transparaît sous la croisade en faveur des Droits de l'Homme. Selon ces perspectives, plutôt que des droits politiques individuels, c'est la stabilité politique et sociale qui est le préalable à la croissance économique. Toutefois, les responsables chinois savent que les pays de l'ASEAN avec lesquels ils font front contre la croisade occidentale en faveur des Droits de l'Homme ont connu un développement plus rapide que celui de la Chine en particulier à Singapour, Etat à dominante chinoise.

En effet, si Lee Kuan Yew s'est fermement opposé à la campagne occidentale contre la Chine en faveur des Droits de l'Homme, c'est seulement parce qu'il est convaincu, en fonction de la réalité historique, culturelle et politique de la Chine, que la meilleure façon de délivrer le pays du système communiste, est de consolider son intégration dans le système mondial, en liant sa prospérité à l'économie des grandes nations commerçantes.

JUDET. Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; CHINE. / MONDIALISATION ; ETAT ; RELATION ETAT SOCIETE ; ASEAN ; DROIT DE L'HOMME ; POLITIQUE REGIONALE ; COMMERCE REGIONAL ; INTEGRATION REGIONALE ; SYSTEME POLITIQUE ; RELATION INTERNATIONALE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT SOCIAL ; TRANSITION POLITIQUE ; POLITIQUE DE COOPERATION ; CROISSANCE ECONOMIQUE.

Sources : Jie Chen.

« Human rights : ASEAN. New importance for China » The Pacific Review. 1993.

Fiche N° : 73

**Le bouddhisme est en crise**  
***Les scandales en matière d'argent et de sexe qui éclatent chez les moines bouddhistes révèlent qu'il y a crise au cœur du bouddhisme thaïlandais.***

En Thaïlande, les moines qui ont réussi, c'est-à-dire ceux qui sont riches, ont appris que la magie la meilleure s'appelle utilisation efficace des mass-media. Par exemple, l'Abbé Luang Poh Koon de Bangkok, le moine le plus riche, est bien connu au niveau national grâce au support des média. Des politiciens éminents, parmi lesquels un ex-premier ministre ont recherché les bénédictions de l'abbé, le roi lui-même a fait son éloge. Les gains financiers de l'Abbé sous forme de donations sont une bonne chose pour le bien être social. Mais personne ne se demande s'il est bon ou mauvais pour un moine de faire de l'argent, même si c'est pour une bonne cause. On a tort. Car l'essentiel du message bouddhiste est un appel au renoncement au sexe comme à l'argent. Les scandales en matière d'argent et de sexe qui éclatent chez les moines bouddhistes révèlent qu'il y a crise au cœur du bouddhisme thaïlandais. Un moine qui détourne même de petites sommes d'argent cesse d'être un moine. Bien adapté à une société agraire simple et à une cour féodale, le bouddhisme a cessé d'harmoniser son enseignement avec des temps modernes plus complexes. Il n'est pas adapté à la montée de classes moyennes. Le déclin a commencé il y a plusieurs décennies. Tout d'abord, le Bouddhisme devenu religion d'Etat en 1901 a abandonné son rôle de contestation du pouvoir. Plus tard le Bouddhisme ne réagit pas aux mots d'ordre du gouvernement. Le travail c'est de l'argent ; l'argent c'est du travail. Slogan qui allait également contre l'enseignement du Bouddha selon lequel le travail devait servir à vivre mais non à l'exploitation ni à l'accumulation de richesse ni au luxe. Le pire c'est que les moines se sont lancés à leur tour dans la fièvre de la consommation.

Les choses pourraient changer. Les deux universités qui forment les moines pourraient les aider à réformer leur comportement. Cela pourrait aider les moines comme les laïcs à mieux comprendre leur société et les encouragerait à être humbles, tolérants et attentifs aux malheureux.

Un groupe se préoccupe d'aider le Bouddhisme à s'adapter au monde moderne. Il s'élève contre une modernisation qui fait fi de la culture. Cependant son travail n'attire pas beaucoup l'attention de la presse qui préfère s'occuper d'ésotérisme, d'abus sexuels, d'extravagances commerciales ou du conseil supérieur bouddhique qui s'enfonce dans la crise.

*L'auteur de l'article fait remarquer que l'évolution du bouddhisme thaï n'est pas sans analogie avec l'anglicanisme, également religion d'Etat. Il s'agit en Thaïlande d'un bouddhisme monastique qui intéresse, Thaïlande, Cambodge, Laos, Birmanie (Bouddhisme du Petit Véhicule).*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

THAÏLANDE. / BOUDDHISME ; EME DE VALEURS ; RELATION RELIGION SOCIETE.

Sources : SWARAKSA, Sulak.

In : Far Eastern Economic Review. 1996/05/09.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 74

**Les Chrétiens et la recherche asiatique de l'harmonie**  
***Si les chrétiens et leurs Eglises veulent devenir des instruments efficaces de réconciliation et d'harmonie parmi les peuples, il est nécessaire de réviser quelques-unes des valeurs éthiques et morales en ce qui concerne la vérité, la justice et la liberté.***

Ces lignes sont tirées d'un texte publié par la Fédération des Conférences épiscopales d'Asie en mars 1996.

« La situation présente de conflit et de crise en Asie est une chance et un défi pour les ressources religieuses et culturelles du continent : elle leur offre l'opportunité de chercher des voies pour en sortir. Il y a une prise de conscience croissante parmi les religions et les cultures que les conflits ne doivent pas être nécessairement résolus par l'utilisation de la force ou l'imposition de structures étrangères, mais qu'ils peuvent l'être en activant le potentiel existant, religieux et culturel, y compris celui du christianisme, à l'intérieur du continent. Les Eglises asiatiques ont pleinement conscience qu'elles ne peuvent pas remplir ce rôle seules mais seulement dans une collaboration courageuse et humble avec les autres religions et mouvements en Asie. Enrichies par les traditions théologiques occidentales du passé, elles ont, d'une certaine manière et petitement un rôle de dénonciation des injustices et des oppressions. Ce mode d'action était facilement compris et soutenu par l'Occident chrétien, et pourtant il n'avait pas le potentiel de collaborer avec les mouvements religieux et culturels d'Asie pour agir contre les conflits. Cette incapacité des chrétiens et de leurs Eglises à collaborer plus étroitement avec les autres mouvements asiatiques est due en premier lieu à la représentation du monde et à la vision théologique du passé.

Avec une représentation du monde nourrie de philosophie gréco-romaine (et la théologie qui en résulte), les Eglises tendent à résoudre les questions conflictuelles par l'imposition de la loi de la force et de l'ordre en demandant une justice distributive et en condamnant les personnes à l'exclusion dans des situations irrémédiables.

Par ailleurs, notre position, arrogante et absolue, de seuls juges et critiques de morale, sans collaboration avec d'autres pour résoudre les conflits, nous fait apparaître comme des pharisiens isolés.

Si les chrétiens et leurs Eglises veulent devenir des instruments efficaces de réconciliation et d'harmonie parmi les peuples, il est nécessaire de réviser quelques-unes des valeurs éthiques et morales en ce qui concerne la vérité, la justice et la liberté.

Cet appel à une nouvelle éthique de l'harmonie qui met l'accent sur les valeurs de vérité, de justice et de liberté humaine, ne doit pas être mal interprété comme une réduction du christianisme à un système de valeurs morales et éthiques ou à une sorte de néolibéralisme. Tout au contraire, un tel accent rendra le christianisme asiatique plus fidèle à l'Evangile et mieux articulé sur le besoin asiatique d'harmonie. Nous devons produire une théologie cosmique de l'harmonie. L'Eglise doit irradier cette harmonie dans sa relation avec le monde ».

*La fin de l'expérience des Jésuites chinois au XVIIe avait brisé la tentative de rapprochement harmonieux de l'Eglise avec la Culture Confucéenne. Il est intéressant de constater qu'un renouveau se dessine au moment précisément où les « valeurs asiatiques » sont de nouveau à l'ordre du jour.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE. / EGLISE ; RESOLUTION DES CONFLITS ; RELATION RELIGION ET POLITIQUE ; RELATION RELIGION SOCIETE ; CULTURE RELIGIEUSE ; SYSTEME DE VALEURS.

Sources :

In : Supplément « Eglises d'Asie ». 1996/09.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 75

## Valeurs asiatiques

### ***En Asie : le succès économique s'accompagnera-t-il de la perte des valeurs asiatiques ?***

A la suite des succès en Asie depuis 20 ans, certains asiatiques se sont mis à proclamer que leurs succès sont dus à la supériorité des valeurs asiatiques sur les valeurs occidentales. Mais l'Asie est extrêmement diverse et puis, que faut-il considérer comme valeurs asiatiques ; la famille, l'éducation, une épargne forte, un travail acharné, etc. ? Car cela pourrait laisser penser que ces « valeurs » couvrent en réalité le refus de leaders autoritaires de céder le pouvoir.

De toute façon, des leaders (Malaisie. Singapour) qui ont réussi méritent d'être écoutés à propos de leurs pratiques d'autoritarisme modéré. Car le problème est de savoir aujourd'hui comment réaliser un équilibre entre ordre et liberté ; entre responsabilité du gouvernement et responsabilité de la famille. Les pays pauvres dont le revenu s'améliore (Chine, Inde. Indonésie) reproduisent actuellement le modèle suivi au 18e et au 19e siècle par la Grande Bretagne, où les désordres et les crimes ont d'abord augmenté alors que les paysans pauvres étaient happés par les villes industrielles surpeuplées, avant qu'au bout de plusieurs décennies, le niveau de vie de la masse des gens s'améliore. Même lorsqu'elle se réalise avec succès, la transition est toujours traumatisante.

Beaucoup d'Asiatiques sont inquiets de l'évolution des choses marquées par le déclin de la discipline, de la vie familiale, de la sécurité : tout ce qui a touché les Etats-Unis puis l'Europe au cours des dernières quarante années.

Comment l'Asie peut-elle éviter cette évolution qui résulte de la richesse et de la liberté individuelle croissante et qui est déjà à l'œuvre ? Le pourcentage de divorces augmente rapidement en Corée, à Hong Kong et à Singapour. Le taux de fécondité est déjà au plus bas à Singapour (1,6), il diminue très vite à Hong Kong (de 2,2 à 1,3 entre 1980 et 1991), ainsi qu'en Corée du Sud (de 3,0 à 1,7). On comprend que les « valeurs » soient exaltées au moment où elles sont menacées.

*« L'affirmation » actuelle de l'Asie correspond à une situation où l'Occident encore pétri de sa supériorité commence à peine à se préoccuper de cette réalité nouvelle non seulement en termes de concurrence agressive, mais aussi d'attention portée à une histoire, une culture, etc.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; CHINE ; INDE ; MALAISIE ; SINGAPOUR ; INDONESIE. / DEVELOPPEMENT ; SYSTEME DE VALEURS ; REGIME AUTORITAIRE ; TRANSITION POLITIQUE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE.

Sources :

In : The Economist. 1904/05/28.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 76

## **Le coût du développement : nouvelles mesures à Singapour** ***Quand la loi se mêle de resserrer les liens familiaux.***

Pour la première fois, un juge de Singapour a puni une mère (amende de 710 US dollars) pour avoir négligé de s'occuper de sa fille de 15 ans qui par ailleurs a été condamnée à 2 ans de maison de correction pour vol à main armée. La mère avait été mise en garde 7 fois par l'école de sa fille sans avoir réagi.

La délinquance juvénile (vols, drogues...) est en effet en progression rapide. Pris par la recherche de la richesse, les habitants de Singapour abandonnent leurs valeurs. Heureusement qu'il n'y a pas de problème d'emploi ni de logement et que par ailleurs les systèmes de santé et d'éducation sont bien développés.

Le gouvernement met également en place des politiques pour soutenir la famille, qu'il s'agisse d'aide au logement des jeunes couples (dons) qui achètent des appartements situés près de la maison de leurs parents ou du « Maintenance of Parents Act » qui permet aux parents délaissés de réclamer une aide à leurs enfants devant la justice.

De nombreux services sociaux sont en place, en particulier pour lutter contre la drogue et l'alcoolisme ainsi que pour faciliter l'insertion des jeunes.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; SINGAPOUR. / SYSTEME DE VALEURS ; DROITS DES JEUNES ; AIDE AU LOGEMENT ; AIDE SOCIALE ; INSERTION SOCIALE ; FAMILLE ; RELATION ETAT SOCIETE ; RUPTURE DU LIEN SOCIAL

Sources :

In : Far Eastern Economic Review. 1996/08/01.

Consultable  
IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

à :

Fiche N° : 77

## **La famille et ses valeurs en péril en Asie du sud-est.**

La croissance économique rapide a introduit des changements profonds dans la société Thaï ; elle a érodé les structures familiales qui jusqu'à maintenant pourvoyaient au bien être et au soutien économique.

Les réseaux familiaux traditionnels revendiqués par les gouvernements de la région comme le cœur des valeurs sociales locales s'effritent sous les coups de la croissance économique, des migrations qui en résultent ainsi que de l'évolution des modèles de comportement.

L'absence croissante de soutien familial aux malades et aux anciens crée une demande pour des services sociaux coûteux. « Les temps ont changé. Il y a dix ans les gens vivaient sous le même toit et travaillaient dans les champs voisins. Aujourd'hui, ils travaillent en ville ou en usine si bien qu'ils ne passent pas autant de temps à la maison ».

La rupture des structures traditionnelles de la famille ont des conséquences importantes. Elle augmente le coût des services sociaux dont les pays du Sud-Est asiatique avaient jusqu'à maintenant pu se passer.

Cela est vrai de la Thaïlande mais aussi de la Malaisie où une enquête vient de révéler que parmi les jeunes de 13 à 21 ans 71 fumaient, 40 visionnaient des vidéos pornographiques, 28 s'adonnaient aux jeux d'argent et 14 aux drogues dures. Selon un médecin, il s'agit d'un véritable sida social.

Le divorce progresse rapidement en Malaisie, à Singapour, en Thaïlande.

Le soutien familial aux personnes âgées est en danger, alors qu'en raison de la transition démographique, le nombre des gens âgés de plus de 60 ans est en croissance : plus de 10 de la population thaïlandaise en l'an 2000. Contrairement à la tradition, les maisons de retraite se multiplient. Les gens estiment qu'ils n'ont plus le temps ni l'énergie de s'occuper de leurs parents âgés après avoir dû affronter le trafic des rues de Bangkok.

Il a fallu (Singapour) que le gouvernement ait recours à la loi pour forcer les enfants à s'occuper de leurs parents âgés. Comme le cas de Singapour le montre, les dépenses sociales deviennent inévitables au fur et à mesure que les problèmes sociaux s'aiguisent et que la cellule familiale devient incapable de les résoudre.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASEAN ; THAÏLANDE ; MALAISIE ; SINGAPOUR. / SYSTEME DE VALEURS ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; COMPORTEMENT CULTUREL ; CHANGEMENT CULTUREL ; CHANGEMENT SOCIAL ; SERVICES SOCIAUX ; RUPTURE DU LIEN SOCIAL ; DESINTEGRATION SOCIALE ; PROBLEMES SOCIAUX ; FAMILLE.

Sources :

In : Far Eastern Economic Review. 1996/08/01.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 78

## **Préalables structurels et culturels de la démocratie : quelques observations** ***Pourquoi le Japon a-t-il été capable de construire une démocratie alors que la Chine est devenue communiste ?***

A propos du Japon et de la Chine, se pose la question suivante : pourquoi ces deux pays ont-ils évolué tellement différemment non seulement économiquement mais politiquement ? Pourquoi le Japon a-t-il été capable de construire une démocratie alors que la Chine est devenue communiste ?

On peut montrer que la société chinoise a toujours été plus égalitaire et moins exclusive que la société japonaise ; plus égalitaire également du point de vue des sexes. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, le système politique chinois a été plus avancé et plus rationnel grâce à son organisation bureaucratique sophistiquée et à ses procédures très élaborées. Pendant des siècles, la Chine a été du côté des fournisseurs de techniques au profit des états voisins. D'autre part, il y a peu de chose dans la société japonaise qui puisse être citée en référence avec la démocratie telle que nous la comprenons, qu'il s'agisse de la hiérarchie, des préséances, du sens très développé de l'identité du groupe, de la répression de l'individualisme, de la discrimination anti-féminine, etc. Malgré tout cela, le Japon a pu se doter d'un cadre institutionnel démocratique dès les années 1880 jusqu'à la démocratie de plein exercice après 1945, alors que les tentatives chinoises de démocratisation ont jusqu'à maintenant échoué.

L'explication centrale est à trouver dans les différents modes de stratification de ces deux sociétés. Le Japon est caractérisé par une stratification verticale : c'est le seul pays en dehors de l'Europe qui a connu la féodalité, pendant plus de 1000 ans, c'est-à-dire pendant plus longtemps que dans n'importe quel autre pays. Le féodalisme Japonais avait une structure simple et multiple, avec plus de 250 principautés féodales en constante rivalité les unes avec les autres. Aucun féodal n'était assez puissant pour dominer les autres. Une longue tradition de compétition et de conflit s'est développée entre unités territoriales autonomes d'où a émergé un modèle original de consultation, de compromis et de construction d'un consensus.

La présence d'un empereur, symbole de l'autorité nationale, et quasi surnaturel, a maintenu les conflits dans des limites supportables. Cette situation a permis les combats de factions et les luttes pour le pouvoir dans le cadre du système impérial, ce qui était impensable ailleurs en Asie. Ces luttes ont été circonscrites au niveau des seigneurs sans y impliquer, la plupart du temps, les masses populaires. Aucune idéologie, y compris le Confucianisme en tant que doctrine d'Etat, n'a pu prendre racine dans la société japonaise. Il n'y a eu au Japon aucune révolte paysanne de masse ni grande révolution sociale dans les temps modernes. Les structures féodales de la société japonaise n'ont pas été détruites, mais simplement modifiées et incorporées dans la structure moderne de gouvernement.

L'établissement d'un système représentatif de gouvernement à la fin du XIXe siècle a été destiné à apaiser les seigneurs féodaux et à reconnaître la réalité d'une décentralisation du pouvoir qui existait depuis longtemps dans la société japonaise.

En Chine, la situation est différente ; peut-être l'événement le plus important de l'histoire chinoise a-t-il été l'élimination, il y a 2000 ans, de la féodalité comme institution sociale et politique. Ce fut la conséquence de l'unification politique précoce du pays et du degré élevé de centralisation du pouvoir : ce qui fut rendu possible, de façon assez ironique, par le niveau élevé et précoce du développement technologique. Cela se traduisit par l'absence d'une structure de classe rigide et, en particulier, d'une aristocratie héréditaire, ainsi que par le rejet de l'hérédité comme source première de légitimité.

Dès lors, il n'existait aucune organisation sociale ou politique intermédiaire entre l'autorité impériale et la masse de la population. Aucun centre de pouvoir local autonome n'était de ce fait habilité à se développer.

Pendant des siècles, la Chine a présenté les caractéristiques d'une société de masse où la famille constituait la seule unité sociale susceptible de faire concurrence à l'autorité impériale pour s'attirer la loyauté du peuple.

L'unité politique de la nation supposait nécessairement la promotion de normes politiques et sociales mettant l'accent sur : unité, harmonie, stabilité mais pas du tout sur concurrence et conflit. D'où le rôle central de l'idéologie confucéenne dans l'histoire chinoise. Alors que l'empereur du Japon était considéré comme le descendant direct de la déesse du Soleil, en Chine, l'autorité de l'empereur ne fut jamais sanctionnée par Dieu ni garantie par l'hérédité. L'empereur devait faire la preuve de sa

supériorité : militaire, politique, administrative, ce qui voulait dire que de temps en temps, le chef suprême pouvait être choisi au terme d'un processus naturel, à travers un combat politique réel. De toute façon, l'empereur était lié et identifié à la classe dominante, dans la mesure où la nation était inévitablement divisée en une élite minoritaire dominante et des masses dominées.

En conséquence, alors qu'au Japon, l'empereur intouchable pouvait prendre une attitude distante par rapport aux conflits politiques, en Chine un empereur faible et incompetent courait le risque d'être détrôné pour être remplacé par un nouveau successeur pourvu du mandat du Ciel. C'est ainsi que se succédèrent les dynasties.

On comprend alors que la concurrence et le conflit entre groupes sociaux ou unités géographiques étaient perçus comme socialement perturbateurs et politiquement déstabilisants : en tout état de cause, à décourager et à supprimer. En raison de cette faiblesse structurelle de la société chinoise, et du dédain traditionnel pour le conflit, les conflits politiques majeurs ne purent prendre que deux formes extrêmes : tout d'abord, au plus haut niveau, sous la forme de coups d'Etat de palais mais aussi, plus fréquemment, au plus bas niveau, sous la forme de révoltes de masse.

La Chine n'a pu sortir du cycle des dynasties et il n'est pas étonnant que les tentatives de démocratisation de la Chine moderne aient toutes échoué. La chute du système impérial a accentué la faiblesse structurelle et culturelle de la société chinoise tout en balayant la totalité du vieil ordre bureaucratique et en détruisant le consensus ancien sur la manière dont la nation devait être gouvernée. Loin d'ouvrir la voie pour un Etat plus démocratique, cet événement a seulement rendu la Chine plus vulnérable au totalitarisme.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CHINE ; JAPON. / CONFLIT ; DEMOCRATIE ; DEMOCRATISATION DE L'ETAT ; PROCESSUS DE DEMOCRATISATION ; RELATION PAIX DEMOCRATIE ; HISTOIRE NATIONALE ; HISTOIRE POLITIQUE ; CULTURE POLITIQUE ; RELATION CULTURE POUVOIR ; RELATION CULTURE ET POLITIQUE.

Sources : Chang Pao Min.  
In : Asian Profile. 1993/12.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 79

## **Occident et Japon. Quelques réflexions sur les différences culturelles entre l'Occident et le Japon.**

Alors que pour les Occidentaux le temps est linéaire, pour les Japonais, il est circulaire, si bien qu'il y a espérance au cœur de la désespérance. Par ailleurs, la réalité étant précaire, il y a nécessité permanente de s'ajuster.

La culture chinoise est fondée sur la solidarité (cela vaut pour la Chine, la Corée, le Japon) ; c'est pourquoi dans les entreprises japonaises, on ne licencie pas, car on est en famille.

Les Occidentaux introduisent une séparation nette entre l'Etat et le privé. Au Japon, il y a recouvrement et imbrication sans qu'on puisse identifier une frontière nette. De la même façon, on peut trouver chaque chose au sein de son contraire.

Pour les Japonais comme pour Hegel, le futur est écrit dans le passé. Or, les Occidentaux oublient le passé (par exemple, lorsqu'ils parlent des Droits de l'Homme). Cela explique la neutralité du Japon lorsqu'il est question des Droits de l'Homme, par exemple à l'occasion de la controverse entre les Etats-Unis et la Chine.

Pour les Japonais, c'est la terre qui est sacrée, non le ciel ; d'où l'acharnement à défendre le riz japonais contre l'ouverture aux importations américaines. Le Japon a été reconnu et apprécié à partir du moment où il a été vainqueur de la Chine en 1895 et de la Russie en 1905. Les Japonais n'ont pas d'identité sinon l'identité qu'ils tirent de la terre. Les Japonais qui étaient divisés en clans, proches de la terre, se sont donnés après 1868 un Etat nation pour offrir une « image convenable » aux Occidentaux.

Il faut comprendre le suicide au Japon en admettant que pour un Japonais il n'y a pas de véritable rupture entre la vie et la mort, y compris pour les jeunes gens, de la même façon qu'entre le « Oui » et le « Non ». Autrefois, il n'y avait pas de prison au Japon, les seules condamnations étaient :

- soit la condamnation à mort,
- soit l'obligation de se faire hara-kiri,
- soit l'enfermement à la maison sous surveillance familiale.

L'occupation américaine a été considérée par les Japonais comme positive même si elle a été la conséquence de la défaite humiliante. L'occupation qui s'est traduite par la destruction des Zaibatsu (grands groupes japonais jusqu'en 1945) et par la réforme agraire a provoqué également l'avancée de la démocratie.

D'ailleurs, il n'y a pas, pour les Japonais, d'opposition tranchée entre ami et ennemi. Les prisonniers de guerre japonais ont été stupéfaits d'être bien traités par les Américains et ils ont été jusqu'à révéler aux Américains l'emplacement de tel ou tel de leurs propres Etats-majors.

Une réflexion du Professeur Mizuno pour terminer : « C'est la Chine qui a l'avenir pour elle car est la mère de la culture asiatique ».

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

JAPON ; ASIE. / IDENTITE CULTURELLE ; REPRESENTATION CULTURELLE ; RELATION CULTURE ET POLITIQUE ; CULTURE.

Sources : MIZUNO, Pr.  
« Séminaire DESS. Université P. Mendès France » 1996/01.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 80

**Une comparaison entre les modèles philosophiques chinois et occidentaux**  
***La philosophie chinoise s'adapte à la réalité, alors que la philosophie occidentale la transforme. C'est la raison fondamentale pour laquelle l'Europe occidentale – et non la Chine – a donné naissance au capitalisme...***

La philosophie chinoise ancienne repose sur la notion d'un tout unique dans lequel on peut distinguer deux composantes : le Yin et le Yang.

C'est la dualité dans l'unité. Sun Yat Sen (Premier Président de la République chinoise) s'inscrit dans cette tradition en affirmant que « la matière et l'esprit se complètent en s'affrontant ; ils sont à la fois antithèse et unité ».

Par contre, l'ontologie occidentale est fondamentalement dualiste : le monde, pour elle, est caractérisé par la juxtaposition de deux principes opposés : de Descartes à Kant (les phénomènes et les choses en soi).

Les Orientaux privilégient l'unité, les Occidentaux, l'opposition.

D'un côté, une vision intégratrice qui correspond à un mode de pensée totalisant ou organique. De l'autre, un raisonnement linéaire et mécaniste fondé sur l'exclusion qui a excellé dans le développement des sciences et de la logique. Alors que le propre de la philosophie chinoise est d'explorer les voies de l'unité.

C'est en transformant leur environnement que les Occidentaux cherchent les voies de la liberté, alors que les Chinois les cherchent en eux-mêmes en tâchant de mettre en harmonie monde intérieur et milieu extérieur.

C'est parce que la philosophie occidentale met l'accent sur les contradictions et les oppositions qu'une tradition démocratique a commencé à se développer dès l'époque de la Grèce Antique.

C'est parce que leurs homologues chinois se sont attachés à les concilier qu'a été élaborée l'idéologie politique de la « grande unité » qui a fourni la base du despotisme féodal.

Cette philosophie, qui a assuré l'unité et la stabilité du pays, a favorisé, en revanche, le conservatisme en étouffant l'individu, en formant un « peuple docile », en renforçant le patriarcat, en soutenant le despotisme et en perpétuant le système féodal.

La philosophie chinoise s'adapte à la réalité, alors que la philosophie occidentale la transforme. C'est la raison fondamentale pour laquelle l'Europe occidentale – et non la Chine – a donné naissance au capitalisme,...

On peut dire que ces deux modèles sont respectivement le produit de la « civilisation du mouvement » propre à l'Orient et de la « civilisation du mouvement » propre à l'Occident et que l'opposition entre ces deux cultures illustre les contradictions de notre époque.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

ASIE ; CHINE, / DEMOCRATIE ; PHILOSOPHIE : IDEOLOGIE ; SYSTEME CULTUREL ; SYSTEME DE VALEURS ; DIMENSION CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT ; PREALABLE CULTUREL DU DEVELOPPEMENT.

Sources : JINGSHAN, Liu.

In : Communication au XVIII<sup>e</sup> Congrès mondial de Philosophie.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 81

## **Le Japon ancien et moderne**

***Le Japon n'a produit ni génie philosophique ni grande culture ou religion mais c'est une machine à adapter et à s'approprier.***

Le Japon n'a produit ni génie philosophique ni grande culture ou religion mais c'est une machine à adapter et à s'approprier.

L'Occident a été connu au Japon par les livres chinois, à la fin de la dynastie Ming et au début de la dynastie Qing ; également par les Hollandais dès le XVIIe siècle (Rengaku) ; le premier dictionnaire Japonais – Hollandais daterait de 1796. Au XIXe siècle, le Japon comptait 60 écoles de Rengaku (qui étudiaient la science de la langue hollandaise) .

Le Japon a été le premier pays non occidental à adopter une idéologie nationaliste ; c'est la pression externe (réelle ou ressentie comme telle) qui a renforcé la cohésion et le nationalisme. Le Japon a été impérialiste sauf dans le domaine de la culture où il y a toujours eu ouverture sur l'extérieur.

Le Japon a joué un rôle important même s'il n'a pas toujours été très visible dans la fin des empires coloniaux occidentaux, en Asie mais aussi en Afrique. L'empereur d'Ethiopie Menelik s'est réjoui en 1905 de la victoire du Japon sur la Russie qui a répandu des semences de la colonisation en Chine, Inde, Viêt-nam, Philippines, Birmanie. Cette victoire a également inspiré les officiers turcs (Les Jeunes Turcs) ainsi que Mustapha Kemal Pacha, ou encore des Malgaches : le docteur Rajoana faisant l'éloge du Japon de 1859 et le pasteur Ravelojoana en 1913 (voir fiche « le rayonnement du Japon à Madagascar »).

Le modèle japonais est d'autant plus attirant qu'il est un modèle de décolonisation mais également un modèle de « développement » (le premier). A contrario, comme le dit J. Attali « si l'Europe n'est pas attirée par le Japon, c'est parce qu'elle se voit comme une proie et pas comme un conquérant » (Le Nouvel Economiste du 9 février 1990).

JUDET. Pierre. IREPD. 1996/09/18.

JAPON. / CULTURE ; COMPORTEMENT CULTUREL ; DYNAMIQUE CULTURELLE ; DECOLONISATION ; DEVELOPPEMENT ; NATIONALISME.

Sources : LEHMANN, J.P.  
; The roofs of modern Japan' Macmillan Asian Historie. 1982.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 82

## **Le succès asiatique est-il transférable ?**

***La réponse pour les pays qui cherchent à reproduire les succès asiatiques n'est pas d'essayer de transplanter la culture asiatique sur un terrain qui lui est étranger mais d'exploiter leurs propres traditions culturelles au profit des valeurs qui exaltent la discipline, le travail acharné et l'esprit d'entreprise.***

La plus étonnante histoire de succès de développement économique vient de l'Asie de l'Est ; lancée à partir du Japon, elle a dessiné un gigantesque croissant de prospérité jusqu'aux pays de l'Asie du Sud-Est. On a souvent mis en avant, pour expliquer ce mouvement, le rôle de la culture asiatique, en particulier de la tradition confucéenne encourageant : discipline, travail acharné, frugalité, respect de l'autorité et passion pour l'éducation. Mais le Confucianisme n'est pas seul en cause ; il faut compter également avec le Bouddhisme et le Shintoïsme.

Si les succès économiques asiatiques peuvent être expliqués par la culture, même partiellement, les implications pratiques en sont immenses. Dans ces conditions, le modèle asiatique peut-il en effet être appliqué par d'autres pays ? Si ce facteur est déterminant comment transférer par exemple le modèle asiatique en Afrique ? Pour répondre à cette question, une recherche a été entreprise sur la diaspora chinoise (50 millions de personnes). Dans la mesure où la grande majorité des entreprises chinoises de la diaspora relèvent de la propriété familiale, la culture familiale renforce le dévouement, l'oubli de soi, le pragmatisme discret, la cohésion et la souplesse de leur personnel. Cela a également des conséquences sur la taille de l'entreprise : la plupart de ces entreprises sont de petite taille.

A la question : à qui faire confiance ? les Chinois répondent : dans la famille proche. En général, cette caractéristique familiale a été une force lorsque les Chinois d'outre-mer entrent en concurrence économique avec d'autres groupes ethniques : Britanniques et autres occidentaux à Hong Kong, Malais et Indiens en Malaisie.

Mais s'il devenait nécessaire dans l'avenir de créer des organisations de grande taille, ces mêmes Chinois seraient-ils désavantagés ? Dans le cas malais par exemple, les Malais pourraient bénéficier d'une éthique musulmane modernisée leur procurant l'appui d'une loyauté transfamiliale qui ferait défaut aux entrepreneurs chinois.

D'autre part, pourquoi cette dimension familiale n'a-t-elle pas été plus payante à l'intérieur de la Chine elle-même ? Il est vrai que dans une économie centralement planifiée même le capitaliste le plus dévoué est toujours en position difficile en dehors des circuits parallèles. Si l'on considère la Chine d'avant le communisme, la réponse n'est pas évidente. Dans la vieille Chine en effet, la tradition confucéenne classique était elle-même profondément conservatrice et pleine de dédain pour les valeurs marchandes. De plus, la famille chinoise primitive d'avant l'émigration était prise dans un vaste réseau d'obligations liées à la parenté qui rendait difficile un processus d'accumulation. C'est seulement en émigrant que les membres de la famille ont pu échapper à ces obstacles qui se dressaient devant le succès capitaliste. Une fois à l'étranger, ils n'ont plus à tenir compte ni de la tatillonne bureaucratie d'Etat, ni des mandarins méprisants, ni des récriminations des parents enclins à mettre leur nez ou leurs mains dans les affaires de la famille.

L'important ici, c'est que les mêmes traits culturels ne mènent pas toujours aux mêmes résultats. Parfois ils peuvent « dormir », en attendant que les circonstances deviennent favorables. Dans le cas des Chinois d'Outre Mer, l'héritage culturel de fortes valeurs familiales peut avoir produit de la stagnation économique au pays et de la prospérité à l'étranger.

On retrouve les mêmes potentiels et la même latence chez les catholiques espagnols ou portugais mal adaptés au développement capitaliste, chez eux, en Amérique Latine, aux Philippines, alors qu'en Espagne, le mouvement de l'Opus Dei a rompu avec cette tradition. Profondément conservateur en matière théologique, ce mouvement a joué un rôle très important dans la création d'une économie capitaliste dynamique dans l'Espagne des années 1960.

Même si les cultures se reproduisent souvent avec une remarquable continuité, il ne faut pas confondre ces héritages culturels avec une prison. Le Japonais chef d'une entreprise de grande taille n'est pas simplement un samouraï en costume trois-pièces. Au contraire, il arrive qu'un peuple change radicalement de croyance et de comportement pour créer des modèles culturels entièrement nouveaux, parfois sur une période de temps étonnamment brève. Cela se produit par exemple lorsqu'un peuple subit d'intenses pressions par suite de transformations économiques et sociales

associées par exemple à une migration de la campagne vers la ville. C'est ce qui arrive en Amérique Latine avec l'expansion du Protestantisme en liaison avec le développement d'une classe d'entrepreneurs et avec la nouvelle croissance économique du continent.

Cela veut dire que la réponse pour les pays qui cherchent à reproduire les succès asiatiques ce n'est pas d'essayer de transplanter la culture asiatique sur un terrain qui lui est étranger, mais plutôt, pour ces pays, d'exploiter leurs propres traditions culturelles au profit des valeurs qui exaltent la discipline, le travail acharné et l'esprit d'entreprise.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE ; AMERIQUE LATINE ; ESPAGNE. / RELATION CULTURE DEVELOPPEMENT ; BOUDDHISME ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; MODELE CULTUREL ; TRANSFERT TECHNOLOGIQUE ; TRANSFERT DE CONNAISSANCES ; ECONOMIE FAMILIALE ; SYSTEME DE VALEURS ; CULTURE RELIGIEUSE ; LOGIQUE D'ENTREPRISE ; LIEN SOCIAL ; RELATION RELIGION SOCIETE ; PROCESSUS D'EVOLUTION CULTURELLE ; TRADITION CULTURELLE.

Sources : BERGER, Peter L.

In : Asia Wall Street Journal. 1994/04/20.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 83

## **Le rayonnement du Japon à Madagascar**

### ***Au début du siècle, certains malgaches lorgnaient vers le modèle japonais de développement.***

Dès 1889, le docteur Rajoaha évoque à Madagascar la voie nippone du développement. Plus tard, un autre malgache, Ravelojoana (1913) a multiplié les articles sur la stratégie japonaise pour sortir du sous-développement. Il est convaincu que les solutions nippones sont transposables d'une île de l'Océan Pacifique à sa grande île de l'Océan Indien, du Japon à Madagascar.

Au moment où Ravelojoana publiait ses articles retentissants sur le Japon et les Japonais (1913, 1914, 1915) il ne serait venu à l'esprit de personne, surtout pas des colons modernisateurs, que le Japon pourrait être un bien meilleur exemple pour entrer dans la modernité que l'Europe.

« Savoir qu'il y a un peuple non européen vivant dans une petite île asiatique lointaine et isolée, savoir que ce peuple, épris de progrès, a réussi en s'appuyant sur le savoir et les connaissances des Européens, une véritable révolution, voilà qui est vraiment original ; et c'est ce qui m'a bouleversé ».

Ravelojoana propose une voie nouvelle et inédite. Un modèle pour les peuples de culture non occidentale qui concilie Modernité et Tradition, Fidélité à Soi et Ouverture culturelle. Il présente l'exemple d'un peuple asiatique qui a su se moderniser sans perdre son âme, se développer sans renier son identité culturelle... Le Japon, voilà l'avenir culturel du continent et de Madagascar.

Ravelojoana invite à passer à l'acte, à se mettre sur les traces du Japon et à accomplir une révolution Meiji. Et il interpelle : « Si les Japonais le font, les Malgaches n'en sont-ils pas capables ? ».

Pour Ravelojoana, la Révolution Meiji de 1868 apporte tout simplement au monde la voie universelle pour rompre avec la pauvreté absolue, tandis que la révolution française de 1789 apporte au monde la déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen.

« En résumé, écrit-il, on peut dire que les Japonais sont des gens très avancés et qui savent progresser. Actuellement, tout le monde le reconnaît. Ce qui est risible, c'est l'apparent renversement de situation : c'est en effet les Japonais que l'on a contraints il y a soixante ans à laisser les Européens pénétrer chez eux, eux qui semblent aujourd'hui presser les Européens de reconnaître qu'ils sont une grande nation. Ils sont du même rang que ces nations qui dirigent le monde ».

L'analyse du pasteur malgache était une vision, une prophétie. Malheureusement, on ne refait pas l'histoire.

Le 24 décembre 1915, le pasteur Ravelojoana est arrêté par les autorités légales de la Grande île de l'Océan Indien. C'est l'affaire du VVS, acte fondateur de la décolonisation malgache. Car à la suite de ses articles retentissants, la crème de Madagascar, l'élite, s'enflamme pour le modèle nippon.

L'administration coloniale fit un procès tout aussi retentissant au pasteur Ravelojoana et aux trois cents jeunes Malgaches convertis au modèle japonais. Ravelojoana fut condamné à perpétuité à cause d'une idée nouvelle

*Depuis 1960, date des indépendances africaines, les élites africaines avaient oublié le Japon et l'Asie. Le nouvel essor et le nouveau modèle venaient plutôt de l'ex-URSS et des démocraties populaires. La chute au mur de Berlin est en train de faire changer les choses.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

MADAGASCAR ; JAPON. / DEVELOPPEMENT ; SYSTEME DE VALEURS ; RELATION CULTURE ; DEVELOPPEMENT ; RELATION CULTURE ET POLITIQUE ; VALORISATION DE LA CULTURE D'ORIGINE ; RELATION EVOLUTION CULTURELLE ET DEVELOPPEMENT ; INNOVATION CULTURELLE ; MODELE CULTUREL.

Sources : Bolya.

« L'Afrique en kimono » Editions nouvelles du Sud. 1991.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 84



## **Chapitre V : Histoires de développement**



## **Madagascar, des potentiels inutilisés**

### ***L'exportation de matières premières brutes prive Madagascar d'une source d'emplois et de valeur ajoutée locale.***

La crise de l'économie malgache remonte au début des années 1970. Elle se traduit par l'amputation du niveau de vie de la population. Le PIB aurait en effet diminué de plus de 40 % depuis 25 ans. Ce pays se caractérise par l'extension de la très grande pauvreté (0,2 paires de chaussures par habitant et par an) par le sous-emploi et le gaspillage aussi bien des ressources humaines que naturelles, que de nombreux exemples illustrent.

– La corne de zébu (il y aurait 10 millions de zébus à Madagascar), la corne blanche en particulier, est en train de devenir une matière très prisée par l'artisanat asiatique, par suite de la disparition rapide de l'ivoire. Or, de manière paradoxale, les artisans malgaches éprouvent beaucoup de difficulté à se procurer cette matière : ils doivent aller la quémander auprès de bouchers. Une importante commande du fabricant français de couteaux Opinel, prêt à acheter un nombre très important de manches en corne a dû être refusée faute de matière disponible en quantité suffisante. Car les cornes de zébu, au lieu d'être transformées sur place pour devenir source d'emplois, de revenus et de devises, sont exportées à l'état brut au profit d'artisans étrangers ainsi que d'exportateurs malgaches en situation de monopole.

– Les pierres précieuses ou semi-précieuses. On propose dans les rues et les vitrines de la capitale des pierres précieuses ou semi-précieuses ouvragées : articles de bijouterie, jeux du solitaire. Tout cela demeure très en-deçà du potentiel malgache car les exportations (légales, officieuses ou clandestines) absorbent l'essentiel de la production, au détriment de l'artisanat. L'exemple de la Thaïlande où le travail des pierres d'origine locale ou importées a créé depuis quelques années des dizaines de milliers d'emplois à faible coût unitaire, suggère l'importance potentielle d'un tel « gisement » moyennant la substitution à l'exportation d'un produit brut, l'exportation de produits à haute valeur ajoutée, à fort contenu en emplois et en devises.

La Thaïlande offre également l'exemple de la soie où les savoir-faire de l'élevage du ver à soie jusqu'au tissage ont été sauvés de justesse il y a trente ans, alors qu'ils allaient disparaître. Des appuis systématiques ont redonné vigueur à la production et au travail de la soie qui emploient actuellement plusieurs dizaines de milliers de personnes. Or la soie est un produit traditionnel à Madagascar (fabrication de linceuls). Malheureusement, la fabrication de tissus de qualité a disparu depuis un siècle, alors qu'il existe le potentiel disponible dans ce domaine.

Un autre exemple montre la disponibilité des Malgaches pour de nouvelles activités. La brasserie malgache vient en effet de créer une malterie, ce qui entraîne la culture de l'orge. Au bout de 5 ans de vulgarisation, cette culture nouvelle intéresse dans la région centrale 2 700 agriculteurs qui ont récolté l'équivalent de 3 tonnes par hectare d'orge, ce qui assure à chacun un chiffre d'affaires correspondant aux 3/4 du SMIG annuel. L'exploitation de gisements d'emplois accessibles et peu coûteux permettrait de déboucher rapidement sur la création d'emplois dans la petite, moyenne et grande industrie.

*Madagascar, un des pays les plus pauvres du monde, dispose d'immenses potentiels, en particulier humains. Leur mise en valeur dépend d'une cohérence politique qui, malheureusement, fait défaut.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

MADAGASCAR. / EMPLOI ; ARTISANAT ; CRISE ECONOMIQUE ; CHOMAGE ; ACCES AUX RESSOURCES ANIMALES ; EXPORTATION AGRICOLE ; VALORISATION DES DECHETS ; VALORISATION DES PRODUITS AGRICOLES ; VALORISATION DES MATIERES PREMIERES ; VALEUR AJOUTEE LOCALE ; ARTISANAT ; VALORISATION DES SAVOIRS TRADITIONNELS ; VULGARISATION AGRICOLE ; COUT DE PRODUCTION.

Sources : JUDET, Pierre.

« Stratégies d'industrialisation. Rapport de mission au BIT » 1991.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9  
Fiche N° : 85

## **Une histoire triste : la fin de CAPMA à Alger** ***Quand l'économie planifiée fait obstacle aux initiatives privées***

La Compagnie algérienne de Production de Machines agricoles était, dans les années 1960. une des anciennes entreprises appartenant à des Français et qui étaient devenues des entreprises dites autogérées, sous la tutelle du Ministère de l'Industrie et de l'Energie algérien.

La CAPMA, située à Hussein-Dey, dans une banlieue d'Alger avec son équipement ancien avait gardé une main d'œuvre souvent illettrée mais expérimentée. Elle continuait à fabriquer des équipements agricoles destinés pour l'essentiel à la vinification (pompes) et au calibrage des fruits et légumes.

Son directeur, compétent et dynamique avait recruté un dessinateur astucieux. Afin d'élargir la gamme de ses fabrications, la CAPMA avait décidé de se lancer dans la fabrication de nouvelles machines simples, très demandées sur le marché : machines à fabriquer des parpaings en ciment et machines à fabriquer des carreaux en ciment. Le dessinateur avait réussi à adapter la fabrication de ces machines aux types de matériaux et composants disponibles chez les fournisseurs algériens. La fabrication de ces machines venait de commencer et avait rencontré, dès le départ, un grand succès. C'est précisément ce moment là que le Ministère algérien de l'Industrie choisit pour supprimer CAPMA purement et simplement. Depuis longtemps en effet, le Ministère affichait sa préférence absolue pour les grands ensembles (clé en main) construits avec des techniques nouvelles, ce qui allait de pair avec un grand désintérêt sinon mépris pour toute entreprise petite et ancienne. Le Ministère décida de « rationaliser » et d'intégrer CAPMA dans la grande entreprise nationale chargée de la construction de tous les matériels agricoles : en l'occurrence, à l'époque SONACOME, Société Nationale de Constructions Mécaniques.

Du jour au lendemain, CAPMA disparut. Les ouvriers furent recasés, les machines envoyées à la ferraille et les bâtiments récupérés pour servir de magasin de pièces détachées pour automobiles. Tous les plans de l'atelier de dessin furent simplement jetés à la poubelle : quelques jours après, on pouvait ramasser quelques parcelles de ce savoir-faire accumulé, traînant dans les caniveaux.

Triste fin d'une entreprise prometteuse, privant l'Algérie industrielle d'un dynamisme qui lui fait cruellement défaut.

*Quelques années plus tard, j'ai eu l'occasion de visiter un atelier coréen de construction mécanique qui faisait penser à CAPMA par son caractère artisanat ; on y fabriquait des motoculteurs et autres équipements pour l'agriculture. Dix années après, l'entreprise DAEDONG s'est développée et modernisée. Elle est devenue le premier producteur coréen de motoculteurs ; c'est également un producteur de machines outils y compris à commande numérique. Alors qu'en Algérie on a détruit une base industrielle dynamique, en Corée on a su accepter les lenteurs des premiers commencements : la seule façon pour accélérer ensuite l'allure.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/18.

ALGERIE. / RELATION ETAT SOCIETE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; INDUSTRIALISATION ; ECHEC ; PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ; NEGLIGENCE DE L'ETAT ; ECONOMIE PLANIFIEE ; PLANIFICATION DE L'ECONOMIE ; RELATION ETAT ECONOMIE ; ENTREPRISE PUBLIQUE.

Sources : JUDET, Pierre.

Consultable  
IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

à :

Fiche N° : 86

**Afrique et Madagascar. Echec scolaire et emploi**  
***Chômage pour les étudiants sortants de l'enseignement supérieur, plein***  
***emploi pour les apprentis ou étudiants du technique.***

Une thèse passionnante a été soutenue il y a quelque temps par un étudiant sénégalais en sciences de l'éducation. Cette thèse porte sur l'étude des sortants d'un collège moyen d'une grande ville du Sénégal, en parallèle avec l'étude des personnels d'entreprises créées dans cette même ville, spécialisées dans la maçonnerie, la menuiserie, la charpente métallique, la serrurerie et la mécanique auto.

Les sortants du collège moyen, à la fin de la 3ème ont été identifiés sur plusieurs années : 95 % d'entre eux sont au chômage, sauf – exceptionnellement – à intégrer un lycée et à poursuivre plus avant.

Au Sénégal, comme en de nombreux pays, le collège ouvrait sur le lycée et finalement à travers le supérieur (ou bien directement) sur une place dans l'Administration ou dans des entreprises publiques. C'était la voie royale. Aujourd'hui l'Administration ne recrute plus, les entreprises publiques sont privatisées : la voie royale est coupée ; les sortants du collège moyen comme les « maîtres » sont au chômage.

Par contre, la thèse révèle, après enquête, que plusieurs centaines d'entreprises liées au Bâtiment ou à la réparation automobile, ont été créées dans cette même voie par des entrepreneurs, alphabétisés ou non, qui se sont mis à leur compte et qui ont embauché plusieurs centaines de compagnons et d'apprentis. Il est remarquable qu'ils n'ont embauché aucun sortant du collège moyen mais de nombreux jeunes venant soit de l'école primaire (cycle entier ou non) soit d'écoles coraniques et qui se sont formés ou qui se forment sur le tas...

On a donc, d'un côté, un système scolaire officiel qui conduit au chômage et, d'autre part, un système non pas forcément informel mais officieux qui ne bénéficie d'aucune sollicitude de la collectivité publique.

A l'autre extrémité de l'Afrique, à Madagascar, des centaines de « sortants » de l'Université (sans compter les sortants des lycées et collèges) sont au chômage ; par contre, on s'arrache les sortants d'un établissement technique privé qui conduit jusqu'à BAC+2 à tous les niveaux de formation technique. D'un côté, les filières administratives ou équivalentes (médecins de la santé publique) ; de l'autre côté, les filières de l'entreprise et, en particulier, de l'industrie.

La préoccupation première de la colonisation d'abord, des états indépendants par la suite, a été la formation d'un corps de fonctionnaires et d'administrateurs. La promotion des qualifications nécessaires à la constitution d'une économie moderne, industrielle, n'est malheureusement pas encore devenue prioritaire ni prestigieuse.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/00.

SENEGAL ; MADAGASCAR. / RELATION EDUCATION DEVELOPPEMENT ; FORMATION PROFESSIONNELLE ; EDUCATION ; ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ; PARTICIPATION DES ENTREPRISES A LA FORMATION ; CHOMAGE ; EDUCATION ET ENTREPRISE ; MODELE D'EDUCATION ; INADEQUATION FORMATION EMPLOI.

Sources : DIOUF.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 87

## **Sfax en Tunisie : histoires à succès. De nombreuses activités traditionnelles au départ se sont industrialisées en créant des emplois.**

Sfax est la capitale du Sud tunisien, une ville qui compte aujourd'hui environ 500 000 habitants. C'est un port dont la population est renommée pour son sens du commerce local et international ainsi que pour ses initiatives diverses, formelles et informelles.

La famille J. est installée dans le centre de la ville : ce sont des forgerons qui, depuis de longues années, fabriquent des outils agricoles : simples araires mais aussi équipements spécialisés pour couper les racines de chiendent dans les oliveraies sableuses. Traditionnellement, cet équipement est tracté par des animaux, ânes ou chameaux. A la fin des années 1930, c'est le forgeron J. qui, en collaboration avec un colon de l'époque, a modifié et renforcé cet équipement pour l'adapter à la traction mécanique. C'était une question de montage et de qualité de l'acier. J. a réussi car dès les années 1930, ce forgeron qui travaillait dans un atelier noirci de fumée avec 2 ou 3 compagnons faisait tous les ans le voyage à St Etienne pour y choisir des aciers de qualité.

Un autre artisan sfaxien, Monsieur B., qui était bijoutier dans la vieille ville faisait lui aussi chaque année dès 1920 les foires européennes pour y chercher l'inspiration de nouveaux modèles.

Enfin, comme dans plusieurs autres villes, Sfax possédait un artisanat de la chaussure. En 1960, après l'indépendance, les observateurs prédisaient le déclin rapide et la disparition de cet artisanat devant la concurrence de l'industrie moderne de la chaussure. Or, au bout de plus de 30 ans, cet artisanat, loin d'avoir disparu, a prospéré et il alimente aujourd'hui, en chaussures modernes, plus de la moitié du marché tunisien. Le quartier artisanal de la chaussure s'est agrandi dans la vieille ville de Sfax ; on y entend partout le bruit des machines dont les artisans se sont équipés pour moderniser les points sensibles de leurs fabrications. Une enquête récente a révélé que les revenus des compagnons artisans étaient plus élevés que les salaires distribués par les entreprises industrielles de plein exercice.

De nombreux autres exemples pourraient illustrer le dynamisme à l'œuvre dans cette ville, qui permet d'enraciner dans de simples activités traditionnelles au départ, de véritables activités industrielles créant emplois et revenus.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11.

TUNISIE. / SECTEUR INFORMEL ; COMMERCE LOCAL ; COMMERCE INTERNATIONAL ; TRANSFERT DE CONNAISSANCES ; TRANSFERT TECHNOLOGIQUE ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ; INDUSTRIALISATION ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Sources : JUDET. Pierre.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 88

## **Congo. De la réparation automobile à la fabrication de moulins à fougou.**

On a souvent répété à propos des pays en voie de développement que la résistance des activités artisanales traditionnelles s'était progressivement affaiblie sous le coup de l'invasion des produits des industries avancées et qu'elles ne pouvaient, de ce fait, jouer leur rôle de transition vers la création d'activités industrielles modernes. C'est pourquoi l'industrie n'aurait pu s'implanter dans ces pays que de manière ponctuelle et par enclave, sans prise sur un tissu économique. Une telle dichotomie a le mérite de la simplicité ; elle ne semble pas pour autant rendre compte des dynamismes à l'œuvre aussi bien dans les ruelles des médinas de Fès ou de Sfax que dans les faubourgs ou sur les marchés des villes subsahariennes.

C'est précisément à Brazzaville qu'est installé dans un des quartiers populaires de la capitale, un artisan-réparateur-fabricant. Autour de sa boutique sont garés : automobiles, land-rovers, véhicules utilitaires. Cet artisan répare ; pour réparer il adapte, usine, ajuste des pièces de récupération. Dans son atelier étroit, sont installées trois machines-outils : un tour, une fraiseuse, une aléseuse, qui étaient destinés à la ferraille par le centre d'enseignement technique qui les avait déclassés.

L'artisan en a hérité ; il a d'abord réparé le tour, puis, grâce au tour, il a remis en état la fraiseuse et ainsi de suite. Mais ce mécanicien est sensible au marché et il a découvert qu'il y avait une demande pour des moulins à fougou, c'est-à-dire pour des appareils qui transforment en farine la pâte de manioc. Il s'est donc mis à construire des moulins à fougou ; les moteurs électriques sont des moteurs de récupération qu'il rebobine entièrement. Pour le tamis, une tôle de récupération fait l'affaire, qu'il perce de milliers de trous. Les moulins à fougou qu'il produit fonctionnent et se vendent. Il en a fabriqué des dizaines. Cet artisan-réparateur-fabricant emploie quelques apprentis qui ouvriront à leur tour leur propre atelier. Il appartient à un secteur en plein mouvement, qu'on appelle parfois « informel » parce qu'il échappe aux statistiques, au fisc et aux instituts de prévoyance. Malgré leur dynamisme et leur capacité d'innovation, cet artisan comme ses pareils sont considérés comme étranges, parce qu'inclassables dans les catégories habituelles des institutions officielles, alors qu'ils traduisent la vitalité d'une société prête à foisonner en activités préindustrielles ou, tout simplement, industrielles.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

CONGO. / HISTOIRE DE SUCCES ; PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT ; TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES ; SECTEUR INFORMEL ; INDUSTRIALISATION ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ; MAITRISE DE L'INNOVATION TECHNIQUE ; INNOVATION TECHNOLOGIQUE.

Sources : JUDET, Pierre.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 89

## **Algérie : de la steppe à l'industrie. L'éducation, facteur de promotion individuelle.**

Les parents de H, étaient nomades dans le sud de l'Algérie où ils faisaient paître leurs troupeaux. Pendant la guerre d'indépendance, la ligne Morice traversait leurs terrains de pâture. Aujourd'hui, ils sont sédentarisés bon gré mal gré et ils doivent supporter un toit sur leur tête. Leurs enfants sont scolarisés et plusieurs, selon les critères de la modernité, ont réussi.

Un de leurs enfants a suivi l'école primaire puis le collège et le lycée, le supérieur enfin où il a obtenu un diplôme de DEA. Il est entré alors dans une grande société nationale où on lui a confié la direction d'une usine textile construite clé en main, mais où l'équipe européenne chargée de la mise en route et de la formation du personnel s'est avérée incapable de remplir sa mission, certains formateurs ne parlant par exemple ni le français ni l'arabe. Il lui a donc fallu organiser lui-même mise en route de l'usine et formation d'un personnel souvent analphabète. Il a pallié l'analphabétisme en jalonnant les circuits de signes et de dessins non alphabétiques et il a ainsi réussi à faire fonctionner tant bien que mal cette usine. Il a tenu un certain temps et puis a renoncé pour tenter une autre expérience dans une autre usine de la même société ; après quoi, sur la base de son expérience, il a créé sa propre entreprise familiale qui a été un succès.

Un de ses frères a franchi, lui aussi, toutes les étapes du cursus scolaire ; il est devenu ingénieur. Un autre de ses frères, d'un pays à l'autre, mène une vie moins sédentaire plus proche de celle de ses parents...

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11.

ALGERIE. / RELATION EDUCATION DEVELOPPEMENT ; EDUCATION ET CHANGEMENT SOCIAL ; HISTOIRE DE REUSSITE ; FORMATION PROFESSIONNELLE ; TRANSFERT TECHNOLOGIQUE.

Sources JUDET, Pierre.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 90

## **Tunisie, Algérie, de Djerba à Ghardaia : puissance des dynamismes locaux.**

Djerba est une île située au sud de la Tunisie, reliée à la terre ferme par une ancienne chaussée romaine. Djerba est renommée aujourd'hui pour son attrait et son équipement touristique. Djerba, c'est d'abord la patrie des Djerbiens qui, malgré des conditions climatiques défavorables, ont toujours su tirer parti des opportunités locales ou extérieures et nourrir ainsi une population relativement dense. Dans leurs propriétés soigneusement closes les Djerbiens ont su pratiquer une agriculture novatrice, utilisant à l'optimum l'eau disponible. Ils se sont faits artisans : travail séculaire de la poterie, de la laine, de la bijouterie. Ils se sont spécialisés surtout dans le commerce : ils tenaient le petit commerce d'épicerie dans toute la république tunisienne, à l'exception de la région sfaxienne et même dans le Constantinois. Ils ont élargi leur réseau à la France et à une partie de l'Europe.

Jusqu'à une époque récente, les familles demeuraient à Djerba dans des demeures spacieuses de belle architecture et les hommes se relayaient à l'extérieur d'où ils expédiaient à Djerba leurs économies. Aujourd'hui, les formes d'activité des Djerbiens ont évolué ; nombre d'entre eux ont fait des études supérieures ; ils ont fait HEC, des maîtrises de gestion ; ils sont devenus banquiers... Mais ils sont également ingénieurs et sont à la tête de véritables groupes industriels et commerciaux où les investissements touristiques cohabitent avec les investissements proprement manufacturiers.

En Algérie, ce sont les Mozabites, établis depuis de nombreux siècles dans les oasis du Mzale (Ghardaia) qui tiennent le petit commerce, à l'exception du Constantinois. Ils ont élargi eux aussi leurs réseaux, qui sont devenus européens. Ils ont également favorisé l'orientation des jeunes Mozabites vers la technique et les formations d'ingénieur. Ghardaia, leur capitale, est devenue un centre industriel et l'on dit que dans ces oasis médiévales, à l'architecture soignée, on initie systématiquement les jeunes au fonctionnement de l'ordinateur.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11.

ALGERIE ; TUNISIE, / CROISSANCE ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT LOCAL ; RELATION EDUCATION DEVELOPPEMENT ; PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE.

Sources : JUDET, Pierre.

Consultable à ; IREPD, BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 91

## **Tunisie. La maîtrise de techniques complexes Quand le développement s'appuie sur des ressources humaines locales bien formées...**

La Société P.A.F., installée dans la banlieue de Tunis, est spécialisée dans la conception et la fabrication de tubes soudés en acier destinés à la construction mécanique.

Cette société fait partie du groupe Poulina, spécialisée à l'origine dans l'élevage des poulets puis dans la fabrication d'aliments pour animaux et qui s'est engagée par la suite dans la production d'équipements pour poulaillers qui font appel précisément à de petits tubes soudés.

Récemment la société a créé une filiale à laquelle elle a confié la conception et la fabrication de silencieux de voitures équivalents aux pièces d'origine. Il s'agit de pièces relativement compliquées nécessitant un savoir-faire et des compétences très importantes, qui, de plus, doivent d'adapter parfaitement aux caractéristiques propres de chaque moteur et de chaque caisse de voiture.

Pour réaliser son objectif, la société a tenté d'acquérir le savoir-faire à travers un partenariat avec les meilleurs industriels de la branche : sans résultat ! Ironiquement, un des industriels européens contactés a prévenu qu'il fallait des dizaines d'années pour acquérir un tel savoir-faire et qu'il valait donc mieux élever des brebis pour rester fidèle à la tradition tunisienne.

La société tunisienne n'a pas pour autant renoncé : elle a créé au contraire une équipe en recrutant de jeunes ingénieurs sous la direction d'un technicien chevronné, et en faisant l'acquisition des meilleurs équipements. Après 2 ans d'efforts, l'équipe a réussi à faire homologuer ses premiers prototypes. Elle a développé ainsi son propre produit avant de créer son usine. L'équipe n'a rien inventé ; elle a conçu des systèmes d'échappement qui ne sont pas identiques à ceux d'origine mais qui se comportent en service aussi bien. Ce pari a été gagné en 2 ans, au lieu de dizaines d'années, comme l'annonçait l'industriel européen.

La société aime à citer W. Taylor selon lequel « en utilisant les principes et la technique de l'organisation scientifique du travail, on peut apprendre à des paysans à fabriquer des machines complexes en 2 ou 3 mois ! ». La société va passer à la production industrielle.

A noter que le même groupe Poulina a noué une coopération avec un laboratoire de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis pour la conception de logiciels liés à l'organisation de la production industrielle.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/18.

TUNISIE. / RELATION EDUCATION DÉVELOPPEMENT; MAITRISE DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE; APPROPRIATION DE TECHNOLOGIE; INDUSTRIALISATION; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE; INNOVATION TECHNOLOGIQUE; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE; DEVELOPPEMENT LOCAL.

Sources : JUDET, Pierre.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 92

**Teboulba ou la transformation d'une petite ville tunisienne**  
***La Tunisie centrale est aujourd'hui le théâtre de transformations industrielles et sociales spectaculaires.***

Teboulba est de ces gros villages sahéliens situé au sud de Monastir sur le bord de la mer ; village de pêcheurs, village d'agriculteurs pratiquant des cultures « primeur » à partir de la nappe phréatique, village d'artisans tailleurs de pierres spécialisés dans les revêtements, village de transporteurs bénéficiant d'une position centrale en Tunisie.

Teboulba est aujourd'hui une ville de plus de 20.000 habitants, qui a bénéficié du renouveau de l'agriculture, relancée grâce à l'arrivée de l'eau du Nébanah.

L'essor de la pêche est encore plus spectaculaire : un port de pêche y a été construit, où sont enregistrés plus de 500 pêcheurs, simples barques mais aussi pêcheurs au lamparo (poissons bleus, sardines) et chalutiers. Le port est équipé : fabrique de glace, entrepôts frigorifiques et chantier naval où l'on construit, avec un personnel local, non seulement barques de quelques mètres mais aussi chalutiers en bois de 25-30 mètres, pourvus ensuite d'équipements modernes : radars, sonar... Le port de Teboulba est devenu un concurrent du plus grand port de pêche de la région, Mahdia. Les nouvelles activités intéressent également l'industrie manufacturière : industries mécaniques de fabrication de pièces automobiles et, plus récemment industries textiles : fabrication de filets de pêche (et de fil de Nylon) ; filature très moderne de coton et fils acryliques et surtout ateliers de confection travaillant pour l'exportation. Ces entreprises de confection sont à capitaux étrangers mais aussi, en majorité, à capitaux locaux. Elles ont leur propre personnel, à plus de 90 % féminin mais elles font travailler également des façonniers locaux sous-traitants. Le secteur textile dans son ensemble fait travailler à lui seul plus de 2.000 femmes ce qui est supérieur au potentiel d'emploi de Teboulba. Des femmes viennent de l'extérieur, chaque jours par bus mais également de manière plus permanente des plaines centrales ou du Nord Ouest du pays (300 Km). Ces ouvrières vivent alors à 4 ou 5 par appartement ou même en dortoir.

Jusqu'à une époque récente, les femmes travaillaient dans le textile jusqu'à l'âge du mariage. De plus en plus souvent aujourd'hui, elles restent après leur mariage ou bien reviennent après le mariage ou bien après avoir eu un enfant.

Teboulba est aujourd'hui une véritable ville avec trottoirs et mobilier urbain où il n'y a aucun chômage.

D'autres gros bourgs situés dans la même région ont connu la même évolution rapide. C'est le cas de Djemmal avec 35.000 habitants où se sont multipliées d'abord les briqueteries puis les activités textiles au cours des années 1980 et 1990. Activités de confection pour l'exportation dans des ateliers à capitaux étrangers mais surtout locaux où le nombre des emplois, en grande majorité féminins, dépasse 5.000, ce qui provoque le recours à des femmes venues de l'extérieur.

*La Tunisie centrale est aujourd'hui le théâtre de transformations spectaculaires, transformations industrielles et transformations sociales, fruits d'activités politiques, économiques et sociales, relatives aussi bien à la promotion de la femme, qu'à l'aménagement du territoire ou à l'aide à la création industrielle.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/00.

TUNISIE. / PECHE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS ; INDUSTRIALISATION ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

Sources : JUDET, Pierre.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 92 bis

## **Tunisie. Les entrepreneurs du développement à Sfax** ***Innovation et tradition : les deux mamelles du développement à Sfax.***

Cet ouvrage analyse l'ethno-industrialisation en Tunisie, à partir de la dynamique de Sfax (Capital du sud Tunisie). Il s'intéresse à un processus selon lequel les pratiques sociales et culturelles orientent les projets industriels d'une population.

Dans ce contexte, l'artisanat et la petite entreprise n'y sont pas seulement des activités de survie : beaucoup de patrons de PME sont souvent de micro entrepreneurs qui, tout en ayant accédé à l'entreprise, conservent des attaches avec le secteur non structuré, ils orientent leurs stratégies par référence au secteur non structuré qui s'avère plus compétitif (matières premières récupérées, machines fabriquées sur place).

Stimulés par les mesures de collectivisation au cours de l'époque « socialisante » de Ben Salah (années 1960) l'artisanat et la petite industrie ont progressé très vite. En novembre 1991, on comptait 2.227 entreprises privées dont 804 dans le textile.

Le commerce a constitué la voie d'accès à la fabrication. Les entrepreneurs, héritiers d'une tradition artisanale ou bien techniciens tentés par l'aventure industrielle, s'appuient sur des réseaux (familiaux) où règnent la solidarité et le culte de la parole donnée dans un environnement religieux fort. On se trouverait devant un type de croissance par démultiplication, par diversification et complémentarité des productions.

Les Sfaxiens innovent en imitant, en adaptant, en modifiant ; ils savent que la technologie ne s'achète pas mais s'arrache (se vole !). La concurrence est la condition de l'innovation. Au centre de l'entreprise sfaxienne, il y a la famille et au centre de la famille, il y a le père. « L'argent, la famille, on ne disperse pas, tout ça est lié ! ». A l'origine de tout développement d'entreprise, il y a le voyage en Europe, comme passage obligé, comme initiation au développement industriel.

Le dynamisme des entrepreneurs sfaxiens naît de la relation maîtrisée entre l'intérieur et l'extérieur entre des identités collectives à la fois fermées et ouvertes, entre la tradition et une modernité soucieuse de ses racines, respectueuse d'un passé dont elle ne saurait faire table rase.

*L'auteur réduit singulièrement la portée du dynamisme sfaxien.*

*1°. Il situe mal l'importance prise par certaines activités sfaxiennes : par exemple celle de la chaussure de fabrication artisanale (chaussures modernes vendues à travers toute la République) dont la production est à peu près équivalente à celle de l'industrie tunisienne de plein exercice et où les revenus distribués sont très supérieurs aux salaires de l'industrie.*

*2°. Loin de se cantonner dans la PME, l'activité industrielle sfaxienne est en train de donner naissance à de véritables groupes industriels employant plusieurs milliers de personnes. Se dotant de politiques globales de gestion, de recrutement et de formation et qui commencent aujourd'hui à investir à l'étranger (Portugal). Il ne s'agit plus alors de simple développement local mais de développement tout court enraciné certes localement mais tendant très vite vers le national et le global.*

*3°. Une préoccupation trop sfaxienne à empêché l'analyse de saisir dimensions et dynamisme de ce phénomène.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

TUNISIE. / MONDIALISATION ; RELATION CULTURE DEVELOPPEMENT ; SECTEUR INFORMEL ; INDUSTRIALISATION ; PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ; ARTISANAT ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ; CONCURRENCE ; INNOVATION TECHNIQUE ; EMERGENCE DE L'INNOVATION ; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ; RELATION EVOLUTION CULTURELLE DEVELOPPEMENT ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; VALEUR AJOUTEE LOCALE.

Sources : DENEUIL, Pierre-Noël.

« Les entrepreneurs du "Développement" » L'Harmattan. 1992.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 93

## **Tunisie. A Sfax une tannerie : de l'artisanat traditionnel à l'industrie moderne.**

Sfax est la deuxième ville de la Tunisie ; on l'appelle la capitale du Sud. Depuis longtemps, les Sfaxiens étaient réputés pour leurs productions artisanales et, plus encore, pour leurs aptitudes commerciales. Au cours des trente dernières années, Sfax s'est transformée ; Sfax, vieille place commerciale et artisanale est devenue une cité industrielle produisant ; biens de consommation divers mais aussi chalutiers, constructions métalliques et biens d'équipement divers. Les nouveaux industriels sfaxiens sont en général des commerçants venus à l'industrie mais aussi des artisans qui ont tenté et réussi le passage d'un artisanat traditionnel aux techniques et aux méthodes de l'industrie. Plusieurs exemples sfaxiens montrent, en effet, que l'industrie moderne ne s'édifie pas forcément sur les ruines de l'artisanat ancien mais qu'elle procède également par greffe et par transformation continue. C'est précisément le cas de la mutation à Sfax d'une tannerie artisanale en installation industrielle moderne.

Le maître artisan tanneur avait hérité de son atelier désuet où, aidé de quelques compagnons, il traitait peaux de chèvre et de mouton suivant des procédés transmis de père en fils. Il savait que son activité était menacée (condamnée), il ne s'est donc pas contenté de « transmettre » son savoir et ses recettes. Il a envoyé ses fils dans les écoles et les universités. Ils sont maintenant devenus tous les trois : un ingénieur du cuir, un technicien du cuir, un diplômé de gestion. Les trois fils n'ont rien renié, rien détruit, ils se sont mis à transformer l'atelier de l'intérieur, introduisant de nouvelles techniques, substituant des produits chimiques modernes aux produits de traitement traditionnels, installant progressivement des machines modernes, depuis la préparation des peaux brutes jusqu'au glaçage des peaux tannées. Ils ont d'abord conservé les bâtiments anciens afin de réserver tous les fonds disponibles à la modernisation des circuits de production pour l'amélioration de la qualité du produit et pour l'exacte satisfaction de la demande. Vient ensuite le temps où la mue industrielle s'achève par la construction de nouveaux bâtiments mieux adaptés. Il apparaît alors au grand jour à Sfax qu'un atelier artisanal s'est transformé en unité industrielle de plein exercice et que trois industriels et managers ont succédé à leur père artisan traditionnel.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

TUNISIE. / DEVELOPPEMENT LOCAL ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE ;  
INDUSTRIALISATION ; RELATION EDUCATION DEVELOPPEMENT ; INNOVATION  
TECHNOLOGIQUE ; APPROPRIATION DE TECHNOLOGIE.

Sources : JUDET, Pierre.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 94

## **Italie. Les Bresciani : une sidérurgie qui prospère et qui innove** ***La revanche des « petits bricoleurs ».***

Lorsqu'au début des années 50, six pays ont signé à Paris le traité instituant une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, personne ne se doutait de l'importance qu'allait prendre la région de Brescia (entre Milan et Vérone) dans la géographie européenne de l'acier. C'était l'époque où les grands centres de production sidérurgique étaient implantés à proximité des gisements de fer et de charbon. C'était également l'époque où s'accélérait la course vers les usines de grande taille afin de profiter des économies d'échelle. Pas moins de 3 à 5, 8 ou 10 millions de tonnes pour une usine à produits plats (tôles) ; pas moins de 1 million de tonnes pour une usine à produits longs (fers à béton).

L'origine des Bresciani remonte au début des années 1950, lorsque dans cette région de tradition métallurgique, quelques lamineurs en quête d'activités nouvelles, eurent l'idée d'utiliser l'énergie hydroélectrique pour transformer dans des fours électriques de la ferraille en acier puis en fer à béton. Le four électrique était connu des sidérurgistes depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle ; on s'en servait pour la production, en petites quantités, d'aciers spéciaux et alliés. Au début des années 1950, le four électrique bénéficia d'améliorations notoires en termes d'économie d'énergie, de taille, de réduction du temps de fusion, etc. Les sidérurgistes italiens de Brescia furent les premiers à identifier cette opportunité et à s'en saisir, d'autant plus que la ferraille était disponible alors qu'il n'y avait dans leur pays pratiquement ni charbon, ni minerai de fer. En 1968, 61 petites usines sidérurgiques, d'une capacité annuelle moyenne de 70.000 tonnes (on était loin du million de tonnes préconisé par les « experts » à la même époque) assuraient les deux tiers de la production italienne de ronds à béton. Dès 1983, l'Association des Industries Sidérurgiques du Nord de l'Italie regroupaient 80 entreprises, dont une soixantaine dans la seule région de Brescia. Leur capacité annuelle de production dépassait 10 millions de tonnes.

Les petits industriels de Brescia avaient à l'évidence réussi leur percée en faisant simplement et à meilleur prix des produits sidérurgiques simples, grâce à la mise en œuvre d'installations caractérisées par leurs petites dimensions et par leur souplesse de fonctionnement.

Les grands sidérurgistes européens ont regardé pendant longtemps avec hauteur « ces petits bricoleurs italiens » de Brescia. Ils n'ont pas voulu croire que des fours électriques de faibles dimensions pouvaient produire de l'acier à meilleur marché que les hauts-fourneaux géants et les aciéries à oxygène les plus modernes, ils ont donc accusé les Bresciani de concurrence déloyale et de fraude, au lieu de reconnaître le succès d'innovation de ces entrepreneurs. Cette méconnaissance prolongée a été coûteuse pour la sidérurgie française qui a continué, vingt ans après les premières initiatives de Bresciani, à construire des unités de grande taille pour la production de simples fers à béton et de laminés marchands.

Si les Bresciani ont été à leur tour touchés par la crise, on constate que les innovations n'ont pas cessé de foisonner dans ce petit monde industriel du Nord de l'Italie. La course au tonnage y a fait place à la course à la qualité et à la valeur ajoutée. Déjà, certains Bresciani ont abandonné les fabrications simples pour produire des lingots de forge, des aciers fins, destinés non plus à l'armature du béton mais à la fabrication d'électrodes, de boulonneries spéciales, de roulements à billes.

Les Bresciani se sont mis à pratiquer les techniques les plus avancées telles que raffinage en poche ; ils se sont dotés de laboratoires et de techniciens hautement qualifiés, afin de satisfaire les utilisateurs les plus exigeants.

Ni la crise de la construction et du fer à béton, ni la hausse des prix de l'électricité et de la ferraille n'ont découragé les Bresciani : elles font au contraire rebondir le dynamisme de ces industriels italiens que certains grands sidérurgistes avaient bien imprudemment considérés comme de simples « petits bricoleurs ».

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ITALIE ; EUROPE. / MONDIALISATION ; TECHNOLOGIE APPROPRIÉE ; MAÎTRISE DE L'INNOVATION TECHNIQUE ; INNOVATION TECHNOLOGIQUE ; COUT DE PRODUCTION ; INDUSTRIALISATION ; MODERNISATION TECHNOLOGIQUE.

Sources : JUDET, Pierre. 1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9      Fiche N° : 95

**Brésil, sortie de crise : une révolution silencieuse dans l'industrie brésilienne annonce l'accélération de la croissance du pays.**  
***L'histoire de l'efficacité japonaise est très récente. Le Brésil est un des rares pays au monde capable de la répéter, en misant lui aussi sur le concept de « qualité totale ».***

Selon l'ingénieur V. Falconi Campos, interviewé dans cet article, le Brésil avance à grands pas vers la fin de la crise.

Après une période de panique devant la concurrence étrangère, les entreprises brésiliennes se sont transformées pour entrer dans une phase de conquête. Des unités sidérurgiques (Gerdau, CSN) se sont hissées au niveau japonais. La révolution qui se développe est une révolution de la qualité (qualité totale !).

Certes, l'Etat brésilien est démoralisé et déliquescents mais les entreprises sont en train de prendre conscience de ce que leur avenir repose sur leur personnel et les qualifications de ce personnel.

Après le désastre de 1945, les Japonais ont précédé les Brésiliens sur le chemin de cette construction qui mise sur la qualité.

Le Brésil se prépare à devenir une sorte de « Tigre asiatique ». Le Brésil n'est ni le Mexique, ni l'Argentine. Le Brésil possède une agriculture et une industrie très fortes. Il exporte 50 % de sa production manufacturière. Il est la huitième ou la neuvième puissance du monde.

Certes, la pauvreté existe au Brésil mais le Brésil peut en sortir sans trop de sacrifice. « Nous n'avons pas de conflits graves ni en termes de frontières ni en termes ethniques. Tout est donc favorable à la croissance du Brésil ».

L'histoire de l'efficacité japonaise est très récente. Le Brésil est un des rares pays au monde capable de la répéter.

JUDET. Pierre. IREPD. 1996/09.

BRESIL. / MONDIALISATION ; RELATION ETAT SOCIETE ; VALORISATION DE L'EXPERIENCE ; VALORISATION DU SAVOIR FAIRE ; COMPETITIVITE ; NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISES ; QUALITE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ; NOUVEL ORDRE MONDIAL ; DEVELOPPEMENT.

Sources : GRINBAUM, Ricardo.  
In : Veja. 1993/12/22.

Fiche N° : 96

**Un groupe thaïlandais en Chine**  
***Selon Charoen Pokpand, premier investisseur thaïlandais en Chine, « la seule façon de réussir en Chine est de convaincre le gouvernement chinois que nous sommes là pour les aider ».***

Le groupe thaïlandais Charoen Pokpand (C.P.) vient d'inaugurer une nouvelle usine de motocyclettes à Shanghai. Le groupe est devenu le partenaire de presque tous les investisseurs thaïlandais en Chine. Depuis 1979, le groupe est impliqué dans 130 joint-ventures en Chine dont 28 à Shanghai. Dans le seul secteur industriel, le chiffre d'affaires chinois de C.P. dépasse 800 millions de US \$. Jusqu'à maintenant, C.P. a investi en Chine pour son compte propre ou bien en liaison avec d'autres partenaires asiatiques ou occidentaux, Mais au cours des 5 prochaines années, C.P. se propose d'investir 1 milliard de US \$ en Chine, en partenariat avec 10 autres sociétés thaïlandaises. Pour ces sociétés, c'est une aubaine car il existe peu de groupes aussi expérimentés que C.P. qui est probablement, à l'heure actuelle, l'investisseur le plus important en Chine continentale.

Du côté de C.P., on pense que cette volonté d'introduire en Chine de nombreux investissements thaïlandais lui procurera des avantages, spécialement à Shanghai où C.P. veut entrer dans les grandes surfaces et dans l'immobilier, « la seule façon, selon C.P., de réussir en Chine étant de convaincre le gouvernement chinois que nous sommes là pour les aider ». Un industriel thaïlandais spécialisé dans les cosmétiques est devenu, en 1995, le 10<sup>ème</sup> industriel chinois de cette branche pour le volume des ventes.

Ce projet cosmétique s'intègre bien dans la stratégie de C.P. qui se propose d'ouvrir des grands magasins ainsi que des chaînes de distribution au détail à Shanghai.

Un autre industriel thaïlandais s'installe à Shanghai en joint-venture avec C.P. et un partenaire chinois. Il fabrique des objets en plastique à l'usine de motocyclettes de C.P. ainsi que des cageots pour la brasserie de C.P. à Shanghai. Pour cet industriel thaï, collaborer avec C.P. est la façon la plus simple de prendre pied en Chine.

*Le groupe thaïlandais C.P. est lui-même propriété d'une famille sino-thaï. Lorsqu'on évoque la diaspora chinoise, il ne faut pas oublier l'importance de la population sino-thaï, bien intégrée en Thaïlande, et qui anime l'essentiel des secteurs dynamiques de l'économie thaïlandaise. :*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

THAILANDE ; CHINE, / MONDIALISATION ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ;  
INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS ; COMMERCE REGIONAL ; NOUVEAUX PAYS  
INDUSTRIALISES.

Sources : JUDET, Pierre.

In : Far Eastern Economie Review. ; 'Follow the Leader' 1996/09/26.

Fiche N° : 97

**Maurice, micro-Etat, s'industrialise et se développe.**  
**Les capitaux nationaux, souvent issus du secteur sucrier, sont prédominants dans cette industrialisation.**

La République de Maurice compte un peu plus de 2000 Km<sup>2</sup>. La majorité de la population habite les villes les plus importantes. La croissance de la population est maîtrisée ; le taux de croissance annuel tend vers 1 % par an tandis que l'indice de fécondité ne dépasse pas 2,3 (nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer). La scolarisation au niveau primaire est à peu près totale (plus de 95 %). Elle a été rendue obligatoire par la loi en 1993.

Le PIB par tête qui a augmenté régulièrement dépasse selon les calculs en termes de Parité de Pouvoir d'Achat 6000 US \$ par tête, La croissance des dernières années a été telle qu'elle a permis de liquider le chômage, le nombre de chômeurs étant passé de 22 % de la population active en 1982 à 1,5 %, ce qui correspond à une situation de plein emploi.

Jusqu'aux années 1950, l'économie mauricienne était essentiellement une économie sucrière. La production de sucre de canne qui bénéficie d'une garantie d'entrée dans la CEE a progressé jusqu'au milieu des années 1960. L'emploi sucrier (culture et transformation) a été dépassé par l'emploi manufacturier en 1984. la différence ne cessant ensuite de se creuser.

Dès le début des années 1960, l'industrie manufacturière a été encouragée et fortement protégée dans le cadre d'une stratégie de substitution à l'importation. Elle a rencontré les limites d'un marché intérieur étroit. La zone franche a donné un nouvel élan : les investissements étrangers ont contribué largement à l'essor de la zone franche mais les capitaux étrangers ont été progressivement rachetés par des entreprises mauriciennes de telle façon que 75 % des capitaux engagés dans la zone franche sont aujourd'hui détenus par des Mauriciens. Parmi une trentaine de groupes mauriciens, Floréal est un des plus importants avec 26 unités employant 15 000 personnes. A l'origine, Floréal était un groupe sucrier comme d'ailleurs plusieurs autres groupes industriels. On estime d'ailleurs à 50 % la proportion de capitaux engagés dans les entreprises de la zone franche, accumulés à partir de l'activité sucrière et transférés par les groupes du secteur sucrier au secteur manufacturier.

Une fois atteint le plein emploi, qui a comme conséquence un turnover important et une forte hausse de salaires, l'économie mauricienne organise son rebondissement en faisant porter ses efforts sur :

- l'intensification et la recherche systématique de la productivité et de la qualité,
- la diversification on direction de nouvelles activités manufacturières en dehors du textile et de la confection.

Après le cycle du sucre et le cycle manufacturier, se met en place un cycle de l'entrepôt franc et de la plate-forme offshore : il n'est pas étonnant qu'à Maurice, Singapour soit devenu la référence.

*Maurice est l'exemple d'un petit pays qui se développe et s'industrialise, dans un contexte d'internationalisation. essentiellement à partir d'initiatives locales et de capitaux locaux et d'une gestion publique souple et pragmatique mais qui oriente, soutient et valorise les entreprises.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

MAURICE. / MONDIALISATION ; DEVELOPPEMENT ; INDUSTRIE ; CROISSANCE  
DEMOGRAPHIQUE ; EDUCATION ; ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ; CROISSANCE ECONOMIQUE ;  
CHOMAGE ; EMPLOI ; INDUSTRIALISATION ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; VALORISATION  
DES MATIERES PREMIERES ; VALEUR AJOUTEE LOCALE ; MARCHE LOCAL ;  
INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; TRANSFERT DE CAPITAUX ; PRODUCTIVITE ;  
INTERVENTION DE L'ETAT.

Sources : JUDET et ROSANVALLON.  
« Mission à Maurice » 1993/07.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 98

## **Corée. Samsung prépare son internationalisation.**

Samsung, le premier groupe industriel coréen (Chaebol), emploie plus de 150 000 personnes et a un chiffre d'affaires qui s'élève à plusieurs dizaines de milliards de US dollars. Depuis quelques années, Samsung investit à l'étranger ; c'est pourquoi le groupe a décidé de familiariser son personnel avec la réalité économique, sociale, culturelle du monde extérieur.

Dans le cadre de sa campagne d'internationalisation, le groupe coréen affiche tous les jours un mot d'anglais ou de japonais dans les toilettes. Les cadres qui doivent partir à l'étranger effectuent au préalable un mois de stage ; au programme : réveil tous les matins à 5 H 30, jogging, méditation et cours pour apprendre à se tenir à table, à danser et à éviter le harcèlement sexuel. De plus, la société envoie ses recrues les plus prometteuses passer un an à l'étranger avec mission de « flâner », observer les gens, développer des goûts internationaux et, bien sûr, apprendre la langue. Ce programme coûte cher : 80 000 US \$ par personne pour une année (environ 400 000 F.), Mais on est convaincu chez Samsung qu'une telle immersion culturelle est payante dans la mesure où elle permettra de mieux cerner la demande réelle du client.

Le bon rapport d'un stage d'un an à l'étranger est celui où le stagiaire parle moins de travail que de modes de vie, de goût des consommateurs, etc.

Lors du stage destiné aux dirigeants se rendant à l'étranger, une bonne partie du temps est consacré à expliquer les différences de statut en Occident. On apprend aux stagiaires à ne pas demander aux femmes qui postulent pour un travail si elles sont mariées ou ont l'intention de le faire ni de s'enquérir de leur religion, etc.

Les employés de Samsung qui reviennent de l'étranger se rendent compte qu'il y a beaucoup à faire. A Séoul, note l'un d'entre eux, tout prend beaucoup plus de temps. Un autre grand changement international est en marche chez Samsung : il concerne les chaussettes blanches que tous les hommes d'affaires coréens portent avec leur costume. Sauf, en général, ceux qui ont travaillé à l'étranger...

*La Corée du Sud, appelée parfois le « royaume ermite », tellement il était replié sur lui-même, est en train de s'ouvrir et d'investir massivement à l'étranger au point que le gouvernement freine les sorties de capitaux tout en soutenant le mot d'ordre d'internationalisation des mentalités.*

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/11/00.

COREE. / MONDIALISATION ; INTERNATIONALISATION ; ÉTUDE DE MARCHÉ ; ACCES AUX MARCHES ; ANALYSE CULTURELLE ; ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CULTURELS ; INVESTISSEMENTS ETRANGERS ; DELOCALISATION INDUSTRIELLE.

Sources :

Courrier international, In : Courrier international. 1993/01/28.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 99

**La nouvelle donne économique chez NIKE : un monde sans frontières.  
Un exemple de mondialisation : la chaussure « Air Max Penny » de Nike. Elle  
semble simple mais elle est fabriquée à partir de 52 composants provenant de  
cinq pays différents**

Dans la nouvelle économie de NIKE que nous connaissons aujourd'hui, même le plus simple des produits – à savoir une paire de chaussures de sport – a derrière lui une histoire complexe, souvent internationale. Tout le monde sait qu'automobiles et ordinateurs sont des produits complexes. Mais quand un adolescent de Singapour ou de Los Angeles met une paire de NIKE, a-t-il la moindre idée à propos de l'élaboration de ce produit ?

Techniquement NIKE ne possède aucune usine. Mais le complexe de YUE YUEN qui produit en Chine des souliers de marque NIKE fonctionne selon les standards de NIKE. Il est l'illustration de la sophistication croissante des fabrications industrielles asiatiques.

Prenons l'exemple de la chaussure « Air Max Penny ». Elle semble simple mais elle est fabriquée à partir de 52 composants provenant de cinq pays différents, à l'exclusion des intrants immatériels tels que conception, transport et marketing.

Comme toutes les chaussures sortant d'une ligne d'assemblage NIKE elle est touchée pendant sa production par au moins 120 paires de mains. Cela explique pourquoi une paire de chaussure d'enfant coûte aussi cher qu'une chaussure d'adulte. Non seulement tous les matériaux doivent être rassemblés mais ils doivent être rassemblés à temps.

Autrefois, un modèle était fabriqué pendant 9 à 12 mois. Aujourd'hui, on change de modèle toutes les semaines.

Tout cela montre l'inutilité d'essayer d'élever des frontières. Pour les chaussures fabriquées à Dongguan (en Chine), le cuir vient de Corée du Sud. La main d'œuvre qui assemble est chinoise. L'usine appartient à des Taïwanais : la conception et le marketing sont américains.

L'exemple de NIKE montre que la compétitivité asiatique dépendra de plus en plus de facteurs qui se situent à l'extérieur des portes de l'usine. Alors qu'il coûte seulement 1 US \$ pour expédier une paire de NIKE par mer depuis Dongguan, il en coûte 5 US \$ par avion. Dans la mesure où les détaillants exigent des délais de livraison de plus en plus courts ce différentiel devient de plus en plus important.

Dans ces conditions, les pays asiatiques seraient bien inspirés de comprendre que s'ils veulent continuer à vendre des produits compétitifs, il leur faudra beaucoup plus que des bas salaires.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

ASIE. / MONDIALISATION ; MULTINATIONALE ; COMPETITIVITE ; COUT DE PRODUCTION ;  
COMMERCE INTERNATIONAL.

Sources :

In : Far Eastern Economie Review ; The new NIKE economy : world without borders' 1996/08/28.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 100

**Thaïlande. Unicord : prise de risque à l'international.**  
***Unicord, leader mondial de conserves de thon, à la conquête du marché mondial, par des rachats et des alliances.***

Créé en 1978, UNICORD, firme thaïlandaise, a basé son essor national sur une stratégie de bas prix qui se révélera payante puisque, dès le milieu des années 80, il sera le premier exportateur thaïlandais de conserves de thon.

En septembre 1989, le rachat de Bumble Bee (USA) fera d'Unicord le leader sur la scène internationale. Les conserveries que le groupe possédait en Amérique du Sud renforcent sa présence internationale et la mainmise sur les conserveries américaines permet à Unicord d'échapper aux taxes d'importation (12,5 %) et de protéger un marché considérable ; la consommation de thon en boîtes s'élève annuellement à plus d'1,5 milliard de dollars aux Etats-Unis.

Cette expansion a amené le groupe à investir prudemment dans deux bateaux-usines chargés d'assurer la première transformation et la congélation des prises. Mais à la différence de ses rivaux thaïs, Unicord n'a pas choisi de contrôler sa propre flottille de pêche et s'en remet pour son approvisionnement aux « grands » de la pêche, coréens, taïwanais et japonais.

Les ébranlements financiers consécutifs à l'opération américaine à peine apaisés. Dumri Konuntakiet, le président de la compagnie, prend ses marques sur le marché européen, qui absorbe déjà, par l'entremise de distributeurs européens 40 % de la production thaïlandaise : il vient de racheter une conserverie allemande (Rostock), a établi une filiale « Unifish » qui distribuera ses produits sous sa marque, et envisage même de racheter des marques déjà introduites sur les places européennes. Le marché français fait l'objet d'une première offensive, Unicord envisageant de passer outre les protections non tarifaires grâce à une opération en pourparlers au Ghana.

Ses deux principaux concurrents, Mantrust (Indonésie) et Star Kist (USA) ne paraissent pas susceptibles dans l'immédiat de contrarier ces plans d'expansion... Unicord n'a-t-il pas, encore récemment, su transformer à son avantage le désaveu international provoqué par la campagne « Save the Dolphins », en étant le premier groupe à accepter un droit de regard permanent de l'Earth Island Institute sur toutes les opérations menées à Bangkok ?

Quoi qu'il en soit, même si Unicord a récemment amorcé une diversification vers de nouvelles productions (crevettes et champignons), la conquête de nouveaux marchés pour les produits thoniers se poursuit à une grande échelle : Bumble Bee serait ainsi en pourparlers avancés pour approvisionner Mac Donald, le géant mondial du fast food.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

THAÏLANDE. / MONDIALISATION ; COUT DE PRODUCTION ; INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE ; NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISES ; PECHE INDUSTRIELLE ; ACCES AUX MARCHES ; COMMERCE INTERNATIONAL ; CONCENTRATION DU CAPITAL ; CONCENTRATION ECONOMIQUE ; NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL.

Sources : GARIN, Myrèn.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 101

## Bijoux et pierres précieuses en Thaïlande.

La progression rapide de la production de bijoux et de pierres précieuses est exemplaire de la mobilisation des savoir-faire et des ressources de la région.

Les ventes de bijoux ont fait boule de neige au fil des ans (+33 % par an depuis 6 ans). La Thaïlande, avec des recettes d'exportations s'élevant à plus de US\$ 1,5 milliard en 91 – auquel il convient d'ajouter US\$ 900 millions de ventes aux touristes – est le second exportateur de joaillerie derrière l'Italie. Plus de 40 % des exportations sont dirigées vers le marché américain.

Même schéma pour les pierres précieuses : le Sri Lanka, qui jouissait d'une niche confortable, a été rattrapé par la Thaïlande qui devient le second exportateur derrière l'Inde – qu'elle dépassera probablement bientôt. Bangkok fait par ailleurs irruption dans le diamant (dominé par Anvers, Tel Aviv et New York) : trois sociétés thaïlandaises ont été nommées l'année dernière « sightholder » par la Sté de Beers (à l'origine de 80 % de l'approvisionnement mondial), privilège qui leur donne la possibilité d'acheter des pierres auprès du diamantaire sud-africain à l'occasion des enchères qu'il organise dix fois l'an à Londres.

L'origine de ces divers succès remonte aux années 1850, période à laquelle les premiers saphirs et rubis ont été trouvés dans les provinces de Battambang et Chantaburi, ces gisements étant véritablement mis en valeur par les tailleurs et les négociants des Etats Shan qui avaient acquis leur expérience dans les mines de rubis de Mogk en Birmanie. Ces prémisses seront confortées en 1962, la nationalisation des mines birmanes par Ne Win donnant un élan déterminant à l'industrie thaïlandaise : les marchands et les industriels birmanes se réfugieront à Bangkok où ils travailleront aussi bien les pierres thaïlandaises que les pierres exportées en contrebande de Birmanie, mais aussi du Cambodge et du Viêt-nam. La Thaïlande est le pays où se concentrent désormais ainsi plus de 80 % des gemmes de qualité traitées à travers le monde.

Au fil des ans, cette industrie s'est étoffée et, aujourd'hui, « Quality Color » est l'une des plus grandes entreprises mondiales de pierres semi-précieuses. Cette dernière et BH Group Intertrade viennent de réaliser une joint-venture avec une agence du Ministère de l'Industrie Lourde pour exploiter un site prometteur au Viêt-nam.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09/18.

THAILANDE. / MONDIALISATION ; VALORISATION DES MATIERES PREMIERES ; VALORISATION DU SAVOIR FAIRE ; VALEUR AJOUTEE LOCALE ; EXPORTATION ; COMMERCE INTERNATIONAL ; ACCES AUX MARCHES ; NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISES ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

Sources : GARIN, Myrèn.  
1996.

Consultable à : IREFD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 102

**Thaïlande. Les orchidées : une « niche » peut en cacher une autre**  
***La maîtrise technique du clonage des orchidées ouvre la voie à de nouvelles productions.***

La Thaïlande devient leader dans le domaine horticole ; elle exporte pour US\$ 80 millions de fleurs – orchidées pour 90 % –, sans compter les ventes locales estimées à US\$ 540 millions. Ces exportations ont connu une croissance soutenue de plus de 60 % en trois ans, la Thaïlande réussissant même à pénétrer le marché d'Hawaï, marché traditionnel des orchidées.

Si les orchidées sont exportées depuis 1950, les affaires n'ont commencé à prospérer qu'au milieu des années 80, avec la multiplication des exploitations autour de Bangkok. La plaine centrale offre en effet un climat idéal pour la culture de la plus populaire des orchidées, les dendrobium. Les dendrobium se reproduisent facilement, se conservent longtemps et fleurissent toute l'année. La Thaïlande a ainsi pu couper l'herbe sous le pied à Singapour, un des leaders du marché mondial de l'orchidée, qui ne bénéficie pas de bonnes conditions climatiques pour développer la production de cette variété.

Cet avantage est particulièrement intéressant à exploiter pour les Thaïlandais, car les qualités propres aux dendrobium en font les plus prisées du marché japonais, le plus grand du monde. Le Japon est en effet devenu le principal client de la Thaïlande, achetant presque la moitié de ses exportations, alors que 20 à 25 % des exportations se font en direction de l'Europe, – la Thaïlande ne souffrant d'aucune concurrence réelle sur ces marchés – et 15-20 % vers les Etats-Unis. Le marché japonais approchant de la saturation, les regards des Thaïlandais se tournent vers l'Europe (les producteurs ont envoyé récemment une délégation aux Pays-Bas), et les Etats-Unis : si la Thaïlande est le principal fournisseur du marché américain d'orchidées (75 %), ces fleurs ne représenteraient qu'1,5 % des importations horticoles totales. C'est dans l'intention de développer ce marché que le Bangkok Flower Centre vient d'installer au Costa Rica une ferme d'orchidées et d'autres variétés tropicales, espérant répondre, dans les conditions les plus avantageuses, aux concurrences colombienne et mexicaine.

L'essor de l'industrie de l'orchidée a participé à la reconnaissance des savoir-faire des reproducteurs. Si les chercheurs thaïlandais se sont employés à la création de nouvelles variétés, ils ont surtout fait preuve de leur capacité en matière de reproduction des plants (technique du clonage « tissue culture ») : de plus en plus de producteurs mondiaux ont désormais recours aux Thaïlandais pour reproduire leurs propres productions horticoles, affirmant le leadership mondial de l'industrie thaïlandaise sur ses rivaux du Japon, de Singapour, de Taiwan, des Etats-Unis ou encore d'Israël...

Ces lauriers n'ont pas arrêté l'effort des Thaïlandais, qui mettent à profit leur maîtrise technique du clonage sur de nouvelles productions : ils deviennent des précurseurs en appliquant ce nouveau type de reproduction à l'agro-alimentaire (asperges, fraises, gingembre, eucalyptus...). C'est ainsi que récemment, l'exportateur thaïlandais Tropical Flora Co. s'est allié au groupe japonais Mineba pour ouvrir le plus grand laboratoire mondial au nord de Bangkok. Ce dernier, qui devrait exporter plus de 80 % de sa production, vient renforcer l'action des 10 à 15 laboratoires commerciaux pré-existants.

JUDET, Pierre. IREPD. 1996/09.

THAILANDE. / MONDIALISATION ; CULTURE D'EXPORTATION. NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISES ; AVANTAGE COMPARATIF ; COMMERCE REGIONAL ; CONCURRENCE COMMERCIALE ; TECHNOLOGIE DE POINTE ; MAITRISE DE L'INNOVATION TECHNIQUE ; TECHNOLOGIE AGRICOLE ; NOUVELLE TECHNOLOGIE ; AGRICULTURE HORS SOL.

Sources : GARIN, Myrèn.  
1996.

Consultable à : IREPD. BP 47. 38040 Grenoble Cedex 9

Fiche N° : 103

”

**Le présent dossier comporte des fiches  
sélectionnées et mises en perspective en  
fonction d'un thème spécifique de travail.**

**C'est un exemple d'utilisation de la  
banque d'expériences DPH...**

”

***dph*** Réseau international d'échanges d'expériences  
Dialogues pour le progrès de l'humanité

DPH a l'ambition de relier les individus et les groupes qui travaillent pour un monde plus solidaire, afin de mettre une intelligence collective au service de chacun. Le réseau relie des personnes et des institutions porteuses des mêmes valeurs. Il part de la conviction que l'expérience – la mienne et celle des autres – est formatrice, qu'elle prépare et nourrit l'action. Dès lors, organiser le partage de l'expérience est un objectif fondamental.

DPH s'appuie sur une méthodologie commune de rédaction et d'échange de fiches d'expériences, d'indexation et de recherche. A ce jour près de cinq mille fiches constituent la banque d'expériences. Ces fiches stockées sur disquettes ainsi que les logiciels d'exploitation de DPH, sont mises gratuitement à la disposition des partenaires qui peuvent chacun constituer un réseau local, communiquant avec le réseau international DPH. La contrepartie est l'ardente obligation pour les partenaires d'alimenter le réseau en fiches d'expériences.

Le réseau est souple et diversifié, il utilise plusieurs supports (papiers, disquettes, revues) pour des informations d'origines diverses, en plusieurs langues. Il est construit pour durer et il repose largement sur la responsabilité de ses membres.

Un travail très important a permis la réalisation d'un thésaurus permettant la recherche de fiches avec un maximum d'efficacité. Des recueils de fiches ordonnées autour de thème sont régulièrement éditées sous forme d'ouvrages largement diffusés.

- Un réseau humain
- Une philosophie
- Une banque de données
- Une diversité de thèmes de travail
- Un ensemble de méthodologies
- Une palette d'outils techniques
- Une panoplie de publications

Pour plus d'informations : [dph-info@fph.fr](mailto:dph-info@fph.fr)